

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION



Mercredi 22 Octobre 2014 - 28 Dhu-Hijah 1435- N° 758 - Troisième année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€ www.dknews-dz.com

ALGÉRIE-QATAR
Le Président Bouteflika reçoit le ministre d'Etat qatari aux Affaires de Défense

Page 28



Le Chef de l'Etat reçoit les nouveaux ambassadeurs d'Argentine, de Roumanie et du Vietnam

Page 28

DÉBUT HIER À ALGER 3^E ROUND DES NÉGOCIATIONS DU DIALOGUE INTERMALIEN INCLUSIF

Ferme engagement pour la paix

Pages 4-5

UNE **ARMÉE** PROFESSIONNELLE ET UNE **DIPLOMATIE** LUCIDE ET EFFICACE

Deux institutions en symbiose pour une Algérie forte et moderne

Kamel Cherif

L'Algérie peut s'enorgueillir de disposer d'une armée forte, puissante et républicaine ainsi que d'une diplomatie efficace, lucide et surtout imposante. L'intense activité menée par la diplomatie algérienne en ce moment, sans oublier la grande offensive de l'Armée aux frontières du Sud du pays sont des éléments qui inspirent sérénité et fierté pour les Algériens. En ce sens, le Premier ministre Abdelmalek Sellal qui était en visite de travail au Sud du pays, n'a pas manqué de rendre hommage aux forces de sécurité, à leur tête l'Armée populaire nationale (APN). Celle-ci a carrément scellé les frontières sud de l'Algérie, les rendant imperméables, ce qui explique l'arrestation quotidienne de groupes terroristes et autres criminels qui tentent vainement de passer les frontières. L'efficacité de l'Armée algérienne demeure inégalable quand on sait qu'il est difficile aux armées les mieux équipées et expérimentées d'assurer, avec autant d'efficacité, la surveillance des frontières en plein désert.

Page 3



L'ANP continue à combattre le terrorisme avec détermination et persévérance (El-Djeich)

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE DANS LES WILAYAS DE TAMANRASSET ET ADRAR

«LE DÉVELOPPEMENT DES ZONES FRONTALIÈRES DU SUD, GARANT DE LA SÉCURITÉ ET DE LA STABILITÉ»

Page 3

FINANCES

M. Djellab présente à l'APN le projet de Loi de finances 2015

Page 8

L'encadrement des mosquées accuse un déficit de 200% !

Page 10

SANTÉ

Faire le ménage, une recette antistress inattendue

Page 14-15

CULTURE

LA MINISTRE DE LA CULTURE : **Lancement prochain du "Grand Prix du roman"**

FORUM

Le P^r Mourad Derguini, chef du service gynécologie à l'hôpital de Kouba et président de la Société algérienne de l'étude et de la recherche sur la ménopause, invité hier du Forum de **DK NEWS**

Page 9

FOOTBALL

PRÉPARATION DE LA FINALE ALLER DE LA LIGUE DES CHAMPIONS

L'ES SÉTIF concentré sur l'AS Vita club

► **Départ vendredi pour Kinshasa**

Page 26

GENDARMERIE NATIONALE

DÉMANTÈLEMENT D'UN GROUPE CRIMINEL TRANSNATIONAL À TLEMCEM

3 tonnes de kif saisies et 11 criminels arrêtés

Page 3

Météo



Régions Nord : 23° à Alger

Temps passagèrement nuageux vers les régions Centre et Est avec localement quelques pluies excepté dans les régions Ouest où on notera un temps dégagé et relativement chaud. Les vents seront d'Est à Nord-Est 20/40 km/h. La mer sera agitée.

Régions Sud : 29° à Tamanrasset

Temps généralement ensoleillé. Les vents seront d'Est à Nord-Est 20/40 km/h avec quelques soulèvements de sable vers le Sahara central et la Saoura.

	Max	Min
Alger	23°	17°
Oran	25°	17°
Annaba	24°	17°
Béjaïa	25°	18°
Tamanrasset	29°	14°

Horaires des prières

Mercredi 27 Dul-Hijah 1435

Fajr	05:32
Dohr	12:33
Asr	15:41
Maghreb	18:11
Isha	19:29



FAF Réunion du Bureau fédéral le 28 octobre

Le bureau fédéral élargi aux présidents des ligues régionales de football, tiendra sa session ordinaire mensuelle mardi 28 octobre à 09h au Centre Technique national de la FAF à Sidi Moussa. A l'occasion de cette rencontre, le bureau fédéral examinera plusieurs points inscrits à l'ordre du jour et notamment : les bilans des équipes nationales Séniors A, A', féminine et olympique, la situation relative au déroulement des championnats de football professionnel et amateur, les activités de la direction technique nationale, les activités de la direction nationale de l'arbitrage ainsi que les questions administratives et financières liées à la gestion de la FAF et du centre technique national.

DU 4 AU 6 NOVEMBRE À ALGER 10^e réunion des commissions arabes du droit international humanitaire

Sous le patronage du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, président de la commission nationale du droit international humanitaire, la dixième réunion des commissions nationales des experts gouvernementaux arabes dans le domaine du droit international humanitaire, se déroulera les 04, 05 et 06 novembre.



bre 2014 au cercle national de l'armée à Beni Messous.

COMMUNICATION Célébration de la journée nationale de la presse

Le ministère de la Communication organise ce soir à partir de 19h au Palais de la culture, Moufidi-Zakaria, une cérémonie à l'occasion de la Journée nationale de la presse.



CE MATIN À 10H30 Abdelkader Semari invité du Forum d'El Wassat

Le Forum du quotidien El Wassat, reçoit ce matin à 10h30, dans le cadre d'une conférence-débat, M. Abdelkader Semari, président du Club économique algérien et ancien ministre des Petites et Moyennes entreprises. La rencontre se déroulera au siège du journal 5, rue Branly, El Mouradia, Alger.

CENTRE CULTUREL MUSTAPHA-KATEB Exposition de Khelifi Saliha



L'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger organise au centre culturel Mustapha-Kateb sis 5, rue Didouche Mourad-Alger, le vernissage de l'exposition de peinture de Khelifi Saliha. L'exposition sera suivie par des récitals de poésie présentée par l'artiste.



TIZI-OUZOU Portes ouvertes sur l'INT

La maison de la culture Mouloud-Mameri de Tizi-Ouzou abritera aujourd'hui des portes ouvertes sur l'Institut international des nouvelles technologies.



DU 24 OCTOBRE AU 8 NOVEMBRE L'AARC au Festival du monde arabe de Montréal

Sous l'égide de la ministre de la Culture, Nadia Laâbidi Cherabi, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), prend part du 24 octobre au 8 novembre 2014, au 15^e Festival du monde arabe de Montréal (FMA) qui coïncide avec le 60^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

JUSQU'AU 25 OCTOBRE À ORAN 11^e Salon Batiwest'2014

Sous le haut patronage du wali d'Oran, le groupe Sogexpo international en collaboration avec l'entreprise EMEC-Oran, organise du 20 au 25 octobre au Palais des expositions M'dina Djedida, la 11^e édition du Salon Oran Batiwest'2014, Salon de l'immobilier et de la construction, qui regroupe plus de 280 exposants nationaux et étrangers.

Mobilis rend hommage à la presse algérienne

A l'occasion de la Journée nationale de la presse algérienne, Mobilis, au nom de son président directeur général Saâd Damma, et de tous ses employés, présente ses meilleurs vœux de réussite et de succès à toute la famille de la presse nationale, journalistes, techniciens, caméramans, ingénieurs de son et tous les intervenants du secteur des médias, de l'information et de la communication. Mobilis qui a déjà initié depuis la première année de célébration de cette journée nationale, le Prix Mobilis pour la presse algérienne, réitère son engagement à consacrer le professionnalisme en offrant une occasion aux talents journalistiques de démontrer leurs compétences dans le traitement de l'information. Ce concours qui a connu cette année aussi un engouement et une participation remarquable, sera renforcé par l'organisation d'une cérémonie digne de tous les acteurs du secteur des médias en général et des participants au Prix Mobilis pour la presse algérienne, en particulier. Mobilis, se réjouit également d'être l'un des premiers partenaires des professionnels des médias étant l'un des acteurs incontournables du monde des TIC en Algérie.



SÛRETÉ DE WILAYA DE MÉDÉA Réception en l'honneur de la famille de la presse

A l'occasion de la Journée nationale de la presse, la Sûreté de wilaya de Médéa, organise cet après-midi à 15h au siège de la Sûreté de wilaya, une réception en l'honneur de la famille de la presse.



CE MATIN AU SIÈGE DE L'UGCAA Conférence sur: Le rôle des APC dans l'activité commerciale

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa), organise ce matin à 10h30 en son siège sis à Belouizdad (18, rue Mohamed-Bouldoum), une conférence de presse qui portera sur «Le rôle des APC dans l'activité économique et commerciale».



LA VISITE DU PREMIER MINISTRE DANS LES WILAYAS DE TAMANRASSET ET ADRAR

«Le développement des zones frontalières du Sud, garant de la sécurité et de la stabilité»

Le développement des zones frontalières au profit des populations locales et l'implication de ces populations dans la sécurité et la stabilité, ont constitué les messages forts du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, lors de sa tournée lundi à In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar.



A In Guezzam (Tamanrasset), M. Sellal a réaffirmé les instructions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, d'accorder une «attention particulière» à la prise en charge des régions frontalières du pays.

A ce sujet, il a insisté sur la nécessaire prise en charge de mesures et la garantie de moyens supplémentaires afin de relancer le développement dans ces zones frontalières du pays, annonçant sa visite prochaine aux régions de Debdeb et de Bordj Omar Driss, dans l'extrême sud du pays. Le Premier ministre, qui a salué «les efforts immenses» consentis par l'Armée nationale populaire (ANP) et tous les corps de sécurité dans la protection des zones frontalières algériennes, a souligné que l'ANP accomplissait

«au mieux son rôle dans la protection et la sauvegarde de la sécurité au niveau des frontières». Dans ce cadre, il a appelé les populations des frontières à «soutenir» les efforts de l'ANP et «contribuer» à la réalisation de cet objectif, car «leur stabilité renforce l'Etat et la République», se félicitant de la stabilité qui

régne dans la région d'In Guezzam, à l'instar des autres régions du pays et de l'unité du peuple algérien.

En allusion aux menaces sécuritaires qui pourraient provenir de pays limitrophes, M. Sellal a plaidé pour que les habitants d'In Guezzam contribuent au «renforcement» de la stabilité de leur région frontalière avec le Mali, pays en proie à l'instabilité, estimant que «c'est le peuple qui est garant de la stabilité du pays». Pour le Premier ministre, la stabilité que connaît l'Algérie est le fruit de la politique de réconciliation nationale dont le peuple et l'Etat algériens oeuvrent à préserver les grands acquis. La stabilité dans les régions du Sud et la consolidation de «la paix sociale» en général passent par la stabilité des habitants, notamment les jeunes, en leur assurant l'emploi, le logement et une vie décente, a-t-il expliqué. A Bordj Badji Mokhtar (Adrar), M. Sellal a également plaidé pour le renforcement de la sécurité et la stabilité dont jouit l'Algérie, mettant en garde contre «la division et les manipulations». «Assez de division et de manipulations. L'Algérie était, après la

Syrie, l'autre cible de ceux qui n'ont pas compris que le peuple algérien est un peuple d'hommes libres et qui ont voulu l'entraîner dans l'instabilité», a-t-il dit.

Le Premier ministre a affirmé que «le peuple algérien est appelé à édifier un Etat moderne et fort et une civilisation qui fera la fierté des générations futures», assurant que l'Algérie ne serait affectée «ni par le terrorisme ni par ce qui est appelé Daech» et que les unités de l'ANP veillaient à la protection des frontières et leur préservation des tentations que connaît la région du Sahel.

Il a, en outre, insisté sur la nécessité de l'édification d'une économie nationale diversifiée hors hydrocarbures et l'encouragement de l'investissement national dans différentes activités économiques. Dans ce cadre, il a fait savoir que les régions frontalières du pays bénéficieront de nouveaux programmes de développement, afin de rattraper certaines insuffisances, d'impulser une nouvelle dynamique de développement et d'améliorer le cadre de vie du citoyen.

UNE ARMÉE FORTE ET UNE DIPLOMATIE LUCIDE ET EFFICACE

Deux institutions en symbiose pour une Algérie forte et moderne

Kamel Cherif

L'Algérie peut s'enorgueillir de disposer d'une armée forte, puissante et républicaine ainsi que d'une diplomatie efficace, lucide et surtout imposante. L'intense activité menée par la diplomatie algérienne en ce moment, sans oublier la grande offensive de l'Armée aux frontières du Sud du pays sont des éléments qui inspirent sérénité et fierté pour les Algériens.

En ce sens, le Premier ministre Abdelmalek Sellal qui était en visite de travail au Sud du pays, n'a pas manqué de rendre hommage aux forces de sécurité, à leur tête l'Armée populaire nationale (APN).

Celle-ci a carrément scellé les frontières sud de l'Algérie, les rendant imperméables, ce qui explique l'arrestation quotidienne de groupes terroristes et autres criminels qui tentent vainement de passer les frontières. L'efficacité de l'Armée algérienne demeure inégalable quand on sait qu'il est difficile aux armées les mieux équipées et expérimentées d'assurer, avec autant d'efficacité, la surveillance des frontières en plein désert. Chapeau bas donc pour cette armée qui, au prix de sacrifices immenses et des fois douloureux, assure la surveillance du territoire et, par conséquent assure la sérénité et la paix des Algériens.

L'armée algérienne fait preuve de professionnalisme dans la mesure où elle intervient au niveau national sans pour autant s'aventurer au-delà des frontières conformément aux principes immuables et inaliénables de l'Algérie consistant à ne pas s'immiscer dans les affaires internes des pays souverains. Une position sagement rappelée par le président de la République, Abdelkader Bouteflika, lors de ses réunions régulières avec le général de corps d'Armée, Ahmed Gaid Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire.

En même temps que l'Armée, la diplomatie algérienne mène une intense activité soignant davantage l'image de marque de l'Algérie. Le processus du dialogue malien, mené sous la conduite de l'Algérie, en est à son 3^e round. La communauté internationale a été unanime à saluer les efforts de l'Algérie qui a réussi la prouesse de réunir, à Alger, toutes les parties maliennes, y compris les groupes armés.

La diplomatie algérienne qui œuvre dans le cadre de la politique du bon voisinage et de son principe immuable et constant, à savoir la non-ingérence dans les affaires internes des pays souverains, est également sollicitée par les différentes parties libyennes pour l'amorce d'un dialogue global et inclusif.

A l'évidence, l'option suggérée et revendiquée dès le départ par l'Algérie a fini par être retenue, en l'occurrence une solution politique pour la crise libyenne toute en conservant l'intégrité territoriale de ce pays.

Le ballet diplomatique qu'enregistre l'Algérie actuellement avec le séjour de personnalités politiques étrangères dénote de l'influence et de la perspicacité de la position algérienne, laquelle demeure écoutée et prépondérante dans le règlement des crises.

En somme, la symbiose de la diplomatie et de l'armée algériennes ont permis au pays de consolider sa place et sa position place dans le concert des nations.

LU DANS LE DERNIER N°615 D'EL-DJEICH

L'ANP continue à combattre le terrorisme avec détermination et persévérance

La lutte que mène l'Algérie contre le terrorisme se poursuit avec détermination et persévérance jusqu'à l'éradication totale de ce phénomène aux dimensions internationales et liaisons directes avec le crime organisé transnational, souligne le nouveau numéro d'*El-Djeich*, revue mensuelle de l'Armée nationale populaire (ANP).

"L'Algérie poursuit son combat contre le terrorisme, que l'ANP mène dans le cadre de l'accomplissement de son devoir et de ses missions constitutionnelles (...)", lit-on dans l'éditorial qui rappelle que le pays a "combattu seul le terrorisme durant toute une décennie" avant les événements du 11 septembre 2011, suite à quoi le monde a pris conscience de la portée réelle du danger sur lequel l'Algérie n'avait cessé d'attirer l'attention. Il est précisé que "l'ANP continue de mener la chasse à ces criminels où qu'ils se trouvent, avec détermination et persévérance, jusqu'à leur éradication totale et définitive et l'assainissement de l'ensemble du territoire national de leurs méfaits". "L'ANP reste vigilante, en faisant preuve de davantage de courage, de sacrifice et d'abnégation pour faire échec à toute tentative de régénérescence du terrorisme, et se prépare, avec rigueur et efficacité, à poursuivre les opérations destinées à éradiquer ce phénomène sur tout le territoire national, assurant ainsi la préservation de la patrie, sa sécurité, sa stabilité et son développement", précise l'éditorial. Au regard de la situation prévalant sur la scène régionale et internationale, particulièrement dans le voisinage de l'Algérie, "l'ANP veille à sécuriser pleinement les frontières et à empêcher l'infiltration des terroristes, les mouvements d'armes, ainsi que tout ce qui pourrait avoir un lien avec le terrorisme car consciente de l'établissement par les groupes terroristes transnationaux de connexions planétaires avec les réseaux du crime organisé", relève la revue dans son numéro 615.

Il est rappelé que durant l'accomplissement de leurs missions aux frontières, "les forces armées ont réussi à faire échec aux activités de contrebandiers et autres réseaux criminels, récupérant par la même d'importantes quantités de divers produits". La protection de la patrie est "un tout indissociable qui nécessite la surveillance ainsi que la maîtrise de toutes les activités et mouvements aux frontières afin d'assurer pleinement la sécurité du pays et protéger l'économie nationale", souligne *El-Djeich* qui rappelle que l'expérience de l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé a fait d'elle "une force de proposition et un partenaire efficace et incontournable à l'échelle internationale".

Evoquant le rôle de la diplomatie algérienne dans le règlement des crises et problèmes complexes à l'échelle régionale et internationale, l'éditorialiste a indiqué que cette diplomatie a permis à l'Algérie de s'imposer comme un "acteur actif" sur la scène internationale en contribuant "grandement" à la restauration de la sécurité et de la stabilité dans différentes régions du monde.

SELON LA GENDARMERIE NATIONALE

Démantèlement d'un groupe criminel transnational: près de 3 tonnes de kif saisis et 11 criminels arrêtés à Tlemcen

Un groupe de narcotrafiquants a été démantelé par les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Tlemcen qui a réussi à saisir une quantité de près 3 tonnes de kif ainsi que l'arrestation de 11 criminels, a indiqué hier le Commandement de la Gendarmerie nationale dans un communiqué. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité notamment le crime organisé, les services de la GN de la wilaya de Tlemcen ont mis «hors d'état de nuire un groupe criminel transnational composé d'un marocain, baron de drogue identifié et recher-

ché actuellement suite à l'enquête menée par les gendarmes enquêteurs et des Algériens qui acheminent de la drogue en provenance du Maroc», précise la même source. Cette enquête s'est soldée par «le démantèlement et l'arrestation de 11 criminels et la saisie de 2988 kg de kif traité, 6 véhicules légers, 2 motocyclettes et 12 portables. Trois autres criminels identifiés, demeurent activement recherchés dont le sujet marocain suscitée», explique-t-on.

DIALOGUE INTERNALIEN INCLUSIF

DÉBUT HIER À ALGER DU 3^e ROUND EN PRÉSENCE DE TOUTES LES PARTIES

URGENCE

d'aller vers un accord global et définitif pour rétablir la paix et la stabilité

Le dialogue internalien inclusif a repris hier à Alger à la faveur de l'ouverture des travaux du 3^e round (Alger III) des pourparlers entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali ayant adhéré au processus de négociations sous la conduite de l'Algérie, chef de file de la médiation.

Assistent également à ce round du dialogue, étape de négociation des questions de fond, la CEDEAO, l'ONU, l'UA, l'OCI, l'UE, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Nigeria, en tant que parties de la médiation. S'exprimant à l'ouverture des travaux du 3^e round du dialogue visant une «solution définitive et durable» à la crise dans la région nord du Mali, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a indiqué que cette nouvelle rencontre dans le cadre du processus d'Alger se déroule en présence des parties maliennes impliquées dans les «négociations de fond et globales» pour le règlement de la crise malienne, se félicitant, à la même occasion, de la présence de toutes l'équipe de la médiation.

M. Lamamra a également mis en exergue l'importance du dialogue internalien organisé en Algérie, soulignant dans le même contexte l'intérêt que porte le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, aux négociations internaliennes. «Nous souhaitons une exploitation sage du temps qui nous est offert, à la faveur de la reprise du dialogue dans son troisième round, pour arriver à l'étape escomptée (dans le règlement de la crise malienne) à travers notre volonté de travailler ensemble, comme l'atteste, aujourd'hui, la présence intensive (à Alger) de toutes les parties», a ajouté le chef de la diplomatie algérienne à l'ouverture des travaux qui se poursuivront à huis clos.

«Une feuille de route» et «une déclaration de cessation des hostilités» avaient été signées en juillet dernier au terme de la phase initiale des pourparlers, en vue de préparer les conditions nécessaires pour l'émergence d'une solution globale et négociée du problème des régions nord du Mali. Les deux documents constituent une assise solide à «la plate-forme préliminaire d'entente visant à trouver une solution définitive à la crise malienne» et la «Déclaration d'Alger», qui avait engagé les parties maliennes à œuvrer au renforcement de la dynamique d'apaisement en cours et de s'engager dans le dialogue internalien inclusif dans le cadre du respect de la préservation de l'intégrité territoriale du Mali.

Lors de la réunion préparatoire du 3^e round de négociations, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a rendu hommage à l'ensemble des parties maliennes ayant répondu à l'invitation pour y assister. Le ministre malien des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, soutenant que le processus de dialogue «avance et fait des progrès», a renouvelé la confiance de son pays à l'Algérie qui, a-t-il affirmé, conduit la médiation entre les parties maliennes avec beaucoup de dextérité, de patience et d'efficacité. A la veille de la reprise des négociations, le Conseil de sécurité de l'ONU avait, pour sa part, appelé les parties maliennes à «négocier de bonne foi pour parvenir à un accord de paix durable. Les membres du Conseil qui avaient salué «le rôle de facilitateur joué par l'Algérie avaient appelé «les parties maliennes à respecter pleinement leurs engagements inscrits dans la feuille de route signée le 24 juillet 2014 et à s'impliquer de bonne foi et avec un esprit de compromis dans les pourparlers de paix à Alger». Ils ont aussi exhorté «toutes les parties à respecter pleinement l'accord de cessez-le-feu du 23 mai 2014 ainsi que la déclaration de cessation des hostilités signée à Alger le 24 juillet 2014 et à éviter toute action qui pourrait mettre en péril les perspectives de paix.»

Les représentants des pays voisins du Mali ont souligné hier à Alger l'ouverture des travaux du 3^e round des négociations du dialogue internalien inclusif qu'il était «urgent» d'aller vers un accord global et définitif pour rétablir la paix et la stabilité dans le pays. Ainsi, la ministre déléguée chargée des Affaires maghrébines et africaines de la Mauritanie, Hindou Bint Aïnina a indiqué, à l'occasion du lancement de la 3^e phase du dialogue internalien que la réconciliation des frères maliens était une préoccupation «majeure» et «constante» de la Mauritanie, saluant la convergence des différentes parties maliennes vers la solution de la paix, élément crucial du retour à la stabilité et au développement. Le dialogue internalien inclusif a repris mardi à Alger à la faveur de l'ouverture des travaux du 3^e round des pourparlers entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali ayant adhéré au processus de négociations sous la conduite de l'Algérie, chef de file de la médiation. Assistent également à ce round du dialogue, étape de négociation des questions de fond, la CEDEAO, l'ONU, l'UA, l'OCI, l'UE, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Nigeria, en tant que parties de la médiation.



M^{me} Aïnina a, par ailleurs, salué les efforts «inlassables» et «soutenus» de l'Algérie pour parvenir à résoudre la crise au Mali, se réjouissant de la reprise du dialogue entre les parties maliennes, avec comme chef de file de la médiation à ce conflit l'Algérie. L'ambassadeur du Burkina Faso en Algérie, Dominique Djindjéna a réitéré, de son côté l'«indéfectible» solidarité de son pays en faveur des efforts de l'Algérie dans cette médiation pour sortir le Mali de la crise. «Nous espérons sincèrement que la leur d'espoir qui pointe à l'horizon puisse devenir réelle et effective sur le terrain afin d'aboutir à une paix durable, à la stabilité et au retour du développement», a-t-il dit. Pour sa part, Abdoulaye Mouhamadou, directeur de ca-

binet du ministre des Affaires étrangères du Niger a indiqué que la situation au nord du Mali était «vraiment préoccupante» et «ne cesse de se dégrader», soulignant l'«urgence» d'arriver à un accord de paix global et définitif. «Malheureusement, le temps joue en faveur des groupes terroristes qui accomplissent leur sale besogne dans la région. Si la paix n'est pas conclue dans un délai bref, il y aura de graves conséquences pour la région», a-t-il estimé.

L'ambassadeur du Tchad en Algérie, Salem Saleh Huguera a indiqué, quant à lui, qu'il était «urgent» d'arriver à la paix et la stabilité au Mali, soulignant que cette région risque d'être déstabilisée davantage.

«Les groupes terroristes sont en train de se réveiller. Il est

temps de déployer tous les efforts pour parvenir à une paix durable et définitive pour sortir le Mali de cette crise», a-t-il dit.

Pour sa part, l'ambassadeur du Nigeria au Mali, Iliya Huhu a relevé qu'il fallait saisir cette opportunité des pourparlers d'Alger pour sortir le Mali de la crise dans laquelle il se débat depuis deux ans. «Le développement d'un pays repose sur la paix et le retour de la stabilité.

Il est plus qu'urgent pour les différentes parties maliennes de s'entendre et de parvenir à un accord global et définitif pour le bien du Mali et de la région», a-t-il soutenu. «Une feuille de route» et «une déclaration de cessation des hostilités» avaient été signées en juillet dernier au terme de la phase initiale des pourparlers, en vue de préparer les conditions nécessaires pour l'émergence d'une solution globale et négociée du problème des régions nord du Mali. Les deux documents constituent une assise solide à «la plate-forme préliminaire d'entente visant à trouver une solution définitive à la crise malienne» et la «Déclaration d'Alger», qui avait engagé les parties maliennes d'œuvrer au renforcement de la dynamique d'apaisement en cours et de s'engager dans le dialogue internalien inclusif dans le cadre du respect de la préservation de l'intégrité territoriale du Mali.

DES REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES :

Les négociations doivent avancer résolument avec réalisme et pragmatisme

Le 3^e round des négociations du dialogue internalien inclusif doit permettre d'avancer «résolument» avec «réalisme» et «pragmatisme» vers la recherche de la paix et la stabilité au Mali, ont indiqué hier à Alger des représentants d'organisations internationales. «Cette troisième phase du dialogue internalien inclusif devrait permettre d'avancer résolument avec réalisme et pragmatisme vers la recherche de la paix et la stabilité au Mali pour le bien de ce pays et des pays de la région», a affirmé le représentant de l'Union européenne (UE) pour le Sahel, Michel Reveyrand, à l'occasion du lancement de la 3^e phase du dialogue internalien. Pour lui, il est nécessaire de parvenir à un accord global et définitif le «plus facilement» applicable et «compris» de toutes les parties maliennes pour renouer avec une vie normale dans ce pays.

De son côté, le haut représentant de l'Union africaine (UA) pour le Mali et le Sahel, Pierre Buyoya, a indiqué que les négociations «cruciales» d'Alger entre les différentes parties maliennes devraient servir à consolider les acquis déjà enregistrés et à rapprocher les différentes parties dans un «esprit de dialogue et de concertation».

«Dans une négociation, aucune partie ne peut gagner la totalité. Il faut travailler d'arrache pied pour répondre aux exigences du peuple malien», a-t-il dit, ajoutant que la paix au Mali rejallira sur la région et tout le continent.

Appels à des compromis pour un accord de paix définitif

Pour sa part, le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU, chef de la MINUSMA, Arnould Akodjrou a indiqué que «seule la conjugaison des efforts des parties en conflit pourrait aboutir à un accord de paix global, durable, définitif et concret permettant le retour à la stabilité au Mali et dans la région». «Vous aurez tout à gagner en vous engageant dans un compromis et à faire des concessions impensables, car ce qui importe c'est l'intérêt et la stabilité du Mali», a indiqué M. Akodjrou, à l'adresse des différentes parties maliennes, saluant au passage le rôle de l'Algérie et de son président, Abdelaziz Bouteflika dans ses efforts soutenus dans la résolution de la crise malienne. Le représentant de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), Mohamoud Compaoré, a quant à lui, lancé un appel en direction des différentes parties maliennes pour que cette 3^e

phase «cruciale» soit abordée avec un «esprit de compréhension et de responsabilité collective» pour aboutir à un accord de paix global et définitif. «La crise que traverse le Mali est celle de toute la région. Ses conséquences sont nuisibles sur le plan économique, social et culturel d'où la nécessité de la contribution de chacun pour aboutir à la stabilité et la paix», a-t-il indiqué. Le vice-président de la CEDEAO, Toga Gayenya a indiqué de son côté, qu'il ne fallait pas laisser passer cette opportunité «inespérée» pour résoudre la crise malienne, affirmant qu'il était temps pour les différentes parties maliennes de prendre leur responsabilité «historique» pour ramener la paix et la stabilité dans leur pays. «Nous avons l'opportunité inespérée d'arriver à un consensus entre les différentes parties pour la construction de la paix et la stabilité du Mali et de la région», a-t-il soutenu. Le dialogue internalien inclusif a repris mardi à Alger à la faveur de l'ouverture des travaux du 3^e round des pourparlers entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali ayant adhéré au processus de négociations sous la conduite de l'Algérie, chef de file de la médiation.

Assistent également à ce round du dialogue, étape de négociation des questions de fond, la CEDEAO, l'ONU, l'UA, l'OCI, l'UE, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Nigeria, en tant que parties de la médiation. «Une feuille de route» et «une déclaration de cessation des hostilités» avaient été signées en juillet dernier au terme de la phase initiale des pourparlers, en vue de préparer les conditions nécessaires pour l'émergence d'une solution globale et négociée du problème des régions nord du Mali. Les deux documents constituent une assise solide à «la plate-forme préliminaire d'entente visant à trouver une solution définitive à la crise malienne» et la «Déclaration d'Alger», qui avait engagé les parties maliennes d'œuvrer au renforcement de la dynamique d'apaisement en cours et de s'engager dans le dialogue internalien inclusif dans le cadre du respect de la préservation de l'intégrité territoriale du Mali. La deuxième phase des négociations du dialogue internalien inclusif avait eu lieu en septembre à Alger.

DIALOGUE INTERMALIEN INCLUSIF

LES MOUVEMENTS POLITIQUES ARMÉS DU SUD FORMELS
Les événements survenus récemment dans le nord du Mali n'affecteront pas les négociations

Les représentants de mouvements politiques armés participant au dialogue intermalien inclusif ont exprimé hier à Alger leur attachement aux négociations parrainées par l'Algérie, comme moyen de parvenir à des solutions définitives à la crise qui frappe le nord de leur pays soulignant que les événements que la région a connu récemment n'affecteront pas le processus de dialogue.

Le secrétaire général de la coordination pour le peuple de l'Azawad, Hamadi Ould Cheikh a déclaré à l'APS en marge du 3e round des négociations «de fonds» qui ont débuté hier à Alger entre les protagonistes maliens que les actes de violences qui ont secoué la région de Gao dans le nord n'affecteront en aucune manière le processus de négociations en cours, ce n'est pas la première fois que la région connaît de tels incidents, a-t-il dit réaffirmant l'attachement de la coordination à l'accord de cessez le feu signé lors de la phase initiale du dialogue.

Il a affirmé que son mouvement qui a signé la plateforme d'entente (14 juin 2014) était disposé à poursuivre les négociations. «Nous attendons des résultats concrets de ce dialogue», a-t-il fait savoir précisant que «le dialogue intermalien a bien avancé sous tous les aspects». Le représentant de la société civile du mali et président de la coordination des tribus terguis «Imdaga», Azaz Akdou Dakdaq est du même avis et estime les événements survenus récemment dans le nord du Mali ne risquent nullement de compromettre le processus du dialogue que l'Algérie parraine. Ces événements se sont produits en l'absence d'un accord global approuvé par toutes les parties et c'est ce à quoi nous oeuvrons actuellement, a-t-il soutenu. Il a ajouté que le processus de négociations était «positif» grâce à l'équipe de médiation «efficiente» conduite par la diplomatie algérienne qui a accompli un travail grandiose du fait de son expérience en la matière et l'approche qu'elle a adoptée et qui repose sur le respect des visions de toutes les parties. Nous avons soulevé nos préoccupations et avancé nos propositions que la médiation examine. Nous devons aider la médiation à dégager des so-



lutions efficaces et pacifiques», a-t-il souligné se disant convaincu que «rien ne nous empêche d'aboutir à un accord définitif et global pour le règlement de la crise». Pour Fahd Ag Mahmoud, représentant d'un autre mouvement signataire de la plateforme du 14 juin, les événements qui se sont produits dernièrement nous interpellent à l'effet d'agir rapidement en faveur d'un accord global afin de former une force publique qui veille à la sécurité des citoyens dans le nord du Mali. Il a mis en avant la nécessité d'une loi consensuelle à appliquer sur toute le territoire malien notamment le nord qui représente les 2/3 de la superficie du pays. De son côté, le président du mouvement arabe de l'Azawad, Mohamed Mahmoud Al-Omrani a assuré que le processus des négociations «se déroule dans de bonnes conditions et que des avancées ont été réalisées» souhaitant que ce processus «soit couronné par un accord final et global». «Nous souhaitons sortir avec des résultats positifs de ces négociations d'autant que la médiation algérienne est appréciée par la communauté Azawad. Nous sommes reconnaissants à l'Algérie pour ce qui a été réalisé jusqu'à présent». Pour sa part, Abou-bakr Ould Taleb, représentant de l'un des mouvements participant à ce dialogue, a estimé qu'il s'agissait

de l'avant dernière étape «durant laquelle la proposition algérienne pour une solution finale sera formulée après la présentation des vues et préoccupations». Il a qualifié les événements survenus récemment dans le nord du Mali d'«incidents ordinaires dans une région qui vit une instabilité continue et qui risque de perdurer si nous n'arriverons pas à un accord final (...)». «Tout un chacun est appelé à faire des concessions pour arriver à cet accord», a-t-il insisté. Des affrontements ont éclaté la semaine dernière dans la région de N'Tilit près de Gao faisant au moins six morts. Le dialogue intermalien inclusif a repris mardi à Alger à la faveur de l'ouverture des travaux du 3e round des pourparlers entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali ayant adhéré au processus de négociations sous la conduite de l'Algérie, chef de file de la médiation. La phase initiale de ce dialogue, qui a eu lieu en juillet dernier à Alger, avait été couronnée par la signature de deux documents comportant la feuille de route pour les négociations dans le cadre du processus d'Alger et une «Déclaration de cessation des hostilités» entre le gouvernement du Mali et six mouvements politico-militaires du nord de ce pays. La deuxième phase a eu lieu en septembre dernier. Outre les représentants du gouvernement malien, les six mouvements signataires des deux documents sont le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (dis-

Le MAE malien réitère l'engagement de son pays pour la paix

Le ministre malien des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, a réitéré hier l'engagement de son pays en faveur de la paix et de la stabilité sur tout le territoire de la République du Mali, à travers le dialogue inclusif.

Il a appelé également les différentes parties maliennes à apporter «la réponse à une situation d'urgence» marquée par des attaques «terroristes et barbares» dans le nord du pays contre les forces de maintien de la paix et les populations.

M. Diop qui s'exprimait lors de l'ouverture des travaux du 3e round du dialogue inclusif intermalien, a souligné l'«engagement et la détermination» de l'Etat du Mali à «tout mettre en œuvre pour ramener cette paix que tout le peuple malien, de toutes confessions et de toutes origines géographiques ou ethniques, attend aujourd'hui».

Après avoir insisté sur l'importance d'une «contribution constructive et des plus positives» en vue de régler définitivement la crise malienne,

M. Diop a indiqué que «nous mesurons la responsabilité commune que nous avons, nous tous, gouvernement, mouvement de la région nord du Mali pour répondre aux aspirations de tous les Maliens pour la paix et la stabilité, mais aussi pour une stabilité partagée qui donne le confort à tous sur l'ensemble du territoire national».

Souhaitant que l'étape décisive et les avancées enregistrées depuis la signature de la feuille de route, entre toutes les parties maliennes et l'équipe de la médiation, ouvrent la voie à une signature «le plus vite possible» d'un accord de paix, le chef de la diplomatie malienne a indiqué qu'il était «urgent de répondre à une situation en se donnant la main et travailler ensemble».

«Il est vrai que nous sommes dans un processus (du dialogue) dans lequel nous devons marcher. Aujourd'hui la recrudescence des attaques contre les forces internationales, les attaques terroristes et les actes barbares contre les populations civiles doivent cesser», a martelé, dans le même contexte, le responsable malien.

Soulignant la «responsabilité» de toutes les parties, gouvernement, mouvements et communauté internationale, d'apporter «des réponses les plus appropriées», M. Diop a déclaré que «le moment est opportun pour que les mouvements signataires des engagements, ici à Alger, respectent leurs engagements avec le gouvernement du Mali, à coopérer ensemble pour lutter contre le terrorisme».

«Nous avons demandé un renforcement du mandat de l'ONU pour prendre en charge cette question (les actes terroristes) parce que visiblement nous avons évolué d'une situation de maintien de la paix vers une situation qui est autre», a constaté M. Diop, ajoutant que la situation sur le terrain est devenue «beaucoup plus complexe», d'où l'urgence, a-t-il dit, de «stabiliser le terrain», en consolidant l'engagement portant sur la cessation des hostilités.

Le dialogue intermalien inclusif a repris à Alger à la faveur de l'ouverture des travaux du 3e round (Alger III) des pourparlers entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali ayant adhéré au processus de négociations sous la conduite de l'Algérie, chef de file de la médiation. Assistent également à ce round du dialogue, étape de négociation des questions de fond, la CEDEAO, l'ONU, l'UA, l'OCI, l'UE, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Nigeria, en tant que parties de la médiation.

Urgence d'un accord rapide pour un retour à la paix

Le dialogue intermalien inclusif qui a repris hier à Alger à la faveur du 3e round (Alger III) des pourparlers entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali a mis en avant l'urgence d'aller à un accord global et rapide pour un retour à la paix et à la stabilité dans le pays et dans la région.

Ainsi le ministre malien des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, a réitéré l'engagement de son pays en faveur de la paix et de la stabilité sur tout le territoire de la République du Mali, à travers le dialogue inclusif.

Il a appelé également les différentes parties maliennes à apporter «la réponse à une situation d'urgence» marquée par des attaques «terroristes et barbares» dans le nord du pays contre les forces de maintien de la paix et les populations.

Souhaitant que l'étape décisive et les avancées enregistrées depuis la signature de la feuille de route, entre toutes les parties maliennes et l'équipe de la médiation, ouvrent la voie à une signature «le plus vite possible» d'un accord de paix, le chef de la diplomatie malienne a indiqué qu'il était «urgent de répondre à une situation en se donnant la main et travailler ensemble». «Il est vrai que nous sommes dans un processus (du dialogue) dans lequel nous devons marcher. Aujourd'hui la recrudescence des attaques contre les forces internationales, les attaques terroristes et les actes barbares contre les populations civiles doivent cesser», a martelé, dans le même contexte, le responsable malien.

Le ministre des Affaires étrangères, Raminé Lamamra a, pour sa part, dit souhaiter une exploitation «sage du temps qui nous est offert, à la faveur, de la reprise du dialogue dans son troisième round, pour arriver à l'étape escomptée (dans le règlement de la crise malienne) à travers notre volonté de travailler ensemble, comme l'atteste, aujourd'hui, la présence intensive (à Alger) de toutes les parties».

Il a indiqué par ailleurs qu'un avant-projet de document relatif à un accord de paix pour le règlement de la crise malienne avait été élaboré par l'équipe de la médiation, relevant, par ailleurs, la détérioration de la situation sur le terrain à travers la manifestation du «terrorisme international».

Des représentants d'organisations internationales ont affirmé, de leur côté que, le 3e round des négociations du dialogue intermalien inclusif devrait permettre d'avancer «résolument» avec «réalisme» et «pragmatisme» vers la recherche de la paix et la sta-

bilité au Mali. «Cette troisième phase du dialogue intermalien inclusif devrait permettre d'avancer résolument avec réalisme et pragmatisme vers la recherche de la paix et la stabilité au Mali pour le bien de ce pays et des pays de la région», a notamment déclaré le représentant de l'Union européenne (UE) pour le Sahel, Michel Reveyrand. Pour sa part, le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU, chef de la MINUSMA, Arnaud Akodjoun a indiqué que «seule la conjugaison des efforts des parties en conflit pourrait aboutir à un accord de paix global, durable, définitif et concret permettant le retour à la stabilité au Mali et dans la région». «Nous aurons tout à gagner en vous engageant dans un compromis et à faire des concessions impensables, car ce qui importe c'est l'intérêt et la stabilité du Mali», a indiqué M. Akodjoun, à l'adresse des différentes parties maliennes, saluant au passage le rôle de l'Algérie et de son président, Abdelaziz Bouteflika dans ses efforts soutenus dans la résolution de la crise malienne. De son côté, la ministre déléguée chargée des Affaires maghrébines et africaines de la Mauritanie, Hindou Bint Aïnina a indiqué, que la réconciliation des frères maliens était une préoccupation «majeure» et «constante» de la Mauritanie, saluant la convergence des différentes parties maliennes vers la solution de la paix, élément crucial du retour à la stabilité et au développement. Le dialogue intermalien inclusif a repris hier à Alger à la faveur de l'ouverture des travaux du 3e round des pourparlers entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali ayant adhéré au processus de négociations sous la conduite de l'Algérie, chef de file de la médiation. Assistent également à ce round du dialogue, étape de négociation des questions de fond, la CEDEAO, l'ONU, l'UA, l'OCI, l'UE, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Nigeria, en tant que parties de la médiation. Une «feuille de route» et une «déclaration de cessation des hostilités» avaient été signées en juillet dernier au terme de la phase initiale des pourparlers, en vue de préparer les conditions nécessaires pour l'émergence d'une solution globale et négociée du problème des régions nord du Mali. Les deux documents constituent une assise solide à «la plate-forme préliminaire d'entente visant à trouver une solution définitive à la crise malienne» et la «Déclaration d'Alger», qui avait engagé les parties maliennes d'œuvrer au renforcement de la dynamique d'apaisement en cours et de s'engager dans le dialogue intermalien inclusif dans le cadre du respect de la préservation de l'intégrité territoriale du Mali.

Vibrant hommage à l'Algérie et au président Bouteflika

Abdoulaye Diop, a rendu un vibrant hommage à l'Algérie et son président pour leur solidarité avec le peuple malien notamment en cette période «difficile» marquée par l'instabilité dans la région du nord du Mali. S'exprimant lors de l'ouverture des travaux du 3e round du dialogue malien inclusif intermalien, M. Diop a exprimé, au nom du président malien, Ibrahim Boubakar Keita, la «profonde gratitude du peuple malien au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour l'engagement constant du gouvernement et du peuple algériens aux côtés du peuple malien depuis des années mais surtout durant ces années difficiles».

«Nous apprécions hautement la qualité de l'engagement de l'Algérie afin d'amener une paix définitive et durable pas seulement au Mali mais pour l'ensemble des pays de la région», a ajouté M. Diop.

Le chef de la diplomatie malienne a également fait part de ses remerciements à l'équipe de médiation, à sa tête l'Algérie, dans toutes ses composantes, à savoir, les «pays voisins, les organisations internationales et régionales qui investissent beaucoup d'effort, de ressources et d'énergie aux côtés du Mali, dans une situation beaucoup difficile, y compris à travers le monde, pour laquelle la communauté internationale est très sollicitée».

Le dialogue intermalien inclusif a repris hier à Alger à la faveur de l'ouverture des travaux du 3e round (Alger III) des pourparlers entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali ayant adhéré au processus de négociations sous la conduite de l'Algérie, chef de file de la médiation. Assistent également à ce round du dialogue, étape de négociation des questions de fond, la CEDEAO, l'ONU, l'UA, l'OCI, l'UE, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Nigeria, en tant que parties de la médiation.

APS

CLÔTURE DE LA CÉLÉBRATION DU 20^E ANNIVERSAIRE DU DIALOGUE MÉDITERRANÉEN DE L'ALLIANCE DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD (OTAN)

L'Algérie a célébré hier le 20^e anniversaire du Dialogue méditerranéen de l'Alliance du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) en présence de

parlementaires, de représentants du corps diplomatique accrédité à Alger et d'universitaires. La cérémonie de célébration de ce Dialogue, créé en 1994, s'est déroulée au siège du ministère des Affaires étrangères.

L'adhésion de l'Algérie à ce Dialogue méditerranéen a eu lieu en mars 2000. Cet anniversaire est l'occasion de faire le point sur les accomplissements réalisés par l'OTAN et d'examiner les défis et les opportunités qui attendent l'Alliance, a-t-on indiqué auprès de l'Institut diplomatique et des relations internationales (IDRI) et l'Institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective, organisateurs de l'événement.

«Le Dialogue méditerranéen : réalisations et perspectives», et «Les défis sécuritaires dans la région» sont les plus importants sujets qui seront débattus lors de cette rencontre. Le secrétaire général adjoint pour les Affaires politiques et la Politique de sécurité de l'OTAN, l'ambassadeur Thrasyvoulos Terry Stamatopoulos, a exprimé, dans une déclaration à la presse en marge de cette rencontre, sa «reconnaissance» à la «contribution accrue» de l'Algérie au sein du Dialogue méditerranéen de l'Alliance atlantique.

«Je reconnais le rôle très important et la contribution de l'Algérie dans le cadre multilatéral du dialogue méditerranéen de l'OTAN», a-t-il ajouté, exprimant son souhait de développer davantage les relations de l'Alliance avec l'Algérie. Il s'est dit aussi «particulièrement satisfait» de la conclusion récente du tout premier programme individuel de partenariat et de coopération (IPC) entre l'OTAN et l'Algérie. «Ce document signé est un signal fort de notre détermination commune à renforcer notre partenariat pour qu'il soit hissé à un niveau supérieur», a-t-il affirmé. M. Stamatopoulos a réaffirmé, à cette occasion, l'attachement de l'OTAN au Dialogue méditerranéen et aux principes sur lesquels il repose. Il a souligné le «vif intérêt» de l'Alliance atlantique pour la poursuite du renforcement du dialogue politique et de la coopération pratique avec ses partenaires méditerranéens, dont l'Algérie, pour faire face aux défis sécuritaires dans la région.

Lamamra : l'Algérie est «directement exposée» aux retombées du prolongement de la crise en Libye

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a affirmé hier à Alger que l'Algérie était «directement exposée» aux retombées du prolongement de la crise libyenne, soulignant une volonté de la partie algérienne à convaincre les Libyens de l'importance d'un dialogue inclusif.

«L'Algérie est directement exposée aux retombées du prolongement de la crise libyenne. Nos voisins méditerranéens partagent avec nous cette préoccupation et notre volonté de contribuer à convaincre d'abord les frères libyens de redécouvrir les vertus du dialogue inclusif», a indiqué M. Lamamra à la clôture de la célébration du 20^e anniversaire du Dialogue méditerranéen de l'Alliance du Traité de l'Atlantique nord (OTAN).

M. Lamamra a fait part aussi de la volonté de l'Algérie à convaincre les Libyens à «se diriger vers une réconciliation nationale garante d'une consolidation de la légitimité des institutions et d'une mobilisation de tous les moyens et ressources pour reconstruire ce pays dévasté par la guerre et des confrontations fratricides». Il a ajouté que les efforts que déploie l'Algérie pour le règlement de la crise libyenne et celle qui prévaut dans la



Sahel, se fait, également, dans la mesure où «la sécurité nationale en est directement affectée», affirmant que la communauté internationale est consciente que les crises qui tardent à trouver des solutions durables «se dégradent d'une manière insoupçonnée pour prendre des proportions et des dimensions difficilement gérables».

M. Lamamra a ajouté que le terrorisme international «ne constitue plus aujourd'hui une menace sérieuse, ni à la sécurité ni à l'économie nationale de l'Algérie, mais reste une menace pour la sécurité des personnes et des biens», soulignant qu'il forme une «source de préoccupation et sollicite la mobilisa-

tion de grands moyens de l'Etat comme une vigilance de la part de tous les citoyens». «L'Algérie qui cultive aujourd'hui les vertus de la démocratie, de la réconciliation et du développement au bénéfice de ses citoyens, se veut un exportateur de stabilité et de sécurité».

Elle le fait en veillant à ce que son territoire national soit sécurisé sans nourrir d'illusion à un risque zéro», a-t-il dit. Il a ajouté que l'Algérie veille à ce que «ses frontières ne soient pas utilisées à des fins de déstabilisation vers l'intérieur du territoire national comme vers les territoires des pays voisins».

La menace terroriste nécessite une «riposte collective» fondée sur le dialogue (Lamamra)

La menace terroriste dans la région méditerranéenne nécessite une «riposte collective» fondée sur le dialogue et la cohérence, a indiqué hier à Alger le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, soulignant que la sécurité de cette région était «inséparable» du règlement de la crise dans le Sahel. «La région méditerranéenne fait face à des menaces multiples mais celles liées au terrorisme interna-

tional et ses connexions avec le crime organisé transnational prennent place parmi les plus sérieuses», a indiqué M. Lamamra à la clôture de la célébration du 20^e anniversaire du Dialogue méditerranéen de l'Alliance du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). Il a ajouté que ces menaces nécessitent «plus de vigilance» et exigeaient des pays de la région une «réponse cohérente» et une «riposte collective» fondées sur le dialogue, saluant l'ensemble des cadres mis à contribution entre les deux rives de la Méditerranée dans la perspective d'aboutir à des solutions «efficaces» et «crédibles» aux défis qui s'imposent dans le paysage géopolitique méditerranéen.

Des défis communs

Concernant le dialogue méditerranéen de l'OTAN, M. Lamamra a indiqué qu'il s'agit d'un cadre de concertation et d'un véhicule pour le renforcement de la confiance mutuelle entre les participants, saluant les acquis enregistrés depuis sa création en 1994. Il a rappelé que ce dialogue a été créé dans un contexte géopolitique différent, précisant que le paysage politique de l'espace méditerranéen actuel est marqué par «la persistance des crises, notamment, dans sa façade orientale, due à l'apparition de menaces terroristes et son exacerbation conjuguée à d'autres formes de crimes transnationaux organisés». M. Lamamra a souligné que les nouveaux défis auxquels fait face la région méditerranéenne sont des défis communs pour l'ensemble de ses peuples. Par ailleurs, le chef de la diplomatie algérienne a rappelé que l'Algérie a joué un rôle «pionnier» à Helsinki au début du dialogue Est-Ouest sous l'impulsion du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, alors ministre des Affaires étrangères, où elle a plaidé avec persévérance pour la prise en charge de la dimension méditerranéenne pour la sécurité en Europe. A propos des raisons de l'adhésion de l'Algérie au dialogue méditerranéen de l'OTAN, M. Lamamra a indiqué que l'objectif principal de cette adhésion était de contribuer d'une manière «effective» et «constructive» à tout ce qui est de nature à l'avènement de la paix, la sécurité et la stabilité dans l'espace méditerranéen.

M. CHERIF DRISS, ENSEIGNANT À L'INSTITUT DES SCIENCES POLITIQUES DE L'UNIVERSITÉ D'ALGER

L'Algérie apporte une contribution «active» au dialogue méditerranéen de l'Otan

L'Algérie apporte une contribution «active et constructive» au dialogue méditerranéen de l'Otan, a affirmé hier à Alger le directeur de la coopération avec l'Union européenne et les institutions européennes au ministère des Affaires étrangères, Ali Mokrani. «L'Algérie avec son potentiel apporte une contribution active et constructive au dialogue méditerranéen de l'Otan en vue de faire de la région un espace de paix, de stabilité et de prospérité partagée», a déclaré M. Mokrani à l'occasion du 20^e anniversaire du Dialogue méditerranéen de l'Otan, célébré au siège du ministère des Affaires étrangères.

La participation de l'Algérie au Dialogue méditerranéen (DM) (auquel elle a adhéré le 14 mars 2000) «se veut graduelle et mutuellement bénéfique», a-t-il ajouté. Le responsable a aussi souligné que l'Algérie «considère le dialogue avec l'Otan comme

étant complémentaire aux autres dialogues développés avec l'OSCE, le cadre 5+5, l'Union pour la Méditerranée (UpM) et l'Union européenne (UE)». Il a rappelé, par la même occasion, que l'Algérie, participe avec des délégations composées d'officiels, d'élus, des représentants des médias et de la société civile aux activités organisées par l'Otan dans le cadre de la diplomatie publique. Intervenant lors de la cérémonie de célébration de ce Dialogue, créé en 1994 par le Conseil de l'Atlantique nord, M. Rolf Schwarz, chargé des affaires politiques et politique de sécurité de l'Otan, a pour sa part, mis l'accent sur les «nouveaux défis» posés à l'Alliance et à la Méditerranée, notamment après les soulèvements qu'ont connus ces dernières années certains pays de la région. Pour faire face à ces nouveaux défis, le même responsable a fait savoir que l'Otan «a noué des relations politiques

plus étroites» avec les pays du Bassin méditerranéen et du Moyen-Orient. «L'Otan a indiqué clairement qu'elle se tient prête à soutenir la transition», dans les pays touchés par ce qui est appelé «révolutions arabes», a encore souligné M. Schwarz. Evoquant de son côté la sécurité dans la région méditerranéenne, M. Cherif Driss, enseignant à l'Institut des sciences politiques de l'université d'Alger, a estimé que «nous sommes dans un espace plus fragmenté qu'homogène, menacé selon lui par «la fragilité des Etats» citant les exemples du Mali et de la Libye, deux pays en proie à des troubles. Pour cet analyste, les relations bilatérales, une coopération régionale et une coopération extra-régionale (comme le cas du Dialogue méditerranéen) «sont importantes» pour faire face aux défis qui se posent aux pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient.

JOURNÉE NATIONALE DE LA PRESSE

Message du Président Bouteflika à l'occasion de la Journée nationale de la presse

L'Algérie célèbre aujourd'hui la Journée nationale de la presse, décrétée l'année passée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et qui sera marquée, cette année, par la remise des premières cartes nationales de journaliste professionnel.

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, avait annoncé que les premières cartes nationales de journaliste professionnel seront remises à leurs bénéficiaires, mercredi 22 octobre, marquant, ainsi un pas dans la mise en œuvre de l'engagement de l'Etat en faveur du développement du secteur.

Lors de son déplacement dans la wilaya d'Oran, M. Grine a qualifié la remise de ces premières cartes d'une «grande victoire» pour le secteur de la presse et de la communication. Dans le même cadre, et concernant la mise en place de l'Autorité de régulation et du Conseil de déontologie, il a souligné la nécessité de recenser tous les journalistes et de distinguer celui qui est professionnel de celui qui ne l'est pas. Le ministre a précisé, à ce propos, qu'une fois le recensement des journalistes terminé, il sera procédé à l'élection des membres de l'Autorité de régulation de la presse comprenant 7 membres élus par les journalistes et 7 autres membres désignés par les autorités. L'Autorité de régulation de l'audiovisuel est, quant à elle, composée de 9 membres dont 7 désignés par le président de la République. La situation socioprofessionnelle des journalistes relevant de la presse privée est également au menu, puisque le responsable du secteur a estimé que la première démarche à entreprendre par cette corporation, est d'obtenir la carte nationale de journaliste professionnel, expliquant qu'avec ce document, le journaliste «pourra défendre ses intérêts». Lors de son message à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse du 2 mai de 2013, le président Bouteflika a décrété le 22 octobre Journée nationale de la presse, mettant en exergue le «rôle efficient du secteur par le passé et présentement» et la nécessité de son développement.

Il a réaffirmé, à cet effet, l'engagement de l'Etat à doter la presse nationale et le secteur de l'information de mécanismes juridiques et de différentes formes de soutien à même de lui permettre de «s'acquitter de ses nobles missions sans restriction à sa liberté afin qu'elle puisse accéder à la place de choix qui lui revient dans le monde de l'information et du savoir». Il a assuré qu'il continuerait à «veiller à ce que l'exercice de la liberté d'expression et de presse se fasse loin de toute pression, en dehors de toute tutelle et de toute restriction, si ce n'est celle de la conscience professionnelle, ou celle expressément prévue par la loi».

APS

Le président de la République Abdelaziz Bouteflika a adressé un message mardi à la veille de la célébration de la journée nationale de la presse. En voici la traduction APS:

Mesdames, Messieurs,

Nous fêtons ce jour, la Journée nationale de la presse, que nous avons décrétée l'an dernier et que nous célébrons désormais le 22 octobre de chaque année en hommage à la parution du premier numéro de la revue «*El Mouqawama Al-djazairia*» (la résistance algérienne), un événement qui intervient dans le sillage des préparatifs de la célébration du 60^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération.

Un événement historique très cher à nos cœurs, ancré dans nos consciences et à travers lequel nous vivons des moments chargés de symboles de sacrifice et de loyauté, d'étapes marquantes de notre histoire et de souvenirs mémorables.

Mesdames, Messieurs,

Associer cette journée nationale à une référence historique permet d'affirmer le rôle pionnier endossé par la première vague d'écrivains, d'intellectuels et de journalistes algériens pour l'émancipation de leur peuple et le recouvrement de sa souveraineté et de sa liberté usurpées pendant plus d'un siècle par le colonialisme.

Le choix de cette date symbole constitue pour les générations d'aujourd'hui une source de fierté et d'inspiration dans leur parcours professionnel eu égard aux



nobles valeurs et idéaux légués par leurs prédécesseurs. Nous avons décrété une journée nationale pour les journalistes, étant conscients du rôle de cette catégorie dans l'effort collectif consenti dans la construction du pays, la consécration de la liberté de la presse, la vulgarisation des idéaux de justice et de droit au sein de la société et la défense des intérêts de la patrie face aux dangers multiformes et autres convoitises qui la guettent. Notre démarche intervient alors que se poursuit le renforcement du système de l'information par la mise en place de cadres législatifs et organisationnels nécessaires au

parachèvement de son arsenal juridique fondé sur les normes en vigueur dans le monde.

J'ai tenu, dès la promulgation de la loi organique relative à l'Information, à ce que ce cadre juridique inclue toutes les activités relevant du secteur afin de permettre aux journalistes, aux professionnels et à tous les intervenants d'exercer leur métier dans le respect de la mission qui leur est dévolue et loin de toute surenchère, violation de la loi ou de toute altération, des objectifs de la profession, allant à l'encontre de son éthique et de sa déontologie.

J'exhorte tous les journalistes à adhérer au processus

de parachèvement de l'arsenal juridique régissant le secteur de l'Information notamment pour ce qui est de leur représentation au sein de l'Autorité de régulation de la presse écrite et du Conseil de déontologie. Il doivent être en mesure de contribuer et de participer à la promotion du métier et à la défense de leurs acquis.

Mesdames, messieurs,

Conformément à l'esprit du 1^{er} Novembre 54 dont nous célébrons cette année le 60^e anniversaire, les générations présentes doivent être en mesure d'appréhender les défis qui se posent à notre pays dans un contexte marqué par la dominance de supports médiatiques aussi multiples que complexes.

Dans ce même esprit, les générations sont appelées à aller au devant de ces défis, suivant la voie d'autant d'hommes et de femmes qui ont grâce à leur actes héroïques, forcé le respect du monde entier et se sont érigés en modèle pour l'humanité tout entière.

Elles doivent préserver les legs précieux de nobles valeurs de dévouement et de sacrifice.

Tel est le message que j'ai tenu à vous livrer en votre journée nationale. Puissiez-vous être les véritables garants de la dignité de l'Algérie et les dignes successeurs des aînés qui ont défendu la patrie au prix de leur vie. Tout en rendant hommage à nos prédécesseurs, je vous présente mes félicitations pour la Journée nationale de la presse.

La presse au service de la nation

DK NEWS

« Nous avons décrété une journée de la presse ». Le président de la République montre ainsi la place qu'occupe la presse dans les ambitions de l'Etat et de la nation. A tous les niveaux de l'Etat, la presse est conviée pour qu'elle exerce la mission d'information au service de la nation. C'est la mission dont elle est investie, celle de jouer activement le rôle d'interface entre les institutions et les populations. Le président, dans le souci de réaliser un consensus concernant les méthodes d'acquisition et de traitement de l'information, et également pour que le cadre juridique régissant le secteur de l'information ne soit pas défini de façon unilatérale par les institutions, offre justement à la presse l'opportunité d'une participation à l'élaboration de l'arsenal juridique et donc à la définition des relations entre les journalistes et les responsables de l'Etat par rapport à l'information. Le président est pour un partenariat autour de la construction. Une transition pratique. Il invite la presse à s'impliquer par

sa «représentation» au sein de l'autorité de régulation de la presse écrite et du conseil de déontologie.

Le président les incite à «contribuer et à participer à la promotion du métier et la défense de leurs acquis». Ainsi, il apporte une garantie à la presse écrite que la défense de ses acquis sera entre ses mains. Les journalistes pourront d'ailleurs défendre leurs acquis qu'ils sont représentés au sein de l'Autorité de régulation et du Conseil de déontologie.

Le président exprime sa conviction que la presse contribue à «l'effort collectif dans la construction du pays». Il est également convaincu que la presse contribue à la consécration des libertés et que son rôle participe à la «vulgarisation des idéaux de justice et de droit au sein de la société et la défense des intérêts de la patrie».

Pour démontrer que le président apporte la garantie de l'Etat à ce que s'instaure un mutuel respect aux journalistes, aux professionnels, et à tous les intervenants, il a «tenu à ce que dès la promulgation de la loi organique relative à l'information, le cadre juridique inclue toutes les activités relevant du

secteur de l'information loin de toute surenchère, violation de la loi ou de toute altération des objectifs de la presse allant à l'encontre de son éthique et de sa déontologie».

La Journée nationale de la presse est choisie comme référence à celle de la parution de la revue *El Mouqawama Al-djazairia* (la résistance Algérienne) pour rendre hommage à cette parution et en même temps, cette date du 22 octobre entre dans le sillage des préparatifs de la célébration du 60^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération.

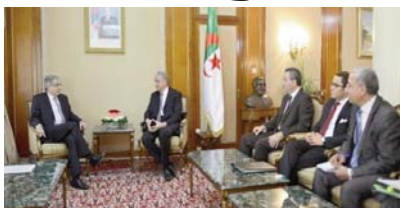
Nous sommes dans un contexte marqué par la prédominance de supports médiatiques aussi multiples que complexes. «Les générations présentes doivent être en mesure d'appréhender les défis conformément à l'esprit de novembre» ajoute le président.

Pour terminer, le président indique les références auxquelles nos générations actuelles auront à se conformer, à savoir «les hommes et femmes qui ont par leurs actes héroïques forcé le respect du monde entier».

ALGÉRIE - OMC

M. Sellal évoque avec M. d'Alotto l'état d'avancement du projet d'adhésion de l'Algérie

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a reçu, hier à Alger, le président du groupe de travail de l'OMC chargé de l'accession de l'Algérie à cette organisation mondiale, M. Alberto d'Alotto (Argentine), a indiqué un communiqué du Premier ministre.



Au cours de cette rencontre, les deux parties ont procédé à une évaluation de l'état d'avancement du projet d'accession de l'Algérie à l'OMC, a souligné la même source.

M. d'Alotto s'est félicité des efforts déployés par l'Algérie dans sa démarche d'accession à l'OMC, du rythme qu'elle s'est imposée pour cet objectif ainsi que des progrès enregistrés, précise le communiqué.

La visite de trois jours de M. d'Alotto à Alger intervient après la signature, à la mi-octobre en cours, du protocole d'accord portant la conclu-

sion des négociations bilatérales entre l'Algérie et l'Argentine relatives à l'adhésion du pays à l'OMC, rappelle-t-on.

En outre, il est prévu que la 13^e réunion des négociations multilatérales pour l'accession de l'Algérie à l'OMC se tiendra début janvier 2015 à Genève, avait annoncé dimanche dernier le ministre du Commerce, M. Amara Benyoune.

L'Algérie doit répondre aux questions additionnelles d'ici à novembre pour programmer ce 13^e round.

Depuis le 12^e round de négociations, tenu en mars 2014 à Genève, l'Algérie a reçu des questions additionnelles de la part de l'UE, du Ca-

nada, des Etats-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie.

A ce propos, M. Benyoune a expliqué que ces négociations étaient un processus de discussions où chaque pays membre de l'OMC a le droit de soumettre des questions auxquelles l'Algérie répond au fur et à mesure.

A son retour à Genève, M. d'Alotto devrait réunir le groupe d'amis de l'accession de l'Algérie à l'OMC tels que l'Argentine, le Brésil, la Chine, les Etats-Unis, l'Union européenne (UE) afin d'entamer la phase finale de cette accession.

L'Algérie, qui mène encore des discussions avec 19 autres pays membres dont douze (12) avec lesquels les discussions sont avancées, a reçu récemment une quarantaine de questions du Canada qui s'ajoutent à plus d'une centaine de questions de l'Union européenne parvenues il y a plus d'un mois.

La relance de l'industrie au cœur des discussions entre M. Bouchouareb et M. d'Alotto

Le ministre de l'Industrie et des mines, M. Abdesselam Bouchouareb, a reçu, lundi à Alger, le président du groupe de travail de l'OMC chargé de l'accession de l'Algérie à cette organisation, M. Alberto d'Alotto (Argentine).

Au cours de cette rencontre, M. Bouchouareb a exposé à M. d'Alotto la vision de l'Algérie en matière de relance de l'industrie par la promotion de la production nationale, a indiqué un communiqué du ministère.

Les chantiers de réformes ouverts dont ceux relatifs à l'amélioration du climat des affaires et la révision du code de l'investissement pour le rendre plus attractif aux investisseurs et pour le partenariat international ont également été évoqués.

En outre, M. Bouchouareb a souligné la mise en œuvre de la politique nationale relative à la qualité ainsi que le lancement d'un travail en profondeur pour l'adoption et l'appropriation des normes en vigueur à travers le monde.

Il s'agit, selon la même source, de privilégier les protections non tarifaires, garantes d'un positionnement durable qui prend en considération les impératifs du marché, tout en poursuivant l'encouragement de l'investissement productif en particulier.

La visite de trois jours de M. d'Alotto à Alger intervient après la signature, à la mi-octobre en cours, du protocole d'accord portant la conclusion des négociations bilatérales entre l'Algérie et l'Argentine relatives à l'adhésion du pays à l'OMC.

ALGÉRIE - TUNISIE

M. Djellab évoque avec son homologue tunisien l'état de la coopération financière

Le ministre des Finances, M. Mohamed Djellab, a reçu lundi à Alger le ministre tunisien de l'Economie et des finances, M. Hakim Ben Hamouda, avec qui il a évoqué l'état de la coopération financière bilatérale, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre entre les deux ministres a égale-

ment permis de passer en revue les voies et moyens de renforcement de la coopération financière entre l'Algérie et la Tunisie ainsi que les mesures de facilitation à prendre pour le développement des échanges entre les deux pays. Les entretiens ont aussi permis à M. Djellab de procéder avec son homo-

logue tunisien à un échange de vues sur la situation économique prévalant dans les deux pays, ainsi qu'au niveau régional et international. M. Ben Hamouda, qui a achevé lundi sa visite de travail de deux jours à Alger, a également rencontré M. Mohamed Laksaci, gouverneur de la Banque d'Algérie.



M. Djellab présente à l'APN le projet de Loi de finances 2015

Le ministre des Finances, M. Mohamed Djellab, a présenté mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN) le projet de Loi de finances pour 2015 lors d'une séance plénière présidée par Mohamed Larbi Ould Khelifa, président de cette institution parlementaire. Le texte prévoit des recettes budgétaires de 4.684,6 milliards (mds) de DA et des dépenses publiques de 8.858,1 mds de DA, soit un déficit budgétaire de 4.173,3 mds de DA (l'équivalent de 22,2% du PIB). Le budget de l'Etat table sur des recettes de la fiscalité pétrolière de 1.722,9 mds de DA et des recettes non pétrolières de 2.961,7 mds de DA.

Quant aux dépenses publiques, elles sont réparties entre des dépenses de fonctionnement de 4.972,3 mds de DA et des dépenses d'équipement de 3.885,8 mds de DA. Concernant le cadrage macroéconomique du PLF 2015,

il a été élaboré sur la base d'un prix de baril de pétrole de 37 dollars US pour le prix de référence fiscal. Le texte table également sur une croissance économique de 3,42% globalement et de 4,25% hors-hydrocarbures et sur une variation de l'indice des prix à la consommation de 3% contre 3,5% en 2014. Consacrée pour la première fois dans le PLF 2015, la définition du SNMG a été révisée à la faveur de l'abrogation de l'article 87 bis de la loi n°90-11 du 21 avril 1990, relative aux relations du travail, annoncée en février dernier. Adopté par le gouvernement lors du Conseil des ministres d'août dernier, le PLF 2015 consacre, comme prévu, le retour du crédit à la consommation par l'autorisation des banques d'octroyer aux ménages de crédits destinés à l'acquisition de biens fabriqués localement.

PLF 2015

Répartition du budget de fonctionnement



Voici la répartition, par département ministériel, des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement (4.972,3 mds de DA) du projet de la loi de finances pour 2015 (montant en DA):

- Présidence de la République	8.387.854.000
- Services du Premier ministre	3.618.099.000
- Défense nationale	1.047.926.000.000
- Intérieur et collectivités locales	549.809.342.000
- Affaires étrangères	31.196.709.000
- Justice	74.707.836.000
- Finances	92.615.093.000
- Energie	44.010.067.000
- Industrie et mines	5.314.058.000
- Agriculture et développement rural	255.401.097.000
- Moudjahidine	252.333.450.000
- Affaires religieuses et wakfs	26.500.459.000
- Commerce	24.276.345.000
- Transports	12.549.139.000
- Ressources en Eau	21.144.492.000
- Travaux publics	19.930.760.000
- Habitat, urbanisme et ville	22.600.480.000
- Education nationale	746.643.907.000
- Enseig. sup. et recherche scientifique	300.333.642.000
- Formation et enseignement professionnels	50.803.924.000
- Travail, emploi et sécurité sociale	234.882.131.000
- Aménagement territoire et environnement	2.550.261.000
- Culture	25.789.795.000
- Solidarité nat. famille et condition de femme	31.653.688.000
- Relations avec le parlement	27.609.000
- Santé, population et réforme hospitalière	381.972.062.000
- Jeunesse	14.158.870.000
- Sports	26.282.691.000
- Communication	18.871.461.000
- Postes et TIC	3.985.130.000
- Tourisme et artisanat	3.429.022.000
- Pêche et ressources halieutiques	2.404.748.000
- Charges communes	536.219.273.000
- Total du budget de fonctionnement	4.972.278.494.000.

Les principaux agrégats économiques

Voici les principaux indicateurs du projet de la loi de finances 2015:

- Dépenses budgétaires	8.858,1 milliards de DA (dont 4.972,3 milliards de DA de fonctionnement et 3.885,8 milliards de DA d'équipement)
- Recettes budgétaires	4.684,6 milliards de DA (dont 1.722,9 milliards de DA de recettes pétrolières et 2.961,7 milliards de recettes non pétrolières)
- Solde budgétaire	-4.173,4 milliards DA
- PIB	18.996,1 milliards DA
- Croissance économique	3,42%
- Croissance économique hors hydrocarbures	4,25%
- Prix du baril de pétrole brut	37 dollars
- Parité monétaire dinar-dollar	79 DA pour un dollar
- Taux d'inflation	3%
- Exportations d'hydrocarbures en volume	+3,68%
- Importations de marchandises (CAF)	+4,54%
- Solde du FRR à fin 2014	5.284,8 milliards DA
- Solde du FRR à fin 2015	4.429,3 milliards DA
- Transferts sociaux en provenance du budget de l'Etat	1.711,7 milliards DA.

Répartition des valeurs ajoutées par secteur d'activité

Voici la répartition des valeurs ajoutées par secteur d'activité (part dans le PIB, en pourcentage) prévue dans le PLF 2015:

- Agriculture	9,7%
- Hydrocarbures	26,2%
- Industrie	4,7%
- BTP	10,8%
- Services marchands	25,1%
- Droits et taxes	8%
- Services des administrations publiques	15,5%.

APS

LE PR MOURAD DERGUINI, CHEF DU SERVICE GYNÉCOLOGIE À L'HÔPITAL DE KOUBA ET PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE L'ÉTUDE ET DE LA RECHERCHE SUR LA MÉNOPAUSE, INVITÉ HIER DU FORUM DE DK NEWS

LA MÉNOPAUSE

Ce n'est pas une maladie, mais elle provoque des maladies

Ménopause. Un terme qui est pratiquement évacué des débats et même des discours. On n'en parle jamais, ou alors pas souvent. Du moins, c'est la première fois que ce thème est traité en forum à DK News. Il n'y a pas d'université d'été consacrée aux maladies chroniques, comme il n'y en a pas du tout consacrées par des partis politiques aux programmes de santé.



Saïd Abjaoui

La majorité des gens feignent d'ignorer ce concept. Pourquoi ? A une période donnée, la publicité pour la contraception était faite par l'affichage sur les bus de transport public urbain à Alger.

Qu'est ce qui en a fait un tabou alors qu'il y a une réalité sociale ? Ce n'est pas un tabou au vu des débats qui ont suivi l'exposé du professeur Mourad Derguini.

Celui-ci est professeur de gynécologie au CHU de Kouba. Il est également président de la Société algérienne de l'étude et de la re-

cherche sur la ménopause (SAERM). Il est en plus président du Comité médical national des gynécologues. Il ne s'agit pas d'un débat entre experts, mais plutôt entre le professeur et les journalistes qui jouent le rôle d'interface entre les populations et les milieux médicaux. Toute femme ne fabrique plus d'hormones à partir de 50 ans. Cet arrêt de la fabrication n'est pas le symptôme d'une maladie. C'est une entrée en mutation. Un congrès mondial de la ménopause va bientôt avoir lieu.

Pour celle qui se présente à un examen bilanciel, elle devrait savoir que l'espérance de vie de la femme est de 80 ans. En bénéficiant d'un traite-

ment hormonal qui compense le déficit enregistré, l'espérance de vie sera portée à 84 ans. Il serait dans l'intérêt de la femme de se soigner dès 50 ans pour d'une part améliorer son confort de vie et d'autre part, s'éviter d'autres maladies.

Il faudrait donc que le médecin généraliste ne conseille pas à la femme qui se ménopause et qui présente des signes révélateurs telles les bouffées de chaleur de ne pas suivre de traitement. Il n'y a aucune relation entre le traitement et l'apparition d'un cancer. La ménopause est l'arrêt brusque de toute menstruation. Elle peut survenir de façon précoce avant l'âge de 40 ans.



L'OMS à l'écoute

L'Organisation mondiale de la santé estime qu'en 2030, 1,2 milliard de femmes seront âgées de 50 ans ou plus et qu'un nombre croissant de ces femmes peut s'attendre à vivre plusieurs décennies après la ménopause.

Malheureusement, une durée de vie plus longue entraîne aussi une augmentation spectaculaire de l'incidence des maladies et des affections qui peuvent être associées à la perte d'œstrogènes au milieu de la vie.

La Journée mondiale de la ménopause a pour objectif d'honorer toutes les femmes. Elle vise les millions de femmes qui, partout dans le monde, arrivent chaque jour à ce stade vital de leur vie, même si bon nombre d'entre elles ne comprennent pas bien ce qu'est la ménopause et quels sont ses impacts sur leur santé.

C'est dans ce cadre que

le Pr Derguini Mourad président de la Société algérienne d'étude et de la recherche sur la ménopause (SAERM) a animé hier une conférence de presse au cours de laquelle il a exhorté les responsables de la santé à prendre des mesures actives pour éduquer les femmes concernant les implications de la ménopause pour la santé.

Le conférencier a appelé aussi à donner à la santé après la ménopause une place primordiale dans la recherche et la santé publique, afin d'aider les femmes à éviter les symptômes désagréables susceptibles d'affecter la productivité et la qualité de vie, et afin de réduire les taux d'ostéoporose, de maladies cardiaques, de cancer du côlon et autres maladies du vieillissement liées aux œstrogènes.

Pendant cette période de la vie, le corps de la

femme arrête de produire des œstrogènes, ce qui induit des symptômes tels que bouffées de chaleur, fatigue, sécheresse vaginale et insomnies. La perte des œstrogènes a également été associée à un certain nombre de maladies graves telles que l'ostéoporose, des maladies cardiaques, une dégénérescence maculaire (cécité), la perte des dents, le cancer du côlon et un déclin des fonctions cognitives.

Evoquant la ménopause le Pr Derguini dira que les bouffées de chaleur, parfois accompagnées de sudation et d'une rougeur du visage, sont la réponse du corps à la diminution des taux d'œstrogènes. Pendant une bouffée de chaleur, qui dure classiquement de 30 secondes à 5 minutes, le cœur bat plus rapidement et la température de la peau augmente. Des relations sexuelles douloureuses dues à une

sécheresse ou à un resserrement des tissus vaginaux peuvent être dues à la réduction des taux d'œstrogènes.

La moitié des femmes âgées de plus de 50 ans présenteront à un certain moment une fracture due à l'ostéoporose. Des études récentes ont permis de constater que plus de la moitié des femmes ignorent que la ménopause augmente le risque de maladies cardiaques. Pourtant, les maladies cardiovasculaires, particulièrement les crises cardiaques et les accidents vasculaires cérébraux, constituent la principale cause de décès dans le monde actuel. Les femmes ménopausées sont trois fois plus susceptibles que les hommes d'avoir la maladie d'Alzheimer et des travaux de recherche donnent à penser que la perte des œstrogènes peut y jouer un rôle important.

Le THM prévient l'Alzheimer et réduit de 30% le cancer du côlon

En plus de supprimer les bouffées de chaleurs et les sueurs nocturnes, le traitement hormonal de la ménopause, prévient l'apparition de la maladie d'Alzheimer et réduit de 30% l'incidence du cancer du côlon. Il supprime également les bouffées de chaleurs et les sueurs nocturnes, diminue les troubles urinaires et prévient l'ostéoporose. Toutefois, le traitement hormonal est contre-indiqué lors d'un cancer hormonodépendant (sein, endomètre), lors d'un accident thromboembolique récent et lors d'une affection hépatique grave.

67% des femmes ménopausées souffrent de bouffées de chaleur

Parmi les troubles suscités par la ménopause, les bouffées de chaleur. 67% des femmes en souffrent. 38% d'entre elles sont en état de dépression, 31% souffrent de sudation excessive, 26% d'insomnie, 20% de vaginité atrophique, 18% d'asthénie, 11% de céphalées et 6% de chute de cheveux. Les conséquences à court terme de la ménopause non traitée se manifestent par des difficultés vasomotrices et des troubles psychologiques alors qu'à long terme elles se manifestent par des troubles génito-urinaires, des altérations de la peau et des fémurs mais surtout par l'augmentation des risques cardiovasculaires.

La ménopause augmente le risque d'accidents cardiovasculaires

Grace à son capital d'œstrogènes et à son architecture génétique, la femme possède un taux de cholestérol plus bas, une concentration plus basse en T6 et un HDL plus élevé que les hommes. Ainsi, les femmes non ménopausées bénéficient d'une protection hormonale qui réduit considérablement le risque d'accidents cardiovasculaires. Cependant après la ménopause, elles perdent cette précieuse protection et font autant d'accidents CV que les hommes, voire même plus.

R. R.



OUARGLA

Améliorer les mécanismes d'accompagnement des jeunes pour répondre à leurs attentes



Le ministre de la Jeunesse, Abdelkader Khomri, a appelé, lundi depuis la wilaya de Ouargla, à améliorer les mécanismes d'accompagnement et d'assistance offerts aux jeunes, pour mieux répondre à leurs attentes.

Cette orientation fondamentale s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à promouvoir les activités juvéniles à l'échelle nationale, à travers le rapprochement des jeunes afin de mieux cerner leurs préoccupations et répondre à leurs attentes, a-t-il indiqué lors d'une visite de travail dans cette wilaya.

Cette stratégie, pilotée par le ministère de la Jeunesse, englobe également un programme de mise à niveau des structures juvéniles existantes, en plus de la réalisation de nouveaux complexes de loisirs et de la multiplication des actions de proximité au profit des jeunes, a-t-il signalé.

M. Khomri a insisté, par ailleurs, sur la nécessité d'impulser les activités juvéniles versées dans les différents domaines, appelant, au passage, à profiter des opportunités offertes par l'Etat dans le cadre de l'investissement agricole qui représente un important segment économique générateur d'emplois.

Le ministre a procédé, au cours de sa visite dans la wilaya de Ouargla, au lancement d'un projet de maison des jeunes au niveau de la commune de Hassi Benabdallah.

Une enveloppe de plus de 42 millions DA puisée du programme de soutien à la relance économique, a été consacrée à la réalisation de cette structure qui disposera notamment de six (6) ateliers, une bibliothèque et une médiathèque.

M. Khomri a insisté sur l'accélération des travaux de réalisation d'une auberge de 50 lits implantée dans la commune de Ténacine et réalisée à 80% et qui disposera de quatre (4) espaces d'activités, un bloc administratif et diverses servitudes.

Le ministre avait visité auparavant un complexe sportif de proximité dans la commune de Mégarine, qui accueille, depuis mars 2010, les jeunes de cette collectivité dans différentes activités, aussi bien sportives que culturelles et juvéniles.

A la maison de jeunes de Touggourt, la délégation a visité les différentes structures, notamment la salle internet, la bibliothèque, ou d'amples informations ont été présentées au ministre sur le fonctionnement et les activités assurées par cet établissement de jeunes.

Au chef-lieu de wilaya, M. Khomri a visité le centre de loisirs scientifiques où il a rencontré un groupe de jeunes adhérents aux activités de cette structure de jeunes, avant d'inaugurer un village de loisirs disposant de 21 espaces dédiés à diverses activités récréatives et de loisirs.

Une séance de travail avec les cadres locaux a marqué la clôture de la visite de travail du ministre de la Jeunesse dans la wilaya de Ouargla.

RELIGION

Devoir des imams de s'attacher à la référence religieuse nationale

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a appelé, lundi à Tissemsilt, les imams à s'attacher à la référence religieuse nationale.

"L'imam doit s'attacher à la référence religieuse nationale en s'appuyant sur l'ijtihad de savants algériens et du Maghreb arabe dont Abou El Abbès El Wancharissi", a indiqué le ministre lors d'un rencontre ayant regroupé des cheikhs de zaouïas et des imams de la wilaya. "La référence religieuse nationale a eu le mérite d'unifier le peuple algérien et de lui épargner la fitna", a-t-il ajouté, rappelant qu'elle a constitué un rempart face aux croisades espagnole, après la chute de Grenade, et française, aux idées destructrices, au terrorisme et à ceux qui cherchent à diviser les pays arabes. M. Aïssa a également affirmé que la mosquée, qui s'inspire de la référence religieuse nationale, "est capable de constituer un bouclier contre les idées destructrices et extrémistes, étrangères à la société algérienne et importées d'outre-mer." Cette référence ne se trouve pas seulement dans l'école malékite, mais aussi



dans l'esprit et le "ribat" que représente la zaouïa et l'école coranique, a-t-il encore expliqué. Le ministre a insisté en outre sur l'engagement et la responsabilité de l'imam concernant les discours adressés à la société. Par ailleurs, il a souligné que le conseil scientifique national composé d'oulémas et de cheikhs œuvrera à la promulgation de fetwas collectives se référant aux quatre écoles de fiqh (malékite, hanafie, chafie et hanbali). En inspectant les travaux de réalisation du centre culturel islamique et une mosquée limitrophe au chef-lieu de wilaya, M. Aïssa a instruit les res-

ponsables concernés de recruter des encadreurs pour les sourds-muets afin qu'ils leur communiquent les prêches du vendredi par le langage des signes. Il a également insisté sur la réservation, dans les mosquées, d'espaces pour cette frange de la société et des bibliothèques multidisciplinaires pour les élèves et étudiants. Le ministre s'est engagé à doter les mosquées de la wilaya de Tissemsilt de nouveaux lots de livres religieux et d'accorder aux associations religieuses des subventions supplémentaires pour parachever les travaux de réalisation des mosquées.

L'encadrement des mosquées accuse un déficit de 200%

L'encadrement des mosquées accuse un déficit de 200 %, a déclaré, lundi à Tissemsilt, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohammed Aïssa.

"Nous accusons un retard en matière d'encadrement des mosquées (imams, muezzins et enseignants du Coran), qui sera résorbé par une formation continue", a-t-il indiqué, lors d'un point de presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya.

Il a annoncé, à ce propos, que son département ministériel a ouvert, dimanche à travers tous les instituts du pays, plus de 1.000 postes de formation d'imams, muezzins et enseignants du Coran (...), estimant toutefois que ce nombre demeure encore insuffisant, ce qui nécessite la multiplication du nombre de formateurs pour combler le déficit.

Le ministre a également indiqué que son département a opté pour la réforme du système de formation

qui concerne l'ouverture d'une filière universitaire aux bacheliers désirant être imam pour préparer une licence dans le domaine, avec la possibilité de les accompagner à poursuivre leurs études de master et de doctorat.

"L'Algérie aura ainsi une élite d'imams qui répondra aux exigences et à l'évolution de la société", a-t-il déclaré dans ce sens.

Le ministre a annoncé, par ailleurs, que son département ministériel achèvera, au courant du quinquennat 2015-2019, l'élaboration d'un fichier national des wakfs, ajoutant que "les wakfs peuvent être investis au profit des couches démunies et défavorisées de la société".

Il a expliqué que la vision du ministère est de transférer les bons crédits "Qard Hassan" du Fonds de la zakat aux wakfs à travers l'ouverture d'ateliers d'artisanat au service de la culture religieuse et sociale. Le ministre a indiqué que la wilaya

de Tissemsilt a bénéficié d'un projet de réalisation d'une mosquée pôle d'excellence, signalant que son ministère vise jusqu'à la fin du quinquennat 2015-2019 la réalisation de 48 mosquées pôles à travers le pays. M. Aïssa a inspecté, lors de sa visite, les travaux de réalisation de plusieurs mosquées au chef-lieu de wilaya, à Theniet El Hadj, Lardjem, Bordj Bounaama et le centre islamique culturel de Tissemsilt. Dans la région de la Mactaa (commune de Bordj Bounaama), le ministre a visité la zaouïa de Sidi Ali Hadj où il s'est enquis des projets de réalisation d'un lieu de culte, deux écoles coraniques. Cet édifice religieux a bénéficié d'une subvention de 10 millions DA à la faveur de cette visite. Il a également visité le site du cheikh Ahmed Ben Yahia El Wancharissi dans la commune de Lazhar et a assisté à une partie des activités de célébration de la waada "El Djouza" dans la commune de Sidi Abed.

MOHAMED EL GHAZI DEVANT LE PARLEMENT :

Le projet de loi relatif aux assurances sociales vise l'amélioration du système national de Sécurité sociale

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, a affirmé lundi à Alger que le projet de loi relatif aux assurances sociales avait pour objectif l'amélioration du système national de Sécurité sociale, indique un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Dans son exposé devant la commission spécialisée de l'APN, le ministre a précisé que le projet de loi amendement et complétant la loi n° 83-11, datée du 2 juillet 1983, relative aux assurances sociales visait "l'amélioration et l'actualisation du système national de sécurité sociale".

Il a indiqué dans ce contexte que le projet de loi avait pour objectif l'adaptation des dispositions du système national de

Sécurité sociale aux développements survenus dans les domaines juridique, économique et social, ajoutant que le projet de loi en question prévoyait les modalités et conditions d'octroi des prestations de la sécurité sociale qui seront fixées par des méthodes réglementaires.

M. El Ghazi a souligné que cet amendement concernait toutes les catégories des assurés sociaux qui travaillent ou suivent une formation à l'étranger parmi les bénéficiaires des prestations de la Sécurité sociale pour les travailleurs salariés.

Il s'agit des agents diplomatiques, des consuls nommés à l'étranger, des membres du Parlement élus ou nommés parmi les représentants de la communauté nationale à l'étranger tout au long de leur

mandat parlementaire. A cela s'ajoutent les agents des représentations algériennes et des fonctionnaires qui travaillent à l'étranger dans le cadre d'une coopération, enseignement, formation, encadrement éducatif et religieux, nommés par l'autorité administrative, ainsi que les stagiaires et les travailleurs salariés qui suivent une formation à l'étranger, a-t-il précisé. Avant l'exposé, le président de la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle à l'APN Lazhar Hamadou a salué le contenu du texte de projet de loi qui "complète les lois en vigueur dans le système des assurances sociales", conclut le communiqué.

APS



SÉTIF :

La protesta des habitants des vieilles bâtisses...

Azzedine Tiouri

Des dizaines d'habitants des vieilles maisons précaires et menaçant ruine se sont donnés rendez-vous, hier, devant le siège de la daïra de Sétif pour demander de déménager en leur attribuant de nouveaux logements dans les meilleurs délais possibles. Ces citoyens habitent actuellement des maisons précaires menaçant ruines, et peuvent à tout moment s'écrouler, disent-ils, comme ce fut le cas récemment, il y a peine une semaine, d'une maison tout près de la gare, qui heureusement n'a pas fait de victime, l'incident s'est produit durant la journée. Ces demeures, dites "harates" du temps du début du siècle dernier, se situent dans la plupart des cas, au centre-ville de Sétif, dans les cités Langar, des cheminots etc.

Des membres de la commission d'attribution des logements a reçu une délégation de ces protestataires afin d'écouter leurs doléances et noter leurs adresses en attendant leur sortie sur le terrain pour constater l'état de vétusté de ces vieilles habitations.

A. T.

... et des économes et de leurs adjoints

D'autre part, il est à signaler que des dizaines d'économes et de leurs adjoints se sont regroupés devant le siège de la direction de l'Éducation nationale de la wilaya de Sétif afin de présenter une plateforme d'une série de revendications, notamment celle inhérente à l'augmentation des salaires, la révision de l'échelle des primes et des promotions. Ils demandent la nécessité d'examiner la liste de leurs demandes qu'ils ont de tout temps envoyées au ministère de tutelle suite à la réunion de leur assemblée syndicale et qui est restée sans réponse. Cette assemblée avait approuvé entre autres d'organiser chaque semaine des sit in devant le siège de la direction de l'Éducation de la wilaya de Sétif jusqu'à la satisfaction de leurs doléances.

Des responsables de la DEC ont reçu une délégation des protestataires qui les a écouté tout en se chargeant de transmettre leurs préoccupations au ministère de tutelle.

A. T.

TIZI-OUZOU :

65.800 personnes affranchies de leur analphabétisme depuis 2003

Un total de 65.873 personnes (des deux sexes) ont été affranchies de leur analphabétisme dans la wilaya de Tizi-Ouzou depuis l'année 2003 à ce jour, a indiqué dimanche le directeur de l'annexe de wilaya de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes.

Sur ce total, 1248 l'ont été durant l'année scolaire écoulée sur un effectif de 9228 inscrits, a précisé à l'APS M. Slimani Hassan, signalant que ces personnes ont été honorées à l'occasion de la Journée mondiale de l'alphabétisation, célébrée le 8 septembre dernier.

Pour cette année scolaire 2014-2015, la wilaya compte 7895 inscrits (dont 7577 femmes) aux cours d'alphabétisation, et ce au niveau de 408 classes en zones rurales et 110 classes en zones urbaines, réparties à travers les 67 communes, a signalé la même source, observant que les inscriptions se poursuivent jusqu'à fin décembre prochain.

Par ailleurs, M. Slimani a fait part d'un renforcement attendu dans l'effectif d'encadrement des classes d'alphabétisation, estimé actuellement à 262 enseignants, grâce à un nouveau quota de postes budgétaires affecté par la direction de l'Action sociale et de la solidarité de la wilaya.

APS

FORMATION

Mascara se dote d'un institut national spécialisé en techniques agricoles

La wilaya de Mascara s'est dotée d'un institut national spécialisé en techniques agricoles, le premier du genre à l'échelle nationale, inauguré lundi à Tighennif par le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nouredine Bedoui.

Lors d'une rencontre avec des promoteurs agricoles et des cadres du secteur de la formation professionnelle à l'occasion de l'inauguration de cet institut baptisé au nom du moudjahid défunt Tayebi Larbi, le ministre a souligné que la création de cette infrastructure réservée à la formation agricole a été décidée par le Premier ministre Abdelmalek Sellal. Nouredine Bedoui a ajouté que les travaux de réalisation de trois instituts similaires ont été lancés dans les wilaya d'El Oued, Khenchela et Ain Defla dans le cadre du plan national de développement qui accorde un grand intérêt au secteur agricole.

Selon les explications fournies au ministre, cet institut doté d'une capacité d'accueil de 1.000 stagiaires dont 300 bénéficiant du régime d'internat dispense une formation dans les domaines d'élevage, d'arboriculture fruitière, d'irrigation pour fournir de la main d'œuvre qualifiée et spécialisée à l'activité agricole à Mascara et dans les wilayas limitrophes.

D'autre part, Nouredine Bedoui a annoncé lors d'un point de presse qu'une commission d'inspection ministérielle sera dépêchée après cette visite pour enquêter sur la non exploitation d'un nombre de centres de formation professionnelle et d'apprentissage dans la wilaya de Mascara en de gros moyens mis à leur disposition par le ministère.

Il a également déploré le fait que des établissements de formation n'attirent pas les jeunes en déperdition scolaire faisant remarquer que 18 CFPA de la wilaya accueillent seulement 2.700 stagiaires en mode résidentiel, ainsi que l'incohérence de



certains centres avec les orientations du ministère visant à concentrer la formation sur des spécialités demandées par le monde de l'emploi, notamment l'agriculture, le bâtiment, l'industrie et la maintenance.

Le ministre a exhorté les responsables du secteur de la wilaya à coopérer avec les opérateurs économiques pour l'accueil d'un plus grand nombre de stagiaires surtout en bâtiment et en agriculture et à signer des conventions avec des entrepreneurs et des bureaux d'études, notamment ceux qui réalisent des infrastructures pour le secteur pour l'accueil des stagiaires et la formation de leurs personnels non qualifiés.

Il a aussi mis l'accent sur la coopération avec l'université de Mascara pour assurer un meilleur encadrement des stagiaires surtout à l'institut national spécialisé en techniques agricoles. Le ministre a visité le CFPA de Mohammadia et a inspecté les travaux

de réalisation d'un autre centre au nouveau pôle urbain de cette ville dont la livraison est prévue à la fin du premier trimestre de l'année prochaine.

Il a également inspecté au nouveau pôle de Oued El Abtal le projet du CFPA de 250 places. Nouredine Bedoui s'est enquis également de la situation des CFPA "Deraï Mohamed" et "Ould Kablia Saliha" au chef-lieu de wilaya, de l'institut national spécialisé de la ville de Sig, avant d'inaugurer le CFPA de Zahana baptisé au nom du chahid "Zeddour Mohamed Brahim Belkacem". Dans la commune de Maoussa, le ministre a visité l'institut technologique d'arboriculture fruitière et la ferme pilote où il a exhorté les responsables à coopérer avec son secteur pour la promotion de la formation dans des branches agricoles, surtout que le ministère de l'Agriculture et de Développement rural a mis ses structures à la disposition du secteur de la formation professionnelle.

M'sila :

Le nouveau directeur de l'éducation œuvre pour apporter les correctifs nécessaires pour redresser la situation et améliorer les résultats

Mouad B.

Dans une intention créative, le nouveau directeur de M'sila a pris l'initiative de réunir de réflexion autour de la gestion du secteur. Présidée par le directeur de l'éducation, Mabrouk Kamel, la réunion intra muros a regroupé des inspecteurs généraux de l'administration et des chefs des établissements des trois paliers au CEM Ben Henni El Andaloussi à M'sila.

La réunion s'est voulue une évaluation des résultats scolaires des trois paliers et un diagnostic globale du secteur.

Le directeur de l'éducation, qui fut le premier à intervenir, a surpris plus d'un par le tableau mirifique qu'il a présenté de son secteur. En effet, selon les chiffres avancés par ce premier responsable du secteur de l'éducation à M'sila, on apprendra que dans le domaine des infra-

structures, la wilaya dispose de pas moins de 892 établissements scolaires répartis en 674 écoles primaires dont 4 nouvelles, qui devront recevoir pour cette année quelque 148 217 élèves ; 153 CEM, pour un total de 83 725 élèves, et enfin 65 lycées dont 7 nouveaux pour un total de plus de 48 000 élèves. Invité à évaluer la situation qui prévaut dans son secteur, le nouveau directeur de l'éducation, Mabrouk Kamel, préconise de prime abord « un bon diagnostic » pour lequel il faudrait adapter un schéma susceptible de constituer la panacée à tous les maux qui rongent le secteur.

« Il faut avouer que nul ne peut se substituer à un chef d'établissement nommé par la force de la loi, lequel est appelé à assumer pleinement ses responsabilités », a-t-il déclaré.

Le directeur de l'éducation de la wilaya ne s'est pas empêché de hausser

le ton à l'encontre des chefs des établissements qui n'ont pas atteint, l'année passée, un taux de réussite de 50% et plus.

Il est évident que la réussite scolaire repose positivement sur l'engagement et la motivation des personnels du corps de l'enseignement dans son ensemble à savoir : enseignants du primaire, professeurs du moyens et des lycées, directeurs d'établissements scolaires, inspecteurs pédagogiques, parents d'élèves, les divers représentants des travailleurs de l'éducation, ainsi que la Direction de l'éducation de la wilaya qui a pour rôle essentiel de mettre en synergie tous les acteurs de l'éducation pour réussir une bonne gouvernance éducative.

A la question de savoir s'il compte opérer des changements pour matérialiser son plan d'action, le nouveau directeur de la direction de l'éducation s'est montré réticent. Selon

ses dires, il veut prendre le temps de trouver les solutions adéquates à une situation peu reluisante, pour ne pas tomber dans « le jeu malsain de certains clans qui, profitant de la conjoncture, veulent régler de vieux comptes ».

Néanmoins, nous dirait-il, il est là pour relever un défi, celui « d'assainir une situation regrettable », vu que le secteur a été en régression pendant des années en raison de l'instabilité des responsables nommés à la tête du secteur. Il s'attelle, avec « l'aide précieuse des autorités et de tout le personnel du secteur » à apporter les correctifs nécessaires pour redresser la situation et améliorer les résultats.

Le premier responsable du secteur a appelé tous les intervenants à s'impliquer davantage et de veiller à l'application des textes et mettre l'apprenant au centre des préoccupations. « Mettre l'intérêt de l'élève avant tout », martèle-t-il.

BORDJ BOU-ARRERIDJ

Le personnel de l'EPSP de Bir Kasdali proteste

M.B.

Les travailleurs rattachés à l'EPSP (Établissement public de santé de proximité), tous corps confondus, de Bir Kasdali, à une trentaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Bordj Bou-Arreridj, ont entamé une grève illimitée depuis hier jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Ainsi, toutes les structures de santé (unités de soins et polycliniques) tournent au ralenti. Les grévistes ont posé leur plateforme de revendications liées au versement de leurs primes et arriérés. Il faut dire aussi que la restructuration de ce secteur pénalise notamment ceux exerçant dans les zones rurales. Nombreux sont les infirmiers affectés dans les unités de soins implantées dans les villages qui souffrent de leur éloignement par rapport à l'EPSP.

Toutes nos tentatives pour joindre le directeur de l'EPSP pour avoir sa version des faits sont restées sans succès.

EL-BAYADH

Des postes de formation pour combler le déficit en personnel paramédical

Quarante-deux (42) nouveaux postes budgétaires ont été dégagés pour la formation paramédicale dans la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris hier du directeur de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (DSPRH).

L'opération vient à point nommé pour combler le déficit accusé par le corps paramédical, suite au départ à la retraite de certains agents paramédicaux, et le manque de postes budgétaires, a indiqué le DSPRH.

M. Smail Benbrahim a précisé qu'un concours de recrutement a été organisé et les candidats admis suivront une formation paramédicale dans l'une des écoles spécialisées implantées à travers le territoire national.

Un autre concours pour le recrutement de 30 agents paramédicaux sera organisé prochainement, a-t-il ajouté.

Le secteur de la santé dans la wilaya d'El-Bayadh accuse un déficit en personnel paramédical, dont les sages-femmes au niveau de certaines structures de santé de proximité situées dans les zones rurales et reculées.

Les responsables du secteur s'emploient à rattraper ce déficit, tout en accordant une priorité dans le recrutement aux filles originaires de la région, en vue d'assurer une stabilité de l'encadrement dans les zones rurales.

DGSN

17724 affaires criminelles enregistrées durant le mois d'août 2014

17724 est le nombre d'affaires de criminalité (Atteintes aux personnes, aux biens et à la chose publique) enregistrées par les services de la Direction Générale de la Sûreté Nationale, durant le mois d'août 2014, dont 60% ont été résolues. Le nombre des individus impliqués dans ces affaires est de l'ordre de 14018 personnes sur l'ensemble du territoire national.

Pour les atteintes aux personnes, il a été enregistré 8002 affaires dont 5904 résolues, soit un taux de 74%. Pour les atteintes à la chose publique (séjour illégal, etc), il a été enregistré 767 infractions dont 759 résolues, soit un taux de résolution de 99%.

DJELFA

2 morts et 18 blessés dans 3 accidents de la route

Deux personnes sont décédées et 18 autres ont été blessées dans trois accidents de la route survenus dans la nuit de lundi à mardi à Djelfa, a-t-on appris de la direction de la Protection civile.



Le premier accident est survenu au niveau du tronçon du chemin de wilaya CW137 reliant les localités de Sidi Ladjel (Djelfa) et Ksar Chellala (Tiaret).

Il s'agit d'une collision frontale entre deux véhicules touristiques, qui a causé un mort (un homme âgé de 39 ans) et quatre blessés dont un nourrisson, a indiqué la même source, précisant que les blessés ont été évacués à l'hôpital de Sidi Ladjel pour recevoir les soins nécessaires.

Un autre accident mortel a été enregistré dans sur le tronçon de la RN 40 reliant les communes de Sidi Ladjel et Hassi Fedoul, lorsqu'un véhicule touristique et entré en collision avec un camion. Un homme âgé de 55 ans est décédé et sept autres personnes ont été blessées, à des degrés divers, suite à cet accident, a-t-on ajouté de même

source. Le troisième accident est survenu sur le tronçon de la RN1 reliant les communes de Aïn Oussera et Hassi Bahbah. Il s'agit d'un carambolage entre quatre véhicules touristiques, ayant causé sept blessés, qui ont été évacués vers l'hôpital de Hassi Bahbah pour bénéficier d'une prise en charge adéquate, a, par ailleurs, indiqué la Protection civile.

MASCARA

2 morts et trois blessés dans deux accidents de la circulation

Deux personnes sont mortes et trois autres ont été blessées dans deux accidents de la circulation survenus lundi soir à Mascara, a-t-on appris hier auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya. Le dérapage d'un véhicule au niveau de l'autoroute Est-Ouest, à proximité de la commune de Macta Douz au nord de la wilaya, a causé la mort du chauffeur et fait trois blessés à des degrés différents de gravité, qui ont été transportés au service des urgences de l'hôpital «Daho Dahaoui» de Mohammadia. Le corps de la

victime a été transféré à la morgue du même établissement hospitalier. L'autre accident survenu au douar «Kachachi», dans la commune de Tighennif, a coûté la vie à un enfant d'un an et demi, mortellement percuté par un camion d'un proche à la sortie du garage de sa maison. Le corps de l'enfant a été transféré à la morgue de l'hôpital de Tighennif. Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert des enquêtes sur les circonstances des deux accidents.

SELON LA PROTECTION CIVILE

Accidents de la route : 47 morts et 1198 blessés en une semaine

Quarante-sept (47) personnes sont mortes et 1198 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant la période du 12 au 18 octobre à travers le territoire national, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la

wilaya d'Oran avec 6 personnes décédées et 42 autres blessées, suite à 40 accidents de la circulation, a précisé la même source. En outre, les pompiers ont effectué 4260 interventions durant la même période pour la couverture de 3784 opérations diverses et l'assistance aux personnes en danger, a-t-on ajouté.

RELIZANE

Protection civile: 1.580 bénéficiaires d'une formation en premiers secours

Plus de 1.580 citoyens de la wilaya de Relizane ont bénéficié du programme de formation en premiers secours «Un secouriste par famille», mené par la direction de wilaya de la protection civile depuis novembre 2010, a-t-on appris mardi auprès de cette institution.

Le programme comporte des sessions de formation de 21 jours au profit des citoyens à travers les communes de la wilaya, portant sur des cours théoriques et pratiques en secourisme encadrés par des officiers et des médecins de la protection civile, a indiqué le chef de service protection générale, le capitaine Aïssa Mebarek.

Les bénéficiaires de la formation apprennent les techniques de premiers secours à prodiguer aux personnes en cas d'accidents, de brûlure, de fracture, d'asphyxie et de noyade,



entre autres. Ces sessions de formation, organisées en moyenne de quatre par an, sont couronnées de diplômes délivrés par la direction de

wilaya de la Protection civile. Un vif engouement de citoyens de différentes couches sociales et tranches d'âge pour ce programme de formation a été relevé par les services de la protection civile, ainsi que des affiliés aux associations à caractère social et caritatif et des administrations publiques.

En plus de ce programme qui vise à inculquer la culture de secourisme chez le citoyen, les services de la Protection civile de la wilaya comptent lancer, fin octobre courant, une autre initiative.

«Un secouriste de proximité», qui permet l'intervention dans les catastrophes naturelles. Cette initiative vise les secouristes ayant déjà reçu une formation en premiers secours, a-t-on indiqué.

APS

Les antibiotiques doperaient la propagation de la salmonelle chez certains animaux

Les antibiotiques contribueraient chez certaines populations animales à propager des bactéries salmonelle, posant potentiellement un risque jusque-là insoupçonné dans les cheptels où ces médicaments sont très utilisés pour promouvoir la croissance du bétail, selon une étude publiée lundi.

Ces animaux appelés "super-propagateurs" comprennent une minorité d'hôtes infectés qui propagent la majorité des infections, précisent ces chercheurs dont les travaux paraissent dans les Comptes rendus de l'Académie américaine des sciences (PNAS).

Ces "super-propagateurs" parmi le bétail ont été liés à certains types de salmonelle et à la bactérie *Escherichia coli*, qui provoquent des intoxications alimentaires responsables de 19.000 hospitalisations et de près de 400 décès aux États-Unis par an.

Ces scientifiques, dont Denise Monack, professeur de microbiologie à l'Université Stanford (Californie), ont étudié la transmission de la bactérie salmonelle typhimurium chez des souris afin de déterminer les caractéristiques de ces "super-propagateurs" par rapport aux autres.

Pour cela, ils ont volontairement infecté les rongeurs avec cette salmonelle et analysé les taux de ces bactéries dans leurs fèces. Ils ont constaté que les souris "super-propagatrices" répandaient un grand nombre de bactéries dans leurs excréments, la voie de transmission, sans pour autant avoir de symptômes de l'infection. Ce groupe représentait 30% de tous les rongeurs infectés.

Après le traitement avec des antibiotiques, les souris "super-propagatrices" ont eu quelques perturbations intestinales comme les autres mais sont restées sans symptôme contrairement au groupe témoin. En fait, les antibiotiques ont provoqué l'effet contraire attendu chez les "super-propagatrices" en les gardant en bonne santé tout en ayant autant,



voire plus de bactéries dans leurs excréments susceptibles de transmettre l'infection. Quant aux autres souris, la grande majorité, elles rejetaient peu de bactéries et étaient de ce fait peu contagieuses, expliquent ces chercheurs. Ces scientifiques ne sont pas en mesure d'expliquer cette dichotomie qui pourrait bien aussi se produire chez les humains, selon eux.

Au lieu de voir leur système immunitaire réagir pour combattre les bactéries salmonelle, ces "super-propagateurs" semblent tout simplement ignorer leur présence", note Denise Monack. "Leurs cellules immunitaires ont été comme reprogrammées et ne répondent plus aux signaux inflammatoires dans leurs intestins de la même manière", ajoute-t-elle. La seule façon actuellement de dé-

terminer si un animal ou une personne est un "super-propagateur" d'agents pathogènes est d'analyser les excréments, ce qui est très laborieux surtout dans le cas du bétail. Mais les chercheurs de Stanford ont découvert que les systèmes immunitaires des "super-propagateurs" et des autres sont différents, ce qui pourrait ouvrir la voie à la mise au point de tests sanguins plus pratiques pour les identifier.

"Si on peut déterminer le mécanisme responsable de cette réponse atténuée du système immunitaire chez les "super-propagateurs", on pourrait potentiellement supprimer les symptômes des personnes atteintes d'inflammation chronique des intestins comme le syndrome de Crohn", relève le professeur Monack.

TURQUIE: vague d'arrestations de policiers dans l'affaire des écoutes téléphoniques

Les autorités turques ont procédé hier à une nouvelle vague d'interpellations dans les rangs de la police dans le cadre de l'enquête sur les écoutes illégales de conversations téléphoniques du président Recep Tayyip Erdogan, ont rapporté les médias turcs.

Ce énième coup de filet vise dix-huit personnes, parmi lesquelles l'ancien responsable des services de renseignement de la police nationale, Amer Altıparmak, et l'ex-chef d'adjoint de la police d'Ankara, Lokman Kircili, a précisé le quotidien Hürriyet sur son site internet.

A l'issue des précédentes opérations de ce type, plusieurs dizaines de policiers, dont certains grades de haut



rang, ont déjà été inculpés et écroués dans le cadre de cette affaire, notamment pour «constitution et direction d'une entreprise criminelle». Tous ces fonctionnaires sont accusés

par le gouvernement turc d'être proches du mouvement religieux du prédicateur Fethullah Gülen. M. Erdogan reproche à son ancien allié, qui vit aux États-Unis depuis 1999, d'avoir

manipulé pour lui nuire une enquête ouverte en décembre sur un vaste scandale de corruption l'impliquant avec son entourage.

L'essentiel des éléments à charge visant celui qui était alors Premier ministre et son équipe ministérielle a été obtenu par des écoutes téléphoniques et publié sur les réseaux sociaux. A la tête du gouvernement depuis 2003, M. Erdogan, 60 ans, a été élu président en août. Dans la foulée de cette affaire de corruption, le régime turc a procédé à plusieurs vagues de purges qui ont visé des milliers de policiers ou de magistrats, notamment ceux qui dirigeaient les premières investigations.

GB: L'alcool en cause dans la hausse des décès dus aux maladies du foie

Le phénomène du "binge-drinking", ou beuverie massive, et les débits de boissons ouverts non-stop ont contribué à l'augmentation de 40% des décès dus aux maladies du foie au Royaume-Uni ces dernières années, selon une enquête publiée lundi. Cette étude, menée par l'agence de santé publique britannique (PHE) sur une période de douze ans, révèle que le Royaume-Uni est le seul pays européen connaissant une augmentation des décès dus à ce type de pathologies.

De 7.481 en 2001, le nombre de morts

a grimpé à 10.948 en 2012, alors que la majorité des maladies du foie peuvent être évitées en traitant les causes, comme l'obésité, ou l'alcool, à lui seul responsable d'un tiers des décès. "Ces résultats sont bien plus choquants que ce à quoi nous nous attendions", a commenté le Pr Julia Verne, une responsable de la PHE.

"Quand on regarde les chiffres, il est évident que le fait que l'alcool soit en vente libre en permanence (...) conduit à une augmentation du nombre de victimes", a-t-elle souligné, ajoutant que de plus en plus de jeunes étaient touchés

par ces maladies. L'étude prend pour exemple la ville de Blackpool (nord-ouest) qui, avec une licence de débit de boissons alcoolisées pour 72 adultes, a un taux de 58,4 morts pour 100.000 hommes.

Dans le district de Central Bedfordshire (centre) en revanche, où le nombre de licences de débit de boissons est nettement inférieur (une pour 280 adultes), ce taux passe à 13 pour 100.000. "Là où le nombre de licences par tête est élevé, le nombre de morts l'est aussi", a insisté le Pr Verne.

DEPUIS 1880 Le mois de septembre 2014, le plus chaud enregistré dans le monde

Septembre 2014 a été le mois de septembre le plus chaud du monde sur terre et à la surface des océans depuis le début des relevés de température en 1880, a annoncé lundi l'Agence américaine océanographique et atmosphérique (NOAA). "C'est également le 38^e mois de septembre consécutif durant lequel la température globale terrestre a été au-dessus de la moyenne du XX^e siècle", a précisé la NOAA. La dernière fois que la température moyenne dans le monde en septembre a été en-dessous de la moyenne remonte à 1976.

Le mois dernier, la température moyenne à la surface des océans et des terres s'est établie à 15,72 degrés Celsius, soit 0,72 degré au-dessus de la moyenne du XX^e siècle (15 degrés). Avec septembre 2013, ils figurent parmi les six plus chauds mois de septembre jamais enregistrés.

En 2014, mai, juin, août et septembre ont été les mois les plus chauds jamais enregistrés. A l'exception de février, tous les autres mois ont été parmi les quatre plus chauds jamais enregistrés pour chacun d'entre eux, précise la NOAA.

Sur les terres partout dans le monde, les températures ont été plus chaudes que la moyenne, excepté dans le centre de la Russie et certaines parties orientales et du nord du Canada.

"Les records de chaleur ont été enregistrés en particulier dans le nord de l'Afrique occidentale, les régions du littoral du sud-est de l'Amérique latine, le sud-ouest de l'Australie, des régions du Moyen-Orient et quelques régions d'Asie du sud-est". A la surface des océans, la température en septembre 2014 a été globalement 0,66 degré au-dessus de la moyenne du XX^e siècle, qui était de 16,2 degrés.

"Cela marque également la plus haute température enregistrée depuis 1880 à la surface des océans, battant le record du mois dernier", a ajouté la NOAA, affirmant que cette hausse des températures avait été observée dans tous les océans, en particulier au nord-est et dans la partie équatoriale du Pacifique.

Russie: Le PDG de Total décédé dans un accident d'avion

Le PDG du groupe pétrolier français Total, Christophe de Margerie, 63 ans, est décédé dans le crash d'un avion privé à l'aéroport de Vnukovo, près de Moscou, ont annoncé mardi des médias russes citant des sources aéroportuaires et policières.

"Il y avait un passager enregistré dans l'avion, le Français Christophe de Margerie. Les trois membres d'équipage étaient également de nationalité française. Ils sont tous morts", selon l'agence TASS citant une source aéroportuaire. TASS précise que l'avion, "selon les premières constatations, s'est écrasé contre un déneigeuse". L'agence Interfax, qui cite une source policière, a également indiqué que l'une des victimes est le PDG de Total. Un jet Falcon-50 s'est écrasé à l'aéroport de Vnukovo à 23h58 (19h58 GMT) lundi, apparemment au décollage, a affirmé le ministère des Situations d'urgence dans un communiqué. "Il y a des victimes", a-t-il ajouté.

APS

Dépression : un risque plus élevé chez les femmes après une crise cardiaque

D'après des chercheurs lituaniens, les femmes seraient plus à risque de connaître anxiété et dépression après une crise cardiaque que les hommes.

L'anxiété et la dépression post-infarctus serait plus communes chez les femmes que chez les hommes, déclare une nouvelle étude présentée lors de la réunion annuelle de la Société européenne de cardiologie.

Les scientifiques ont analysé les données de 160 patients, admis à l'hôpital Santariskiu de Vilnius (Lituanie) suite à une crise cardiaque. Les patients ont été interrogés un mois après leur attaque cardiaque, pour rassembler leurs données démographiques, telles que leur âge, leur sexe, leur statut marital, ou encore leur passé mental.

Pour écarter les éventuels facteurs de risques, les chercheurs ont également collecté chez les patients des informations telles que la pression artérielle, le diabète, la consommation de tabac ou l'exercice physique. C'est l'échelle hospitalière de mesure de l'anxiété et de la dépression (HADS) qui a ici été utilisée. Les patients au score allant de 0 à 7 ne présentent pas d'anxiété ou de dépression, les scores compris entre 8 et 10 indiquent un risque possible, alors que les scores au-delà de 11 correspondent à des niveaux légers à modérés de dépression et d'anxiété.

Une différence flagrante entre hommes et femmes. Parmi l'échantillon étudié, 25% des

patients souffraient de dépression, et 28,2% d'entre eux avaient eu recours à des antidépresseurs.

Mais le plus étonnant, ce sont les disparités observées entre hommes et femmes. Les hommes avaient un score de dépression de 6,87, contre 8,66 chez les femmes. Et pour l'anxiété, le score HADS s'élevait à 7,48 chez les hommes, contre 8,20 chez les femmes.

Pour l'heure, les chercheurs ne savent pas comment expliquer de telles différences.

« Les femmes sont sous-représentées dans beaucoup d'études cliniques sur l'infarctus du myocarde, souligne le Professeur Serpytis, auteur principal de l'étude. Nos résultats montrent que les femmes ont plus de risque de souffrir d'anxiété ou de dépression après une crise cardiaque que les hommes, mais jusqu'à présent cette conclusion est passée inaperçue. Les professionnels de santé devraient évaluer le risque d'anxiété et de dépression post-infarctus, en particulier chez les femmes, afin qu'un traitement puisse être administré en temps voulu. »

D'autant que l'étude souligne qu'un cercle vicieux peut en découler : les patients dépressifs après une crise cardiaque ont six fois plus de chance de décéder dans les 6 mois que les non-dépressifs.



Anxiété et hyperactivité guettent les fillettes exposées au bisphénol A

Les petites filles dont les mères avaient un important taux de bisphénol A dans leur urine pendant leur grossesse, souffrent davantage d'anxiété, de dépression et d'hyperactivité.

Anxiété, dépression et hyperactivité guettent les fillettes exposées in utero au bisphénol A : c'est ce qu'une étude publiée aujourd'hui par les chercheurs de l'Université d'Harvard dans le journal *Pediatrics*, nous apprend. On apprend également que cette tendance est vraiment plus prononcée pour les filles, ce qui suggère qu'elles sont plus vulnérables que les garçons à l'exposition au bisphénol A in utero", souligne l'étude.



Une étude sur 244 enfants. Cette étude américaine s'appuie sur les données de 244 mères et de leurs enfants jusqu'à l'âge de 3 ans. Les échantillons d'urines ont été analysés chez les mères à 16 et 26 semaines de grossesse puis à la naissance. Ensuite, les urines des enfants ont été testées à l'âge de 1, 2 et 3 ans. C'est ainsi que du bisphénol A a été détecté dans 85% des échantillons des urines des mères et 96% de celles des enfants. "Aucun des enfants n'avait de comportement cliniquement anormal, mais certains d'entre eux avaient plus de troubles comportementaux que d'autres : conduite plus agressive, anxieuse ou

hyperactive, a indiqué l'auteur de cette étude qui est la première à démontrer que la période in utero est le moment critique au cours duquel le bisphénol A peut produire des effets sur la santé des enfants. Rappelons qu'après l'interdiction en Europe et au Canada des biberons contenant du bisphénol A, ce composant chimique, considéré comme un perturbateur du système hormonal ou perturbateur endocrinien, sera interdit en France à compter de 2014 dans tous les contenants alimentaires mais dès 2013 dans les produits destinés aux enfants de moins de 3 ans. Mais en attendant, mieux vaut privilégier les contenants en verre.

Les enfants qui ont des maux d'estomac plus anxieux que les autres

Des douleurs chroniques à l'estomac inexplicables peuvent indiquer chez l'enfant qui en souffre un trouble de l'anxiété.

À l'âge de 20 ans, la moitié des jeunes en proie aux douleurs à l'estomac présentent des problèmes d'anxiété, la plupart du temps une anxiété sociale, selon une étude du Vanderbilt University School of Medicine de Nashville dans le Tennessee. Bien souvent les maux d'estomac apparaissent au début de l'enfance, en même temps que les troubles de l'anxiété.

Lynn Walker, chercheuse dans cette université, et son équipe ont suivi 332 enfants qui se sont plaints auprès des

médecins de douleurs à l'estomac entre l'âge de huit et dix-sept ans. En guise de groupe témoin, les résultats ont été comparés avec 147 jeunes sans problèmes d'estomac.

À l'âge de 20 ans, les participants ont été interrogés sur leurs éventuels maux d'estomac et désordres gastro-intestinaux. Le Dr Walker a constaté que 51% des jeunes adultes qui ont eu souvent mal à l'estomac étant enfants souffrent d'anxiété. En comparaison, seulement 12% du groupe témoin a déclaré souffrir d'anxiété.

Détail intéressant, les adultes dont les symptômes gastriques ont disparu au cours de l'enfance se sont dits moins anxieux que ceux dont les problèmes à l'estomac ont perduré lors du passage à l'âge adulte.

Mal à l'estomac et anxiété, un cercle vicieux

Cette étude n'a pas permis de savoir quels troubles, l'anxiété ou les maux d'estomac, surgissent en premier dans l'enfance. Pour le professeur Walker, les enfants anxieux

seraient plus sensibles à la douleur et pourraient constamment s'inquiéter de n'importe quelle douleur ressentie. "Ces enfants ont tendance à entrer dans un cercle vicieux en restant à la maison à cause d'un mal de ventre et cet éloignement de l'école les rend d'autant plus anxieux", suggère la chercheuse.

Les enfants qui souffrent de douleurs à l'estomac à répétition devraient être également questionnés sur leur anxiété par les médecins, conseille-t-elle.



Tabac : Arrêter de fumer pourrait améliorer la santé mentale

Le sevrage tabagique n'aurait pas uniquement des bénéfices au niveau de la santé physique. Il serait également lié à une amélioration des troubles mentaux comme la dépression, l'anxiété et la toxicomanie. Alors que les professionnels de la santé ont l'habitude de traiter la dépression, l'anxiété ou les problèmes de toxicomanie en premier chez les fumeurs souffrant de troubles mentaux, une étude menée par l'école de médecine Washington de St Louis, aux États-Unis, met l'accent sur le lien entre le tabagisme et la santé mentale.

Une équipe de chercheurs dirigée par le professeur Patricia Cavazos-Rehg a analysé les résultats des questionnaires recueillis dans le cadre de l'étude épidémiologique nationale sur l'alcool et les conditions liées à l'alcool. Au début des années 2000, environ 35 000 personnes ont été interrogées à propos de l'alcool, le tabagisme et leur santé mentale lors de deux entretiens conduits à trois années de distance. Les auteurs de l'étude, qui a été publiée par la revue *Psychological medicine*, se sont concentrés sur les données de 4 800 fumeurs, rapporte le site Medical Xpress.

Les personnes souffrant de toxicomanie ou de problèmes psychiques lors du premier entretien étaient moins susceptibles de rencontrer les mêmes problèmes trois ans plus tard s'ils avaient cessé de fumer. Faire face aux problèmes "Nous ne savons pas si c'est l'amélioration de la santé mentale des patients qui les motive à arrêter la cigarette ou si c'est le fait de ne plus fumer qui conduit à une amélioration de leur santé mentale. Mais de toute façon, nos résultats prouvent l'existence d'un lien étroit entre l'arrêt du tabagisme et de meilleurs perspectives psychiatriques", explique Patricia Cavazos-Rehg, citée par Medical Xpress. La chercheuse rappelle également que les effets néfastes de la cigarette sur l'organisme représentent une raison supplémentaire pour pousser les patients à arrêter de fumer. "Nous avons vraiment besoin d'encourager les médecins et les malades à faire face à ces problèmes. Quand un patient est prêt à se concentrer sur autre chose que sa santé mentale, c'est également le moment idéal pour aborder le sujet du sevrage tabagique", conclut-elle.

In top Santé.fr

ANXIÉTÉ

3 SOLUTIONS NATURELLES POUR RESTER ZEN

Lorsque l'anxiété vous envahit, il peut être parfois difficile de la maîtriser. On vous propose trois recettes naturelles qui vous aideront à rester zen et vous éviteront de vous laisser dépasser par un sentiment d'insécurité permanent.

Une tisane pour la journée

Pour cette tisane aux vertus apaisantes qui permet de lutter contre l'angoisse, mélangez 50g de passiflore, 50g de pavot de Californie, 50g de tilleul.

Faites une infusion à raison de 15 g de ce mélange pour 500 ml d'eau bouillante.

Buvez une tasse de cette tisane 4 à 5 fois par jour, en dehors des repas.

A noter : la passiflore et le pavot de Californie ont des propriétés anxiolytiques et sédatives. Elles sont souvent indiquées en cas d'anxiété, d'agitation nerveuse ou de troubles légers du sommeil. Et vous ne craignez aucune toxicité aux doses préconisées.

Des huiles essentielles à diffuser

Dans un flacon, mélangez 120 gouttes d'huile essentielle de lavande fine, 60 gouttes d'huile essentielle de bois de rose, 20 gouttes d'huile essentielle d'ylang-ylang.

Mettez 20 à 40 gouttes de ce mélange dans un diffuseur électrique et diffusez-le dans l'atmosphère, dans la journée et le soir avant de vous coucher.

A noter : l'huile essentielle de lavande fine a des propriétés calmantes, anxiolytiques et sédatives.

Un exercice de respiration antistress

Les yeux ouverts, dirigez votre regard vers un point précis. Relaxe les muscles de votre visage, puis fermez les yeux. Pour calmer l'anxiété, vous allez pratiquer la respiration de



l'abeille. Posez les paumes des mains contre vos oreilles. Inspirez longuement et silencieusement par le nez. Tenez l'arrêt du souffle.

Expirez par le nez en produisant, avec les cordes vocales, un son aigu bourdonnant dans la tête, comme le bruit d'une abeille. Gardez l'arrêt du souffle et reprenez une inspiration

profonde.

Durée : de 5 à 10 respirations.

A noter : la vibration sonore a un effet stimulant sur les cellules de la moelle épinière et du cortex cérébral, siège des émotions. Le fait de poser vos mains contre vos oreilles renforce la résonance vibratoire.

FAIRE LE MÉNAGE, UNE RECETTE ANTISTRESS INATTENDUE

Faire 20 mn de ménage par jour permettrait de diminuer l'anxiété et le stress. Dominique Loreau, coach et auteur de livres sur le bien-être explique pourquoi. Faire le ménage : une activité fitness ?

Dans une étude publiée dans le *British Journal of Sport medicine*, il a été montré que faire le ménage pendant 20 minutes, de façon énergique, une fois par semaine, permet de réduire le stress et la dépression, tout comme le ferait n'importe quelle autre activité sportive.

Pour cette étude, des scientifiques écossais ont suivi près de 3000 hommes et femmes. Les chercheurs se sont non seulement rendu compte que les personnes pratiquant un sport régulièrement avaient 33% moins de risques de souffrir de stress ou d'anxiété, mais aussi et que les personnes qui avouaient faire le ménage énergiquement toutes les semaines avaient un facteur risque diminué de 20%. Selon les scientifiques britanniques cette activité physique inattendue a aussi d'autres bienfaits car elle réduit les risques cardiovasculaires et les états inflammatoires.



"Pourquoi faire le ménage ? La plupart d'entre nous répondront probablement qu'il faut le faire, c'est tout. Tout comme manger,

dormir ou se laver. Mais faire le ménage, c'est bien plus. Outre l'évidence des effets bénéfiques d'un lieu propre et rangé sur le

physique et le moral, c'est aussi nettoyer son esprit" explique Dominique Loreau, coach et auteur de livres sur le bien-être. Ranger une pièce, par exemple, permet d'accroître ses capacités de concentration et de mémorisation... donc de lutter contre les troubles de la concentration qui sont souvent un signe de déprime. Faire la poussière permet de raviver des souvenirs heureux car les bibelots nettoyés sont souvent attachés à de bons souvenirs (cadeaux, vacances...). Faire le ménage, enfin, permet de lutter contre le stress en s'exerçant à ralentir ses mouvements pour retrouver le calme intérieur. "En faisant le ménage, tout le corps est sollicité, mis en mouvement. Or, bouger permet de rétablir les connexions avec le cerveau et de débloquer les crispations.

A l'inverse, vivre dans un milieu en désordre peut faire perdre le moral : la vision d'un intérieur envahi par les objets et mal entretenu peut en effet donner le sentiment qu'on ne contrôle ni sa maison, ni sa vie" insiste Dominique Loreau.

LUTTE CONTRE EBOLA

POUR LE LIBERIA,
2.484 morts
sur 4.262 cas enregistrés

CUBA : Un "plan d'action" pour coordonner la riposte contre l'épidémie



Les chefs d'Etat et ministres de 12 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont convenu d'élaborer un "plan d'action" pour lutter contre l'éventuelle apparition du virus d'Ebola dans la région, au terme d'un sommet extraordinaire tenu lundi à Cuba.

D'ici le 5 novembre, les ministres de la Santé de ces pays ont été chargés d'élaborer ce plan en vue de son "application immédiate" dans les neuf pays membres de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (Alba) et de trois autres nations des Caraïbes. Pour préparer ce dispositif, un sommet technique de spécialistes doit être organisé les 29 et 30 octobre prochains dans la capitale cubaine "pour échanger les expériences et proposer des stratégies", a annoncé le président vénézuélien Nicolas Maduro, initiateur du sommet, en lisant la déclaration finale.

Dans le même temps, les participants ont demandé à la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac, 33 pays) de "promouvoir des efforts régionaux contre Ebola". En dépit de plusieurs fausses alertes, l'Amérique latine n'a pas encore été officiellement touchée par le virus de la fièvre hémorragique, qui a déjà fait plus de 4.500 morts, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Mais l'Amérique du Nord est déjà affectée, et la propagation du virus inquiète les dirigeants latino-américains réunis à Cuba, qui ont aussi annoncé "le renforcement des contrôles aux frontières, en particuliers dans les ports et aéroports".

Ebola "nous menace tous" a lancé le président cubain Raul Castro en préambule de la réunion. Il a également été convenu d'engager la formation de personnel qualifié contre Ebola dans les 12 pays et de poursuivre les efforts déployés en Afrique de l'Ouest. Outre Cuba, pays en pointe dans l'aide sur le terrain avec bientôt plus de 450 médecins et infirmiers déployés en Afrique de l'Ouest, l'Alba comprend notamment le Venezuela, l'Equateur, la Bolivie, le Nicaragua et plusieurs petits Etats des Caraïbes. Haïti, la Grenade et Saint-Kitts et Nevis ont également participé au sommet.

APS

L'ONU appelle la communauté internationale à suivre l'exemple de Cuba et du Venezuela

L'envoyé spécial des Nations unies pour la lutte contre Ebola, David Nabarro, a salué lundi la réponse de Cuba et du Venezuela à l'épidémie et de leur soutien aux efforts visant à contrôler le virus, afin d'éviter sa propagation sur le continent, ont rapporté des médias locaux hier.

«Nous appelons la région et le monde à suivre l'exemple de Cuba et du Venezuela, qui sont des modèles d'intervention rapide face à Ebola et de soutien aux efforts visant à contrôler le virus», a déclaré l'envoyé lors d'un sommet extraordinaire de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (Alba) à Cuba.

Lors du sommet, M. Nabarro a également transmis un message du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, qui soulignait l'importance de la coopération conjointe dans la «prévention de la propagation d'Ebola».

La réponse de Cuba à l'épidémie d'Ebola actuelle touchant principalement l'Afrique de l'Ouest a été extraordinaire, en particulier en comparaison avec d'autres nations beaucoup plus riches, a-t-il déclaré, selon le quotidien national cubain *Granma*.

En dépit de ses difficultés économiques et de ses maigres moyens, Cuba s'est projeté à l'avant-garde de la lutte contre le virus Ebola en envoyant le 1er octobre 165 professionnels de santé en Afrique auxquels viendront s'ajouter des renforts les jours prochains.

«Cela montre une fois de plus la solidarité de Cuba envers les nations en développement du monde», a poursuivi M. Nabarro. L'envoyé des Nations unies a également remercié le président vénézuélien Nicolas Maduro d'avoir alloué 5 millions de dollars à la prévention de la propagation d'Ebola.

Ce sommet extraordinaire de l'Alba a été organisé à la demande du directeur



général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Margaret Chan, et du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, dans le cadre des efforts mondiaux de lutte contre l'épidémie.

L'Alba, qui a été fondée en 2004, rassemble l'Equateur, le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua et plusieurs petits pays des Antilles tels que la Dominique, Saint-Vincent et les Grenadines, Sainte-Lucie ainsi que Antigua et Barbuda, Haïti, la Grenade et Saint-Kitts et Nevis ont également participé au sommet.

A l'issue du sommet, les chefs d'Etat et représentants de haut niveau des neuf

nations membres ont publié une déclaration dans laquelle ils se sont engagés à mobiliser davantage de ressources pour la lutte contre Ebola.

Dans le même temps, les participants ont demandé à la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac, 33 pays) de «promouvoir des efforts régionaux contre Ebola».

Selon le dernier bilan publié vendredi par l'OMS, l'épidémie actuelle d'Ebola a fait 4.555 morts sur 9.216 cas enregistrés dans sept pays (pour le Liberia, 2.484 morts sur 4.262 cas enregistrés) à la date du 13 octobre.

Le président nigérian appelle à lutter sans relâche



Le président nigérian Goodluck Johnathan a appelé à mener une guerre sans relâche contre Ebola, alors que le pays vient d'être déclaré exempt de cette épidémie par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Alors qu'il réagissait à cette déclaration, le président nigérian a dédié cette certification aux «travailleurs de santé, aux bénévoles et aux Nigériens ordinaires patriotes qui ont soutenu le gouvernement pour vaincre le virus».

Le représentant de

Le président a appelé tous les Nigériens à rester pleinement vigilants afin d'empêcher une réintroduction du virus.

L'apparition d'un premier cas d'Ebola, importé à Lagos le 20 juillet via un fonctionnaire libérien, Patrick Sawyer, avait laissé craindre les pires scénarios-catastrophes dans une mégapole de plus de 20 millions d'habitants, aux infrastructures médicales en piteux état. Avant le Nigeria, la fin de l'épidémie a été déclarée vendredi par l'OMS au Sénégal, où un seul cas avait été importé de Guinée, mais avait pu être soigné sans faire d'autres victimes.

Le cas des deux pays est étudié de près par les spécialistes cherchant à contenir l'épidémie, dont le bilan des victimes continue à s'alourdir, principalement en Afrique de l'Ouest, avec près de 10.000 cas répertoriés dont plus de 4.500 sont morts depuis le début de l'année.

L'UEMOA offre 1,5 million USD aux pays d'Afrique touchés

Les huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont décidé de débloquent 1,5 million de dollars en vue de soutenir la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, affectés par la maladie à virus Ebola, selon déclaration commune publiée lundi à Ouagadougou, où les chefs d'Etat de ces pays se sont réunis pour fêter le 20ème anniversaire de la création «Les chefs d'Etat de l'UEMOA, sensibles à la situation qui prévaut dans la région ouest-africaine à cause de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola, expriment leur solidarité aux pays affectés et aux populations victimes», indique la déclaration. Le Sénégal, qui était le seul pays de l'UEMOA à avoir enregistré un cas de la maladie, est arrivé à circonscrire l'épidémie en traitant avec succès le malade concerné, alors que la maladie à virus Ebola a déjà tué plus 4.000 morts et enregistré plus de 9.500 cas depuis le début de l'année en Guinée, au Liberia, et en Sierra Leone.

Saluant les efforts fournis par la communauté internationale dans la lutte contre cette maladie, les chefs d'Etat de l'UEMOA l'ont exhortée à poursuivre la mobilisation des moyens nécessaires afin de stopper la propagation du virus et de trouver rapidement les remèdes en vue d'éradiquer cette maladie.

ARTS

Coup d'envoi à Mostaganem de la 1^{re} édition du prix "Mohamed Khedda" des arts plastiques

Le coup d'envoi de la première édition du prix "Mohamed Khedda" des arts plastiques a été donné lundi soir à la galerie d'arts de la maison de la culture "Ould Abderrahmane Kaki" de Mostaganem, avec la participation de plusieurs artistes peintres de 20 wilayas du pays.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation a été marquée par une exposition de 50 toiles exprimant différentes écoles d'arts (abstrait, impressionnisme, surréalisme, art moderne, sculpture...). Un jury composé de trois membres et présidé par l'artiste Aidoud Abderrahmane enseignant à l'école supérieure des Beaux-arts d'Alger évaluera les travaux pour choisir trois tableaux lauréats du prix Mohamed Khedda.

Le peintre Aidoud Abderrahmane sera honoré lors de cette manifestation de trois jours, organisée à l'initiative du groupe "Kiza" des arts plastiques en collaboration avec la maison de la culture de la wilaya.

Un atelier d'arts plastiques a été programmé à cette occasion avec la participation de 20 artistes au niveau du siège de la fondation "Djennat El Arif" relevant de la zaouia Alaouia sis à hai "Debdaba" (commune de Sayada), de même qu'une conférence qui sera animée par M. Aidoud Abderrahmane.

TLEMCCEN

Un Ouzbek et un Iranien remportent les premiers prix du Festival international de la miniature et de l'enluminure

L'Ouzbek Rassoul Karim John et l'Iranien Mehrabane Kordestan Bahram ont respectivement remporté les premiers prix de la miniature et de l'enluminure de la 7^e édition du Festival international qui a pris fin, tard dans la soirée de lundi, à Tlemcen.

Les deuxième et troisième prix sont revenus aux Mongoliens Lkhagvody Shukhbaater et à la Turque Aktas Fetma Zahra. Les trois lauréats ont reçu des prix estimés à 6.000, 4.000 et 2.000 USD. Le prix du jury est revenu à Manoj Kumar Sharma de l'Inde qui s'est vu décerner un prix de l'ordre de 1.000 USD.

Quant au concours d'enluminure, les seconde et troisième prix ont été décrochés par l'Algérienne Bacha Sais Farida et l'Iranien Sadeg Razag alors que le prix du jury a été attribué à l'Algérienne Daifallah Amal. Le montant global des prix de ce festival est de l'ordre de 26.000 USD, rappelle-t-on. Par ailleurs, des prix d'encouragement ont été remis à trois collégiens de Tlemcen qui ont bénéficié d'atelier de formation dans ces deux arts.

Cette 7^e édition a enregistré la participation de plus d'une trentaine de pays représentés par une cinquantaine d'artistes et plus de 200 tableaux rappelle-t-on. Cette édition a comporté, en plus de l'exposition, des ateliers de formation au profit des participants animés par des experts et la présentation de conférences axées particulièrement sur l'histoire de l'art musulman, la miniature et l'enluminure.

LA MINISTRE DE LA CULTURE L'ANNONCÉ :

Lancement prochain du "Grand Prix du roman"

La ministre de la Culture, Nadia Labidi, a annoncé lundi lors du forum de la Radio à Alger, le lancement prochain du "Grand Prix du roman", ajoutant que le projet de loi sur le livre "est toujours en cours d'examen".

Concernant la loi sur le livre, M^{me} Labidi a estimé que l'objectif était de "mettre en place les mécanismes qui permettent l'accès du lecteur aux livres", soulignant la possibilité de "soutien aux distributeurs". S'agissant de l'examen et de l'adoption de la loi en question, la ministre a indiqué qu'elle se trouvait toujours dans la première étape, ajoutant que des assises étaient en cours de préparation en collaboration avec la commission de la culture au Parlement. Pour ce qui est de l'introduction de matières éducatives culturelles dans les programmes scolaires, la ministre a indiqué que son département examinait "avec le ministère de l'Éducation la possibilité d'introduire ces matières dans les programmes scolaires".

Sur le plan universitaire, Mme Laabidi a fait savoir qu'"il existe un plan pour la relance du théâtre universitaire". Concernant la formation, la mi-



nistre a estimé qu'il s'agissait d'une question relevant de la gestion, soulignant "l'importance du management au niveau de toutes les structures culturelles afin de parvenir à une bonne gestion". Au sujet de l'Agence nationale des secteurs sauvegardés, la ministre a estimé "nécessaire la révision" de cette instance, faisant remarquer qu'"il existe une démarche pour l'ouverture d'annexes dans le but de lui conférer une dimension locale".

A une question de l'APS sur le secteur du cinéma, M^{me} Laabidi a indiqué que "la commission de lecture du scénario a achevé ses missions et qu'une liste est en cours d'élaboration pour le renouvellement de la commission". Elle a ajouté à ce propos que le choix des noms doit être fait avec précision afin d'éviter une "interférence des missions".

Selon la ministre, les lauréats du "Prix Ali Maachi" des précédentes édi-

tions auront la chance de présenter leurs œuvres à travers l'édition des ouvrages et la production des scénarios.

"Nous demanderons au Fonds de soutien au cinéma et aux producteurs d'assurer un accompagnement à ces jeunes", a-t-elle souligné. Concernant le festival cinématographique d'Oran, M^{me} Labidi a appelé à la révision de ses statuts à travers la mise en place de mécanismes, annonçant un projet d'institution du festival du cinéma de femme. Pour ce qui est de la manifestation "Constantine, capitale de la culture arabe", la ministre a indiqué que "les missions ont été définies entre le ministère de la Culture et la wilaya de Constantine". S'agissant de l'absence de magazine culturelle édité par le ministère, M^{me} Labidi a estimé que cette question était du ressort des professionnels qui formuleraient leurs propositions au sujet du lancement de magazines culturels spécialisés.

CINÉMA

La fiction *Le puits* de Lotfi Bouchouchi présentée à la presse

Le long-métrage de fiction *Le puits*, un drame signé Lotfi Bouchouchi sur le siège d'un village du sud de l'Algérie par des militaires français durant la guerre de Libération nationale, a été présenté à la presse lundi à Alger.

Première fiction de Lotfi Bouchouchi, ce film de 90 mn s'intéresse au sort de villageois encerclés par une unité de l'armée coloniale en plein désert algérien, en axant le propos sur la survie des habitants, assoiffés après l'assèchement de l'unique puits du village où ont été jetés les corps de soldats français.

Le film commence par montrer la soif qui menace les villageois, enchaîne sur une digression expliquant les raisons du siège en suivant des soldats français à la recherche de leurs camarades disparus et finit par revenir sur le lieu principal du film où les protagonistes doivent choisir entre mourir de soif ou tomber sous les balles des assiégeants en quittant le village.

Cette narration particulière du scénario de Yacine Mohamed Benelhadj qui alterne huis clos et scènes en mouvement, confère au film un rythme des plus lents sans pour autant réussir à étoffer une intrigue qui a du mal à être cernée par le spectateur.

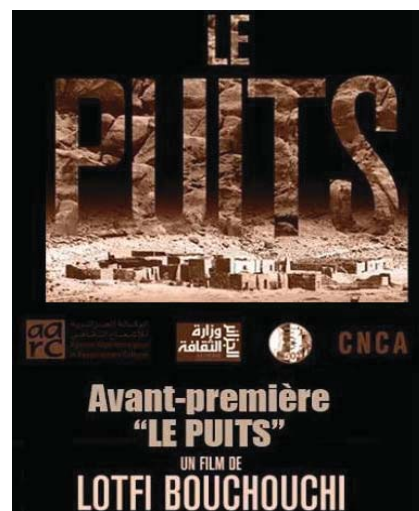
Ces zones d'ombres dans l'histoire, particulièrement lorsqu'il s'agit de comprendre comment les cadavres des soldats (visiblement des harkis) ont été jetés dans ce puits, n'élèvent rien au propos principal du film selon son réalisateur qui dit s'être inspiré du théâtre classique dans sa manière de présenter l'intrigue en trois actes distincts.

Les rôles des habitants du village (des femmes, des enfants et deux vieillards) ont été, quant à eux, différemment portés par les acteurs du film, certains comme Nadia Kaci ayant réussi à convaincre par un jeu très juste et émouvant alors que d'autres ont été jugés «peu crédibles» par de nombreux présents dans la salle Ibn Zeydoun où le film a été projeté.

Ces carences dans le jeu des acteurs ont également été relevées dans les dialogues, rendus en majorité avec un accent algérois qui ne cadre pas avec le lieu où se déroule le film.

Lotfi Bouchouchi a justifié ce choix par une volonté de représenter «au sens le plus large» la lutte des Algériens pour l'indépendance en ne présentant pas les dialogues dans un accent local, moins accessible au grand public.

Cette volonté de toucher le plus grand nombre de specta-



teurs justifie, par ailleurs, le peu d'indications sur le nom et le lieu précis où se trouve le village, a encore expliqué le réalisateur lors du débat qui a suivi la projection. Produit par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) «Le puits» devrait d'abord être présenté dans des festivals de cinéma avant de sortir en salle «au premier ou deuxième trimestre 2015», a indiqué Lotfi Bouchouchi.

Né dans les années 1960, Lotfi Bouchouchi est surtout connu dans le milieu du 7^e art comme documentariste et assistant réalisateur (Merzak Allouache, Mohamed Chouikh). Également producteur, il a coproduit des films à succès comme *Viva l'Algérie* de Nadir Mokneche et *Barakat* de Djamilia Sahraoui.

LIBYE

L'UE appelle toutes les parties à trouver une solution à la crise institutionnelle

L'Union européenne (UE) a souligné lundi, que le parlement libyen est le «seul et légitime représentant de l'autorité» gouvernementale, en appelant toutes les parties belligères à coopérer dans les discussions politiques et à trouver une solution à la crise institutionnelle en Libye, selon un communiqué de l'UE.

Les ministres des Affaires étrangères européens, réunis lundi au Luxembourg ont appelé le gouvernement libyen et les membres élus du conseil parlementaire, à collaborer avec les autres parties d'une manière constructive dans le dialogue politique inclusif.

Les chefs de la diplomatie ont également appelé à trouver une solution à la crise institutionnelle tout en précisant que le pays ne «peut pas se permettre d'être divisé, la Libye a besoin d'un gouvernement fort pour l'unité nationale».

A cet effet, l'Union européenne a exprimé sa préoccupation quant à la situation en Libye et son impact sur la population civile, qui menace la possibilité de réaliser les aspirations du peuple libyen, d'une transition politique pacifique, et de son impact négatif sur l'Afrique du Nord et la région du Sahel.

A cet égard, l'Union européenne soutient pleinement, y compris l'action des envoyés spéciaux européens, les efforts de représentant spécial du secrétaire général des Nations unies Bernardino Leon pour trouver une solution négociée et le travail de la mission d'appui des Nations unies en Libye.

Les ministres européens ont condamné avec force dans un rapport commun, suite à leur rencontre avec l'envoyé spécial en Libye la poursuite des violences, la violation des droits de l'homme, et du droit international, et ont appelé toutes les parties à observer dans l'immédiat un cessez-le-feu inconditionnel.

L'UE est convaincue qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit, et que seule une solution politique peut fournir une voie à suivre et contribuer à la paix et la stabilité en Libye.

SOUDAN

Le président Omar el-Béchir candidat à sa réélection en 2015

Le président soudanais Omar el-Béchir a été réélu hier chef du Parti du Congrès national et sera donc candidat à sa réélection en 2015, a annoncé son conseiller, Ibrahim Ghandour.

Omar el-Béchir, arrivé au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire en 1989, a été élu par 266 voix sur 322 lors de la convention du parti face à quatre autres candidats, a précisé M. Ghandour.

Cette élection lève les doutes qui planaient sur la candidature de M. el-Béchir au scrutin présidentiel prévu pour avril 2015. En mars, M. Ghandour avait affirmé que le président «avait déclaré à plusieurs reprises qu'il ne souhaitait pas» se représenter, mais que la décision revenait au parti.

Les élections prévues en avril - présidentielle mais aussi législatives - sont les deuxièmes depuis son arrivée au pouvoir. L'opposition avait boycotté les élections de 2010 qui, selon les observateurs, n'avaient pas répondu aux normes internationales.

Depuis la partition du Soudan et la création du Soudan du Sud en 2011, le régime est secoué par des heurts dans la moitié des 18 Etats que compte le pays, et l'économie soudanaise est exsangue.

ELECTIONS LÉGISLATIVES EN TUNISIE

Les partis politiques prônent un gouvernement d'union nationale

Les partis politiques en Tunisie où se tiendront des élections législatives le 26 octobre ne cessent de prôner un consensus en faveur d'un gouvernement d'union nationale pour préserver le processus démocratique.

Selon des sources médiatiques, les partis qui soutiennent cette approche ont conscience de l'importance de cette consultation électorale pour amorcer une nouvelle étape autour d'un programme consensuel auquel adhéreront tous les courants politiques.

Dans ce contexte, le porte-parole du Front populaire (FP), Hama Ham-mami, a affirmé que le plus important pour son parti n'était pas la formation qui aura la majorité mais plutôt le programme d'un gouvernement d'union nationale.

Il a souligné dans des déclarations à la presse que l'unité nationale ne devait pas être «une formalité» mais qu'elle devait s'appuyer sur des programmes devant garantir les droits et les libertés de tous les Tunisiens.

Le projet d'union nationale intéresse de plus en plus les partis politiques et les listes électorales d'autant plus



qu'aucune formation n'est en mesure d'obtenir la majorité des sièges au parlement.

De son côté, le président du parti Al-Moudadara, Kamel Morjane a affirmé que son parti était en faveur de la formation d'un gouvernement d'union nationale eu égard à conjoncture «difficile» que traverse la Tunisie et qui nécessite, a-t-il dit, «un programme du salut national». Lors des meetings organisés dans le cadre de la campagne électorale, le président du parti républicain (Al-Jomhuri), Ahmed Nejib Chebbi, a souligné pour sa part que son parti oeuvrera pour la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le mouvement Ennahdha (mouvement islamique) a exprimé récemment sa disposition à former des alliances avec les autres formations politiques «quelles que soient leurs obédiences» pour préserver le processus dé-

mocratique. Le président de cette formation, Rached Ghanouchi n'a cessé de souligner l'importance du consensus national pour une gestion participative des affaires du pays.

Le président de Nidaa Tounes, Béji Caïd Essebsi a déclaré que son parti n'envisageait aucune alliance avec Ennahdha si ce dernier «ne dévoile pas ouvertement ses liens avec la confrérie des Frères musulmans» affirmant toutefois sa disposition, s'il obtenait la majorité, à associer toutes les formations politiques qui «croient en la démocratie, l'alternance et en un projet national».

La campagne électorale pour les élections législatives a débuté le 4 octobre avec la participation de 1327 listes briguant 217 sièges au parlement.

De l'avis des observateurs, la compétition sera rude entre les principaux acteurs de la scène politique notamment Ennahdha et Nidaa Tounes.

SAO TOMÉ ET PRINCE - MOZAMBIQUE

L'UA félicite Sao Tomé et Príncipe et le Mozambique pour leurs élections pacifiques

L'Union africaine (UA) a félicité Sao Tomé-et-Príncipe et le Mozambique pour le déroulement pacifique de leurs élections organisées respectivement le 12 et le 15 octobre.

La présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, a félicité le gouvernement et le peuple de Sao Tomé-et-Príncipe ainsi que ceux du Mozambique pour avoir organisé avec succès des élections pacifiques, selon un communiqué de l'UA publié lundi.

La présidente a souligné que la bonne conduite des élections dans les pays membres de l'UA démontrait clairement leur engagement à respecter les principes inscrits dans la Charte africaine pour la démocratie, les élections et la gouvernance.

Elle a appelé les acteurs politiques à Sao Tomé-et-Príncipe et au Mozambique à continuer de maintenir le climat de paix et ainsi de contribuer à soigner, à approfondir et à consolider la démocratie et la gouvernance participative. Mme Dlamini-Zuma a également noté que les élections en Afrique se déroulaient de plus en plus de manière pacifique et ordonnée, avec de moins en moins de conflits.

mini-Zuma a également noté que les élections en Afrique se déroulaient de plus en plus de manière pacifique et ordonnée, avec de moins en moins de conflits.

"C'est un nouvel indicateur de l'arrivée à maturité du processus de démocratisation sur le continent, comme le démontrent les efforts déployés par la plupart des pays membres pour entreprendre des réformes électorales afin d'améliorer la transparence et la crédibilité des processus électoraux en Afrique", indique le communiqué.

À la lumière des préparatifs qui ont lieu actuellement pour organiser les élections au Botswana, aux Comores, en Namibie et en Tunisie avant la fin de 2014, Mme Dlamini-Zuma a appelé toutes les parties prenantes de ces pays à s'assurer que des conditions équitables règnent pour tous les candidats, invitant toutes les autorités concernées à s'assurer que ces élections soient libres et justes afin de poursuivre l'organisation d'élections pacifiques sur ce continent.

RD CONGO

Washington presse Kinshasa à revenir sur sa décision d'expulser un diplomate de l'ONU

Washington a appelé lundi Kinshasa à revenir sur sa décision d'expulser le chef du Bureau des droits de l'homme de l'ONU en République démocratique du Congo (RDC), qui avait publié un rapport dénonçant des bavures policières dans le pays.

Les Etats-Unis sont "profondément inquiets" de cette décision des autorités congolaises d'expulser Scott Campbell, a déclaré le département d'Etat. Le diplomate a quitté vendredi soir Kinshasa. Jeudi, le gouvernement congolais avait demandé à l'ONU de le rappeler, le déclarant "persona non grata" en RDC.

Les services de M. Campbell avaient publié mercredi un rapport dénonçant des bavures policières pendant une grande opération anti-banditisme à Kinshasa entre novembre 2013 et février 2014, dont neuf meurtres et 32 disparitions forcées. Le rapport précisait qu'il



s'agissait là uniquement de cas documentés par l'ONU et que le nombre de victimes de l'opération "pourrait être beaucoup plus élevé".

Les autorités congolaises ont estimé en substance que ce rapport était de mauvaise foi et animé par un esprit

partisan, accusant M. Campbell de dénigrer systématiquement la RDC. "Nous pressons le gouvernement de RDC d'enquêter sur les allégations d'exécutions sommaires et de disparitions forcées menées par des membres de ses forces de sécurité telles que soulignées dans le (...) rapport, et de faire en sorte que les responsables rendent des compte", a affirmé le porte-parole du département d'Etat Marie Harf dans un communiqué.

"Nous appelons fermement le gouvernement de RDC à annuler sa décision" d'expulser Scott Campbell, a-t-elle insisté. La mission des Nations unies au Congo "a été spécialement mandatée par le Conseil de sécurité pour préparer des rapports réguliers sur la situation des droits de l'homme" dans le pays, a rappelé Marie Harf, qui a souligné le "rôle vital" de l'ONU pour la stabilité de la RDC.

APS

COMBATS EN SYRIE

Washington salue la décision d'Ankara de laisser passer des combattants kurdes en Syrie

Les Etats-Unis ont salué lundi la décision de la Turquie de laisser passer des combattants kurdes irakiens pour aller défendre la ville de Kobané (nord de la Syrie), assiégée par le groupe Etat islamique (EI).



«Nous saluons les déclarations du ministère (turc) des Affaires étrangères» en ce sens, a indiqué la porte-parole du département d'Etat américain, Marie Harf, lors de son point de presse.

Ce revirement turc intervient alors que les Etats-Unis, qui ont multiplié les frappes contre les cibles jihadistes, ont procédé lundi à l'aube sur Kobané à un premier largage aérien d'armes et de munitions pour les forces kurdes syriennes qui défendent la ville depuis plus d'un mois.

La Turquie de son côté a opéré lundi un changement de stratégie en Syrie en annonçant qu'elle autorisait désormais des renforts de combattants «peshmergas» irakiens à rejoindre, via son territoire, la ville kurde syrienne de Kobané. «Nous aidons les forces des «peshmergas kurdes» à franchir la frontière pour aller à Kobané (...) nous n'avons jamais voulu que Kobané tombe», a déclaré le ministre turc

des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu devant la presse.

Malgré la pression de ses alliés, le gouvernement islamiste-conservateur turc a jusque-là refusé toute intervention militaire pour aider les combattants kurdes de Syrie qui résistent depuis un mois aux forces du groupe EI, estimant qu'elle ne pouvait que renforcer le président syrien Bachar al-Assad, sa bête noire. La Turquie considère en outre le Parti de l'union démocratique (PYD), dont sont issus les combattants kurdes à Kobané, comme le pendant syrien du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 en Turquie une guérilla à l'origine de 40.000 morts.

En revanche, la Turquie entretient de bonnes relations avec la région autonome kurde irakienne, dont les «peshmergas» sont à la pointe du combat contre l'EI en Irak.

«La situation est devenue (...) de plus en plus grave quand nous avons

vu que l'EI mettait davantage de combattants et davantage de ressources dans Kobané», a expliqué M^{me} Harf. Les Etats-Unis continuent néanmoins de discuter avec la Turquie pour voir comment ce pays pourrait aider à combattre l'EI, qui contrôle de larges pans de territoire en Irak et en Syrie. «Je ne suis pas d'accord avec l'idée qu'il y aurait des divisions entre nous sur la manière de repousser cette menace. Nos objectifs globaux sont exactement les mêmes», a assuré la porte-parole.

Après un mois de bombardements par la coalition, «les soldats sur le terrain ont commencé à manquer d'approvisionnement pour continuer le combat, c'est pourquoi nous avons autorisé» ce largage d'armes et de munitions, a-t-elle expliqué. «Nous continuerons à les aider à repousser l'EI. Ceci dit, il y a toujours un risque que Kobané tombe» entre les mains des djihadistes, a-t-elle mis en garde.

GRANDS LACS

L'envoyé spécial de l'ONU appelle à la coopération régionale

L'Envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, a appelé lundi les pays de cette zone à s'abstenir à toutes formes d'assistance à des groupes armés et renforcer la coopération régionale pour consolider durablement la paix dans la région.

Selon un communiqué de l'ONU, lors de sa visite la semaine dernière au Burundi, M. Djinnit qui a notamment rencontré le président burundais, Pierre Nkurunziza, a affirmé son engagement à soutenir les efforts en faveur de la paix dans la région, dans le cadre de l'accord pour la paix, la sécurité et la coopération qui a été signé par 13 pays. L'accord est une initiative visant à mettre fin aux cycles récurrents de conflits et de violence qui affectent la République démocratique du Congo (RDC) et ses 13 voisins dans la région des Grands Lacs au cours des 17 dernières années.

L'accord constitue un espoir pour les habitants de la région pour consolider la stabilité en trouvant des solutions aux causes profondes du conflit et favoriser la confiance entre les voisins.

Dans le cadre de son mandat, l'une des responsabilités de M. Djinnit est d'attirer l'attention sur l'insécurité en RDC, où des combats et une perte de ressources financières est à l'origine de l'insécurité alimentaire de millions de personnes.

Selon l'accord, les pays signataires doivent respecter la souveraineté des pays voisins en matière d'affaires internationales et d'intégrité territoriale, ils doivent s'abstenir de toutes formes d'assistance à des groupes armés, renforcer la coopération régionale, dont l'intégration économique et la coopération judiciaire.

Les pays signataires sont également tenus de ne pas fournir de protection aux personnes accusées de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. L'Est de la RDC est déchiré par les conflits armés depuis plus de vingt ans. Le Nord-Kivu est la province la plus touchée par les violences qui persistent en dépit de la présence en RDCongo de la plus importante mission de maintien de la paix de l'ONU dans le monde avec plus de 20.000 Casques bleus.

IRAN

Décès du président de la plus haute instance religieuse du pays

Le président de l'Assemblée des experts, plus haute instance religieuse iranienne, chargée de superviser les activités du guide suprême, est décédé hier après plusieurs mois de coma, a annoncé l'agence officielle Irna.

L'ayatollah Mohammad-Reza Mahdavi Kani, âgé de 83 ans, est décédé d'un arrêt du cœur alors qu'il était dans le coma depuis son hospitalisation le 4 juin en raison de problèmes cardiaques.

Le président Hassan Rohani a décrété deux jours de deuil après son décès, qui laisse un vide à la tête de la plus haute instance religieuse du régime. En mars 2011, il avait succédé à l'ex-président Akbar Hachémi Rafsandjani (1989-1997) à la tête de l'Assemblée des experts. Cette instance, composée de 88 théologiens élus au suffrage universel direct, est chargée d'élire et de superviser les activités du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, et peut éventuellement le démettre.

Originaire de la province de Téhéran, il était parti à 17 ans faire des études religieuses à Qom (centre) où il était devenu un fidèle de l'imam Rouhollah Khomeiny et un opposant au régime du Shah. Il avait été emprisonné et torturé à plusieurs reprises. Après la Révolution, il avait été ministre de l'Intérieur entre 1979 et 1981 et avait ensuite occupé quelques mois le poste de Premier ministre par intérim.

APS

UKRAINE

HRW accuse l'armée ukrainienne d'utiliser des bombes à sous-munitions contre les séparatistes

L'organisation non gouvernementale Human Right Watch (HRW) a dénoncé, hier dans un rapport, l'usage fait par l'armée ukrainienne de bombes à sous-munitions contre les séparatistes prorusses dans l'Est.

Selon ce rapport, l'organisation dont le siège est à New York affirme avoir constaté «un usage répété de bombes à sous-munitions dans les combats entre les forces gouvernementales et rebelles prorusses dans plus d'une douzaine d'endroits, en ville comme à la campagne».

S'il est impossible de déterminer l'origine de la plupart de ces attaques, «des preuves désignent la responsabilité des forces gouvernementales ukrainiennes pour plusieurs attaques à Donetsk», le principal fief séparatiste, précise HRW. L'attaque qui a coûté la vie à un employé de la Croix-Rouge le 2 octobre à Donetsk a été réalisée avec des roquettes à sous-munitions, ajoute l'ONG.

Le ministère ukrainien de la Défense a rejeté ces accusations qui «sont dénuées de tout fondement». «Les soldats ukrainiens n'ont pas utilisé de munitions de ce type», a déclaré un porte-parole, Bogdan Senyk.

HRW précise que les rebelles semblent avoir fait usage, eux aussi, de ces armes, mais ces éléments ne sont pas suffisants pour en avoir une certitude totale.

L'Ukraine, comme les Etats-Unis et la Russie, n'a pas si-

gné en 2008 le traité d'interdiction des sous-munitions. Dans une enquête publiée lundi, le *New York Times*, qui se base sur ses propres constatations, évoque «des signes clairs que des bombes à sous-munitions ont été tirées depuis des territoires tenus par l'armée, où des roquettes d'artillerie mal tirées contenant des sous-munitions ont été trouvées par des villageois dans des champs».

HRW avait déjà critiqué Kiev en août pour des bombardements sur des zones habitées qui ont touché des hôpitaux. Lundi, Amnesty International a accusé l'armée ukrainienne comme les rebelles prorusses d'exécutions sommaires. Le 5 septembre, les autorités de Kiev ont signé à Minsk un accord de cessez-le-feu avec les républiques populaires auto-proclamées de Donetsk et de Lougansk dans l'est ukrainien. Les deux parties s'accusent mutuellement de violer le cessez-le-feu, bien que les observateurs internationaux constatent que la trêve est globalement respectée. Depuis, les combats ont baissé d'intensité, mais se poursuivent dans plusieurs poches de résistance comme l'aéroport de Donetsk, causant de lourds bilans dans les rangs de l'armée ukrainienne et parmi les civils.

Selon l'ONU, 331 personnes ont péri dans la région dans le mois suivant l'instauration du cessez-le-feu, et plus de 3.600 sur les six mois du conflit.

IRAK

L'ONU s'inquiète du nombre croissant d'exécutions

L'ONU a exprimé son inquiétude quant à l'augmentation «alarmante» du nombre d'exécutions en Irak depuis le rétablissement de la peine de mort en 2005, selon un nouveau rapport publié par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI) et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH).

Selon les données du ministère irakien de la Justice, il y avait 1.724 pri-

sonniers condamnés à mort en août 2014. Ce nombre inclut les personnes condamnées à mort en première instance, ceux en appel, et ceux qui attendent l'application de leur peine.

«La MANUI et le HCDH ont à plusieurs reprises exprimé leurs préoccupations concernant les faiblesses du système judiciaire irakien», rappelle le rapport.

«Les enquêtes et les poursuites judiciaires dans les cas de peine de

mort ne respectent souvent pas les normes internationales et constitutionnelles d'une procédure régulière et d'un procès équitable».

En 2009, 124 personnes ont été exécutées. Après une baisse en 2010, le nombre d'exécutions a considérablement augmenté entre 2011 et 2013. 177 personnes ont été pendues et entre le 1er janvier et 30 septembre 2014, au moins 60 personnes ont été exécutées, toujours selon le rapport.

GAZA

Reprise des négociations sur la trêve le 27 octobre au Caire

Un dirigeant palestinien a indiqué lundi soir que les négociations indirectes entre Palestiniens et Israéliens reprendraient le 27 octobre au Caire pour consolider la trêve dans la bande de Gaza.

"Le Hamas et les mouvements palestiniens participeront à une session de négociations indirectes avec Israël le 27 octobre à l'invitation de l'Egypte", qui joue les médiateurs dans ces pourparlers, a affirmé le numéro deux en exil du Hamas palestinien Moussa Abou Marzouk au site du mouvement islamiste, al-Raï.

Le 26 août, Israël avait conclu un accord de cessez-le-feu avec une délégation palestinienne comprenant des représentants du Hamas, du Jihad islamique et de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Les deux parties avaient ainsi mis fin à 50 jours d'une guerre qui a fait plus de 2.140 morts côté palestinien, en majorité des civils, et plus de 70 côté israélien, quasiment tous des soldats. Les questions épineuses en revanche avaient été laissées en suspens.

La semaine prochaine, les Palestiniens vont donc aborder la question du port et de l'aéroport qu'ils réclament dans la bande de Gaza.

APS

PALESTINE

L'UNRWA appelle à accélérer la livraison de matériaux pour reconstruire Gaza

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) a appelé lundi à l'accélération du processus de livraison de matériaux pour reconstruire Ghaza dévastée par les bombardements israéliens où près de 2.200 Palestiniens ont été tués.

Dans un communiqué de presse, l'UNRWA a appelé Israël à aller plus vite dans le processus de livraison des matériaux pour reconstruire Gaza, ça va de soi pour la levée du blocus imposé par l'occupant israélien ces huit dernières années contre Gaza. La démarche "est essentielle pour permettre la création d'emplois et mettre un terme à des années de souffrance et de pauvreté dans

l'enclave", souligne la même source.

Dans les semaines à venir, l'acheminement de matériaux de construction dans la bande de Gaza devrait se faire naturellement suivant l'accord conclu entre Israéliens et les Palestiniens, indique le communiqué de l'UNRWA.

Le mois dernier, la médiation de l'ONU a débouché sur un accord entre l'Autorité nationale palestinienne et Israël permettant d'introduire des quantités nécessaires de matériaux de construction de Gaza, sous la supervision de l'ONU.

"Les Gazaouis ont besoin d'attention et de soutien en prévision de l'avènement de l'hiver", indique l'UNRWA dans le même communiqué.

"Ils ont surtout besoin de se délivrer de la dépendance de l'aide humani-

taire", ajoute encore l'UNRWA.

Lors de la conférence organisée au Caire la semaine dernière, les donateurs internationaux ont promis aux Palestiniens 5,4 milliards de dollars d'aide, dont la moitié serait utilisée pour la reconstruction dans la bande de Gaza tandis que le reste pourrait être octroyé à d'autres zones palestiniennes.

A la suite de cette conférence, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a effectué une visite à Gaza au cours de laquelle il avait annoncé le lancement du processus de reconstruction.

A titre indicatif, des dizaines de milliers de maisons ont été détruites par les bombardements israéliens qui ont fait plus de 2.100 morts palestiniens, majoritairement des civils.

PROGRAMME DU JOUR

TF1

06:00 Jeunesse : Mystère à la colo
06:10 Jeunesse : Franklin
06:20 Jeunesse : Franklin
06:30 Jeunesse : Franklin
06:45 Jeunesse : TFou
08:25 Culture Infos : Météo
08:30 Culture Infos : Téléshopping
09:20 Culture Infos : Météo
09:25 Série TV : Au nom de la vérité
09:55 Série TV : Au nom de la vérité
10:25 Série TV : Petits secrets entre voisins
10:55 Série TV : Petits secrets entre voisins
11:20 Série TV : Petits secrets entre voisins
11:50 : Petits plats en équilibre
12:00 Divertissement : Les douze coups de midi
12:50 Sport : L'affiche du jour
13:00 Culture Infos : Journal
13:40 : Petits plats en équilibre
13:45 Culture Infos : Histoire d'un rêve
13:50 Culture Infos : Météo
13:55 Série TV : Les feux de l'amour
15:30 Série TV : Mentalist
16:20 Série TV : Les experts : Manhattan
17:10 Série TV : Les experts : Manhattan
18:00 Culture Infos : Sept à huit
19:50 Culture Infos : Toi toi mon toi
19:55 Culture Infos : Météo
20:00 Culture Infos : Journal
20:30 : Du côté de chez vous
20:35 Culture Infos : Là où je t'emmènerai
20:45 Culture Infos : Météo
20:55 Cinéma : Harry Potter et les reliques de la mort
23:40 Série TV : Esprits criminels

2

06:24 Culture Infos : Jour de guerre
06:25 Culture Infos : Point route
06:30 Culture Infos : Journal
06:35 Culture Infos : Télématin
06:57 Culture Infos : Météo 2
07:00 Culture Infos : Journal
07:10 Culture Infos : Télématin (suite)
08:00 Culture Infos : Journal
08:10 Culture Infos : Télématin (suite)
09:05 Culture Infos : Point route
09:06 Divertissement : Dans quelle éta-gère
09:10 Série TV : Des jours et des vies
09:30 Série TV : Amour, gloire et beauté
09:55 Culture Infos : C'est au programme
10:55 Culture Infos : Météo outremer
11:30 Divertissement : Les Z'amours
12:00 Divertissement : Tout le monde veut prendre sa place
12:55 Culture Infos : Météo 2
13:00 Culture Infos : Journal
13:45 Culture Infos : Météo 2
13:50 Culture Infos : Point route
13:55 Culture Infos : Consomag
14:10 Divertissement : Vivement dimanche
16:05 : Toulon (Fra) / Llanelli Scarlets (Gal)
18:10 Sport : Stade 2
18:45 : Vivement dimanche prochain
19:55 Culture Infos : Météo 2
20:00 Culture Infos : Journal
20:30 Culture Infos : 20h30 le dimanche
20:40 Série TV : Parents mode d'emploi
20:43 Culture Infos : D'art d'art
20:44 Culture Infos : Météo 2
20:45 Cinéma : Dark Shadows
22:45 Cinéma : Chante ton bac d'abord

3

06:00 Culture Infos : EuroNews
06:45 Jeunesse : Une minute au musée
06:47 Série TV : LoliRock
06:49 : Les as de la jungle à la rescousse
07:00 : Titi et Grosminet mènent l'enquête
07:13 : Titi et Grosminet mènent l'enquête
07:24 : Titi et Grosminet mènent l'enquête
07:39 Jeunesse : Garfield & Cie
07:51 Jeunesse : Garfield & Cie
08:06 Jeunesse : Garfield & Cie
08:18 Jeunesse : Garfield & Cie
08:31 Série TV : La chouette & Cie
08:39 Jeunesse : C'est bon !
08:50 Culture Infos : Des histoires et des vies (1ère partie)

09:50 Culture Infos : Des histoires et des vies (2e partie)
10:45 Culture Infos : Consomag
10:50 Culture Infos : Midi en France
11:55 Culture Infos : Météo
12:00 Culture Infos : 12/13 : Journal régional
12:25 Culture Infos : 12/13 : Journal national
12:55 Culture Infos : Météo à la carte
13:50 Série TV : Un cas pour deux
14:55 Série TV : Un cas pour deux
15:00 Sport : En course sur France 3
15:20 Divertissement : Inspecteur Barnaby
17:00 Divertissement : Du côté de chez Dave
17:55 Divertissement : Questions pour un super champion
19:00 Culture Infos : 19/20 : Journal régional
19:30 Culture Infos : 19/20 : Journal national
19:58 Culture Infos : Météo
20:00 Sport : Tout le sport
20:15 Série TV : Zorro
20:45 Série TV : Les enquêtes de Murdoch
21:30 Série TV : Les enquêtes de Murdoch
22:10 Série TV : Les enquêtes de Murdoch
22:55 Série TV : Les enquêtes de Murdoch
23:45 Culture Infos : Météo
23:50 Culture Infos : Soir 3

CANAL+

06:00 Culture Infos : Les nouveaux explorateurs
06:50 Divertissement : Zapping
06:55 Divertissement : Le Before du grand journal
07:20 Culture Infos : La météo
07:25 Divertissement : Le petit journal
07:50 Divertissement : Les Guignols de l'info
08:00 Culture Infos : La météo
08:05 Sport : Zapsport
08:10 Série TV : Les Simpson
08:30 Cinéma : Grand Central
10:05 Culture Infos : Le tube
10:45 Cinéma : Stoker
12:20 Culture Infos : La nouvelle édition
12:45 Culture Infos : La nouvelle édition, 2e partie
14:00 Cinéma : 9 mois ferme
15:10 : Les nouveaux explorateurs
16:10 Divertissement : Soldat blanc
18:40 Divertissement : Le petit journal de la semaine
19:10 Sport : Canal Football Club
19:35 Sport : Canal Football Club
20:55 Sport : Avant-match
21:00 Sport : Lyon / Montpellier
22:55 Sport : Canal Football Club
23:15 Sport : L'équipe du dimanche

M

06:00 Divertissement : M6 Music
06:40 Culture Infos : Météo
06:45 Série TV : Le Petit Spirou
07:00 Série TV : Le Petit Spirou
07:10 Jeunesse : Le petit Nicolas
07:20 Jeunesse : La maison de Mickey
07:45 : Jake et les pirates du pays imaginaire
08:10 Jeunesse : Sammy & Co
08:20 Jeunesse : Sammy & Co
08:45 Culture Infos : Météo
08:50 Culture Infos : M6 boutique
09:55 Culture Infos : Météo
10:00 Série TV : Face au doute
10:50 Série TV : Face au doute
11:45 Série TV : Desperate Housewives
12:40 Culture Infos : Météo
12:45 Culture Infos : Le 12.45
13:05 Série TV : Scènes de ménages
13:40 Culture Infos : Météo
13:45 : L'auberge des amoureux
14:30 Culture Infos : Maison à vendre
16:10 : D&CO, une semaine pour tout changer
17:15 Culture Infos : 66 minutes
18:40 Culture Infos : 66 minutes : grand format
19:40 Culture Infos : Météo
19:45 Culture Infos : Le 19.45
20:10 Culture Infos : E=M6
20:40 Sport : Sport 6
20:50 Culture Infos : Zone interdite
23:00 Culture Infos : Enquête exclusive

La sélection

19h55

Esprits criminels



Résumé

A Saint-Louis, dans le Missouri. Malcolm et Lida Taffert pensent être victimes d'un petit plaisantin, qui s'amuse à multiplier les canulars téléphoniques. Mais lorsque leur fils Andy est enlevé, ils réalisent que ces appels n'étaient pas qu'une mauvaise blague. Reid fait aussitôt le lien avec une autre affaire, également survenue à Saint-Louis quelques années plus tôt. Les profilers comparent les enregistrements des appels des deux affaires : la concordance est totale. C'est alors que le corps d'Andy est découvert dans une forêt...

2

19h48

Vaugand

Résumé

En prenant la défense de son nouveau client, accusé du meurtre d'une jeune femme, Vaugand sait qu'il joue gros. En effet, il va devoir se battre contre l'opinion, contre le Ministère public, et contre un rival qui veut sa tête. Tout cela pour défendre Thierry Moncef, un déficient mental que tout semble accuser. Moncef a été déclaré irresponsable en première instance. Mais aux yeux de la foule, il est ressorti « libre » de son procès. L'unité psychiatrique où il est hospitalisé sous contrainte est dure, mais l'image qu'ont retenue les médias est celle d'un fou meurtrier qu'une justice trop laxiste a relâché dans la nature...



3

19h45

Des racines et des ailes

Résumé

A Bourges, Carole Gaessler propose de découvrir le palais Jacques-Coeur, en compagnie de Jean-Christophe Rufin, auteur d'un ouvrage à succès consacré à l'aventurier Jacques Coeur. Au sommaire :

La guerre de Cent Ans entre vérité et légende
Retour sur les enjeux et les protagonistes de

la guerre de Cent Ans.

L'héritage des favorites

Sur les traces de trois favorites qui ont profondément marqué l'Histoire de France : Agnès Sorel, Madame de Maintenon et Madame de Pompadour.

Le Berry nature

Le Berry recèle une histoire et un patrimoine bâti exceptionnels. L'émission offre également de découvrir les richesses naturelles de cette région.

CANAL+

19h55

Inside Llewlyn Davis

Résumé

Dans les années 60, Llewlyn Davis tente de se faire une place sur la scène folk new-yorkaise. Pendant une semaine dans un New York enneigé, il erre dans Greenwich Village, ancien quartier bohème porté sur la contre-culture et la liberté artistique. Parmi ses rivaux figurent le couple formé par Jean et Jim Berkey, avide de stabilité. Malgré son talent, Llewlyn va de déconvenues et déconvenues. Alors qu'il accumule les petits boulots et désespère de percer un jour, il croise la route du géant de la musique Bud Grossman, qui n'a que mépris pour les musiciens folk. Contre toute attente, celui-ci finit par lui proposer une audition...



M

19h50

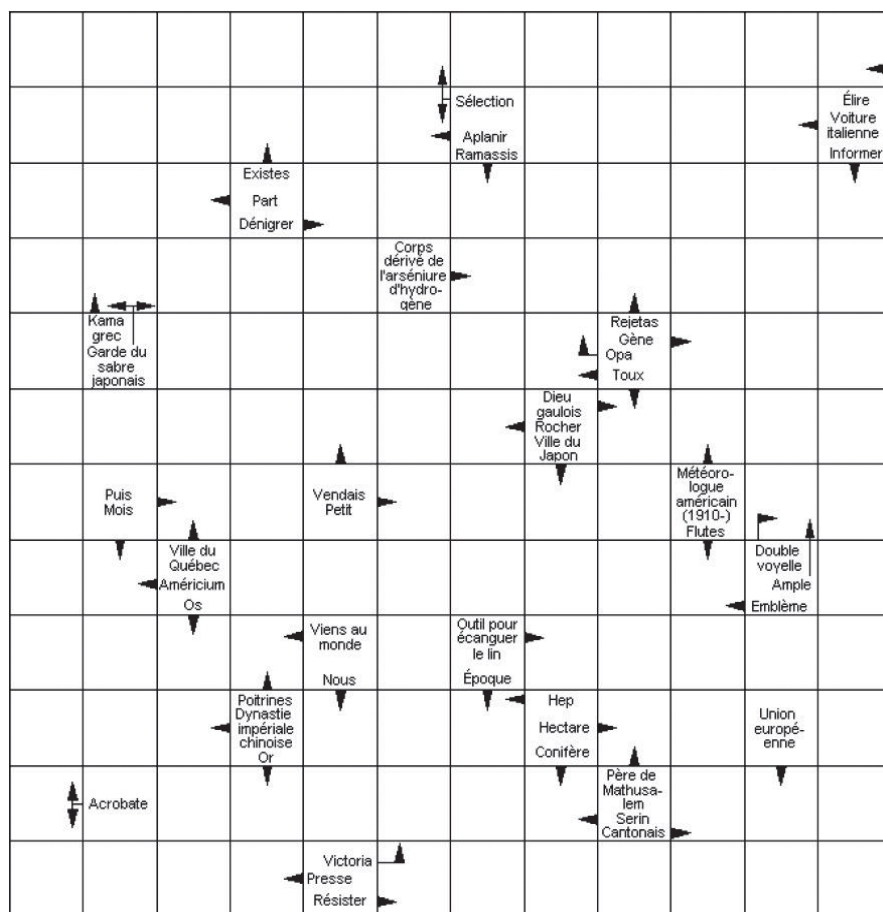
Le meilleur pâtissier

Résumé

En cette troisième semaine d'épreuves, les gâteaux moelleux sont à l'honneur. Pour l'épreuve du classique revisité, il sera demandé aux neuf pâtisseries amateurs de reprendre à leur façon la célèbre tarte tropézienne, tout en respectant la recette fondamentale : brioche, crème et fleur d'oranger. L'épreuve technique, jugée à l'aveugle, fera voyager les candidats jusqu'en Espagne. Mercotte a en effet exhumé une recette oubliée d'un vieux grimoire, celle de l'alcazar, un gâteau composé d'une pâte sucrée, d'une pâte à financier et de gelée d'abricot. Enfin, pour l'épreuve créative, les concurrents devront réaliser un gâteau damier, dont les carrés multicolores devront obligatoirement apparaître à la découpe.



Mots fléchés n°753



Proverbes

Il a volé j'étais présent, il a juré je l'ai cru.

Proverbe algérien

Celui qui n'a pas d'enfants redoute la ruine, celui qui en a est rassasié de bousculades.

Proverbe berbère

Dans la nuit noire, sur la pierre noire, une fourmi noire. Dieu la voit.

proverbe arabe

Les affaires sont les affaires

Proverbe français

C'est arrivé un 21 Octobre

1873 : signature de l'entente des trois empereurs.

1907 : début de la panique des banquiers.

1953 : indépendance du Royaume du Laos.

1989 : accord de Taëf.

2004 : Gaston Flosse est élu président de la Polynésie française.

Célébrations

- Journée mondiale du bégaiement.

- Calendrier pataphysique : Mardi

17 Haha

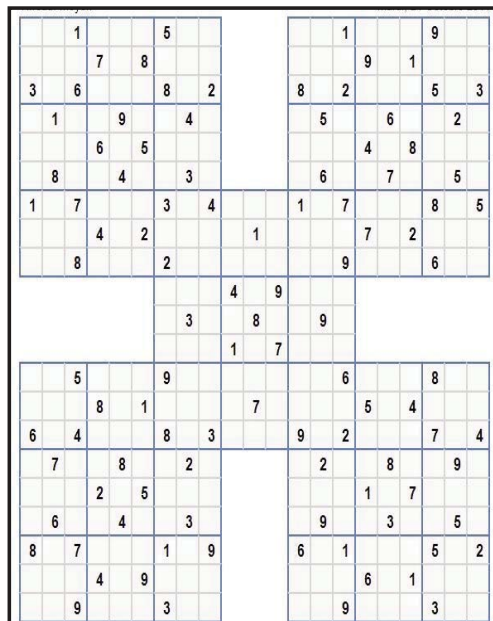
- Saint Homais d'Aquin, prudhomme - Fête Suprême Quarte.

- France : Journée nationale de commémoration de Guy Môquet et de ses 26 camarades fusillés.

Samouraï-Sudoku n°753

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq : grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



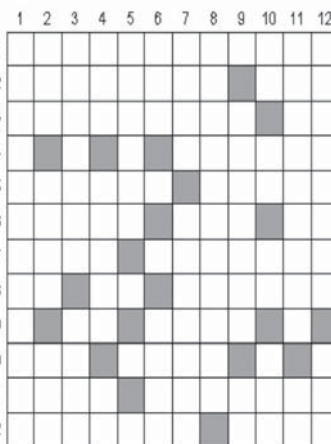
Mots croisés n°753

► Horizontalement:

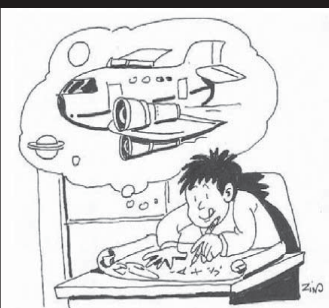
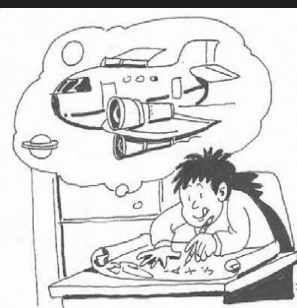
1. Pique-niquer
2. Machine - Hardi
3. Cuites de manière à prendre une couleur dorée - Historique
4. Eclaire
5. Halte - Pleurer
6. Aumône - Sigle de l'angl. Human Immuno- Deficiency Virus - Note
7. Boîte - Harem
8. Cale en forme de V - Or - Ruinés
9. En les - Met qqch en mouvement
10. Garçon d'écurie - Durillons
11. Ile allongée près de Venise - Pierre
12. Relatif au palais de l'Elysée - Dirige

► Verticalement:

1. Ch.-l. de c. des Yvelines
2. Petite pomme - FL d'Espagne - Plante potagère à bulbe
3. Vingtième lettre de l'alphabet grec - Fondatrice américaine du mouvement Science chrétienne
4. Circonstance - Hasards - Osmium
5. Sarcasme
6. Chlorure de sodium - Enfant
7. Ce qui est à lui - Toute particule subatomique de masse supérieure à celle du proton
8. Oléifiante
9. Unité de mesure d'équivalent de dose d'une radiation ionisante - Lumen
10. Drame japonais - Thulium - Cadmium - Atoll
11. Fleurettiste - Pronom indéfini
12. Etat de distraction (pl.) - Mammifère équidé



7 erreurs



SPORTS MÉCANIQUES

Course de côte, karting et exhibition de véhicules de course...

BÉJAÏA

AB

Une fort louable tentative de «thérapie préventive par le «défoulement contrôlé», via le sport mécanique...

Il s'agit, selon Mme. Dalila Bouktite, Présidente de la ligue des sports mécaniques de la wilaya de Béjaïa (LSMWB), de « capter » au maximum la fougue et la passion de la vitesse au volant de jeunes conducteurs de véhicules et la « déverser » sportivement sur un circuit dument délimité et sécurisé. Ingénieux, en effet, voire pédagogique et...thérapeutique. Mais, aussi noble soit l'idée, il faudrait des « séances » aussi régulières que nombreuses pour escompter un résultat probant dans ce sens.

Les festivités-car, en fait, c'en sont-débuteront demain jeudi 23 octobre 2014 avec l'arrivée des concurrents dont les véhicules et motos devraient subir «un contrôle technique et administratif», fait-on savoir, une formalité-exigence devant précéder «un tour d'honneur à travers la cité-capitale des Hamadites sur un itinéraire incluant le parc de la wilaya (BNA-CNAS), le bloc administratif, le siège de la wilaya, l'arrêt de bus 19 mai 1981 dit Daoudji, la trémie Aâmriou, Ihaddaden, Bir Slam, Quatre chemins, Avenue Mustapha Ben Boulaïd (Gare SNCFA), Radio Soummam (Bd Front de mer), Rue de la Liberté... ».

Plus de 30 motos et 60 automobiles prendront part à cette manifestation sportive (des véhicules aménagés pour la circonstance, précise à DKNews Mme D. Bouktite qui ne manquera certainement pas de réveiller fort agréablement des souvenirs enfouis dans la mémoire collective de nombreux Béjaouis sexagénaires et au-delà...À l'époque (les années 1950...), trois événements festifs étaient récurrents



: Le tour d'Algérie avec les Zaâf, Kebaïli..., le cirque Amar et son zoo, et les courses de voitures.... Et voilà que cela revient, grâce, notamment, à cette initiative de la Ligue des sports mécaniques de la wilaya de Béjaïa. Une centaine de personnes, entre participants et convives, seront les

honorables hôtes de Béjaïa. Le circuit de course de côte automoto se déroulera à Fenaïa (daïra d'El Kseur), sur un circuit de 2500 m (aller-retour en boucle) le vendredi 24 octobre 2014, tandis que le circuit de karting se situera à Sidi Ali Lebhar (route de l'aéroport Abane Ramdane -

Soummam) le samedi 25 octobre 2014. Toute la manifestation sera agrémentée, comme à l'accoutumée, de moments de détente, de distribution de trophées et même d'un concert de musique chaâbi. Les sports mécaniques pour exorciser... **A. B.**

SQUASH

L'Égyptien Mohamed Elshorbagy nouveau n°1 mondial

L'Égyptien Mohamed Elshorbagy s'est assuré la place de n°1 mondial du prochain classement de la PSA (Association Professionnelle de Squash), après sa victoire finale dans l'US Open à Philadelphie (Etats-Unis).

Invaincu depuis 18 matches, Mohamed Elshorbagy a battu en demi-finale l'actuel N.1 de la discipline, le Français Grégory Gattier, avant de s'imposer en finale devant son compatriote Amr Shabana (5e) 3 jeux à 1 (8-11, 11-9, 11-3, 11-3).

Elshorbagy deviendra à 23 ans le quatrième plus jeune n°1 mondial de squash en novembre. Chez les dames, la hiérarchie reste inchangée. La n°1 mondiale Nicol Davis (31ans, Malaisie) a dompté la jeune ambitieuse Égyptienne Nour El Sherbini (18 ans, 9e mondiale) trois jeux à zéro : 11-5, 12-10, 12-10 en 41 minutes. Davis s'adjuge ainsi son troisième titre de suite à l'US Open.

M'SILA

Des groupes de jeunes veulent créer un club de Street Workout

Plusieurs groupes de jeunes de la ville de M'sila mettent la dernière main à la création du premier club algérien de Street Workout, a-t-on constaté hier.

Les férus de ce sport de rue, mêlant gymnastique et musculation, tentent à travers, notamment, les réseaux sociaux, faire adhérer le maximum de jeunes à ce projet de création d'un club de Street Workout dans la capitale du Hodna.

Un appel qui ne semble pas être tombé dans l'oreille d'un sourd puisque, selon Hicham, un jeune précurseur d'une vingtaine d'années, 60 personnes se sont manifestées et participent déjà à la mise en place de toutes les conditions nécessaires à la création d'un club spécialisé.

Ce sport qui commence à être ré-



jeune Hicham soutient qu'avec une simple barre située à mi-hauteur, des «figures extraordinaires» peuvent être inventées.

Ne se contentant pas de «sonner le ralliement» de leurs pairs, les jeunes m'silis adeptes de ce sport de rue se disent

pandu, notamment depuis la diffusion sur Youtube d'images de l'entraînement de celui qui se fait surnommer «Hannibal For King», considéré comme un des pères fondateurs du Street Workout. Une vidéo, affirme fièrement Hicham, qui a été vue plus de 15 millions de fois.

Ne demandant aucun moyen particulier, le Street Workout se pratique en utilisant un banc public, le revêtement en tartin-turf d'un terrain de jeux, voire une barre horizontale faisant partie du mobilier urbain. Le

«sur le point de créer une association» avant la mise en place, si leur projet trouvait une oreille attentive auprès des responsables locaux, d'une ligue spécialisée qui serait la toute première en Algérie.

En attendant, il est de moins en moins rare de rencontrer, au détour d'une promenade dans la capitale du Hodna, de jeunes athlètes au torse sculptural exécutant d'improbables figures en s'appuyant sur un simple poteau d'éclairage.

Sudoku N°752

2	3	8	4	5	9	7	6	1
9	4	5	7	6	1	3	2	8
7	1	6	3	8	2	5	4	9
6	9	4	2	1	5	8	3	7
3	5	2	8	7	6	9	1	4
8	7	1	9	3	4	6	5	2
4	2	3	6	9	7	1	8	5
5	8	9	1	4	3	2	7	6
1	6	7	5	2	8	4	9	3
5	1	7	6	3	9	8	4	2
3	2	4	1	8	5	6	9	7
9	6	8	4	2	7	5	3	1
6	5	4	7	9	2	8	3	1
1	2	8	6	5	3	7	4	9
9	7	3	4	8	1	6	5	2
4	3	2	1	6	5	9	7	8
8	1	5	9	4	7	3	2	6
7	9	6	2	3	8	5	1	4
2	8	9	3	7	4	1	6	5
6	4	7	5	1	9	2	8	3
3	5	1	8	2	6	4	9	7
8	3	6	4	9	5	7	1	2
4	9	2	3	7	1	6	5	8
5	1	7	8	2	6	9	4	3
6	7	3	5	8	9	1	2	4
9	4	1	2	3	7	8	6	5
3	2	9	1	5	8	4	7	6
1	5	4	7	6	3	2	8	9
7	6	8	9	4	2	5	3	1
6	2	8	3	9	1	4	5	7
7	9	4	6	5	8	3	2	1
3	5	1	2	4	7	8	6	9
8	3	2	4	1	5	7	9	6
1	6	9	7	8	3	2	4	5
5	4	7	9	2	6	1	8	3

S o l u t i o n

Mots Croisés N°752

SAUCISSONNER
APPAREIL■OSE
RISSOLEES■CV
T■I■N■N■NAITRE
RELAIS■GEMIR
OBOLE■HIV■MI
URNE■GYNECEE
VE■AU■PERDUS
I■ES■MEUT■R■
LAD■CORS■I■A
LIDO■MOELLON
ELYSEEN■MENE

Mots Fléchés N°752

KILIMANDJARO
■CASERAI■CAC
KIEL■L■ABIME
A■KABIC■LE■A
ZEEMAN■AARON
AGNI■GANSSES■
KO■SATRAPE■Y
HUIT■OC■H■AS
STIERNHIELM■
T■I■E■ISMAEL
AR■LARVEE■NS
NAUPLIE■RIAD

LIGUE 1 MOBILIS - JS KABYLIE

Le président Hannachi de nouveau convoqué par la LFP demain jeudi

Le président de la JS Kabylie (Ligue 1 algérienne de football), Mohand Chérif Hannachi, qui ne s'est pas présenté devant la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP), est convoqué de nouveau pour demain jeudi, indique cette instance.

La même source a précisé que la commission de discipline statuera à l'occasion sur les griefs retenus contre le patron des "Canaris", même en cas d'une autre absence de ce dernier.

Hannachi est accusé d'avoir fait des déclarations jugées «mensongères» par la Fédération algérienne de football (FAF), à l'encontre du président de la FAF, Mohamed Raouraoua, ainsi que des instances du football algérien.

La structure fédérale avait réagi, samedi, aux différentes déclarations du président de la JSK dans lesquelles il a tiré à boulets rouges sur la FAF qui, selon ses dires, «défavorise» son équipe, lui reprochant aussi le fait de ne pas l'avoir défendue auprès de la Confédération africaine de football (CAF) après sa suspension, pour deux ans de toutes les compétitions continentales.

«Ces derniers jours, le président de la JSK s'est consacré à travers les médias, notamment égyptiens, à déverser des mensonges énormes et des contre-vérités, dont il est seul, dans le milieu du football, à en avoir le secret», a écrit la FAF dans son communiqué.



1 match à huis clos pour le CRB, l'USMBA, le MCEE et le DRBT

Trois clubs de Mobilis-Ligue 1 algérienne de football, le CR Belouizdad, l'USM Bel Abbès et le MC El Eulma, et un autre de la Ligue 2, le DRB Tadjenant, ont écopé chacun d'un match à huis clos, a indiqué hier la Ligue du football professionnel (LFP). Pour le CRB, cette sanction est motivée par l'exposition par ses supporters «d'une banderole avec des slogans anti-sportifs», lors du derby contre le NA Hussein-Dey (défaite 1-0) vendredi dernier au stade Omar-Hamadi à Bologhine, en ouverture de la 7e journée, précise la même

source, ajoutant que l'USMBA et le MCEE sont sanctionnés pour «jet de projectiles et de fumigènes», face respectivement au MC Alger (victoires 2-1) et à la JS Kabylie (victoire 3-2).

C'est la deuxième fois d'ailleurs cette saison que le MCEE écope d'un match à huis clos et pour le même motif.

Quant au DRBT, il a été sanctionné par la commission de discipline de la LFP à cause «de jet de projectiles causant un arrêt momentané de la rencontre» à domicile face à l'AS Khroub (1-1).



La valse des entraîneurs reprend de plus belle

A la veille de la 8e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, pas moins de six entraîneurs ont quitté leur poste depuis le début de l'exercice, limogés ou contraints de rendre le tablier, plongeant à nouveau l'élite dans une véritable valse, à laquelle le football algérien est devenu coutumier ces dernières saisons.

C'est le technicien français, Alain Michel, qui a ouvert le bal en quittant la barre technique de la JS Saoura, au bout de deux journées seulement, pour être remplacé par El Hadi Khezzer.

La «contagion» a ensuite touché d'autres formations, avec le départ de Mohamed Mekhazni (RC Arbaâ), Chérif El Ouezani (MC Oran), Mezziane Ighil (ASO Chlef), Hugo

Broos (JS Kabylie), sans oublier le dernier en date qui n'est autre que Victor Zvunka (CR Belouizdad).

Avec le départ du désormais ancien coach du Chabab, la valse des entraîneurs exerçant en Ligue 1 reprend de plus belle, pour préparer le terrain à une saison qui a tous les ingrédients pour ressembler à sa précédente, où un grand mouvement de départ-arrivée avait caractérisé le championnat.

Le défunt exercice avait été d'ailleurs très mouvementé dans ce registre, la valse des entraîneurs ayant atteint son paroxysme avec plus de 20 changements recensés, une première dans les annales du championnat national. Les «turbulences» qui secouent les clubs ne sont

pas prêtes de s'arrêter là, puisque plusieurs techniciens sont en «sursis», à l'image de l'entraîneur de l'USM Alger, Hubert Velud, contraint de trouver la bonne formule pour mener à nouveau son équipe vers le chemin de la victoire, au risque de subir le sort de ses collègues dans le métier.

En parallèle, la direction du NA Hussein Dey, prônant la stabilité, a jugé utile de préserver l'entraîneur Azzedine Aït Djoudi, en dépit du début catastrophique du Nasria, avant que l'équipe n'enregistre sa première victoire de la saison, lors de la 7e journée, face au voisin du CR Belouizdad (1-0). A la veille du coup d'envoi du championnat de Ligue 1, donné le 16 août dernier, seuls 5 clubs

ont gardé leurs entraîneurs du précédent exercice, en l'occurrence la JS Saoura, l'ES Sétif, l'USM Alger, le MO Béjaïa et l'ASO Chlef. Onze (11) formations s'étaient présentées au nouvel exercice avec de nouveaux coachs sur le banc.

Une statistique qui traduit parfaitement l'instabilité chroniques prévalant au niveau de l'encadrement technique des clubs algériens depuis de longues années. Selon les observateurs, ce phénomène qui commence à prendre des proportions alarmantes, est dicté par le souci des présidents de club à vouloir, coûte que coûte, parvenir à des résultats immédiats, aux dépens du travail de fond qui devrait être de mise dans les clubs algériens.

SÉLECTION DES JOUEURS LOCAUX

Nekkache et El Orfi libérés, Karaoui et Ferhat rappelés



Les deux joueurs, Nekkache Mohamed Hichem (MC Oran) et El Orfi Hocine (USM Alger), blessés, ont été libérés du stage de la sélection algérienne des joueurs locaux qui se poursuit actuellement au Centre technique de Sidi Moussa (Alger). Ils ont été remplacés par Amir Karaoui et Zineddine Ferhat respectivement du MC Alger et de l'USM Alger, indique la Fédération algérienne de football (FAF), sur son site internet.



Karaoui avait participé au premier stage, mais il n'a pas été retenu dans la liste initiale de ce deuxième regroupement, alors que Ferhat, vient juste de reprendre la compétition avec son club après une absence de plusieurs semaines à cause d'une blessure.

La sélection algérienne des joueurs locaux (A) a entamé lundi son deuxième regroupement sous la houlette de l'entraîneur français, Christian Gourcuff, jusqu'à aujourd'hui, en vue de ses prochaines échéances.



Vingt-trois (23) joueurs sont concernés par ce rassemblement, dont 11 nouveaux par rapport au groupe ayant pris part au premier stage en septembre dernier.

Il s'agit du gardien de but, Houssein Limane et son coéquipier à l'USM El Harrach, Abid Mohamed Lamine, des joueurs du CS Constantine, Belkacem Remache et Sameur Abdelhakim, des joueurs du MC El Eulma, Abbes Abdelmalek, Derradja Walid et Chenini Ibrahim, d'Amine El Anali et Bousmaha Nabil (JS Saoura), de Koussaïla Berchiche (MC Alger) et de Zidane Mbarakou (MO Béjaïa).



L'entraîneur national A' a déclaré, dimanche, lors de l'émission "Canal Foot" de Canal Algérie : «Avec le rassemblement des joueurs locaux, on va essayer d'axer le travail beaucoup plus sur le plan tactique. Ce ne sera pas long pour ne pas pénaliser les clubs».

«C'est une occasion pour voir où en est le niveau des joueurs du championnat de Mobilis-Ligue 1, et éventuellement en choisir les meilleurs pour les intégrer dans la sélection première», a-t-il ajouté.

Il a, en outre, annoncé le déroulement d'un autre stage du genre en novembre.

L'équipe nationale A' prépare les éliminatoires du championnat d'Afrique des joueurs locaux (CHAN-2016) prévu au Rwanda.

CHAMPIONNAT ÉMIRATI DE FOOTBALL/ ITTIHAD KALBA

Abdelhak Benchikha pressenti à la barre technique

Le technicien algérien, Abdelhak Benchikha, est pressenti pour diriger la barre technique du club émirati de football, Ittihad Kalba, en remplacement du Brésilien Suarez, limogé, rapportait hier la presse locale.

La direction du club avait entamé, en premier lieu, des discussions avec l'entraîneur local, Abdallah Mossfar, avant que ce dernier ne décide de dé-

cliner la proposition, en raison de son engagement avec la Fédération émiratie, lui qui dirige actuellement la sélection espoirs des Emirats arabes unis.

Abdelhak Benchikha (51 ans) a entamé la nouvelle saison sur le banc du club marocain du Raja Casablanca, avant d'être limogé après l'élimination du club en coupe du Trône face aux

Forces armées royales (FAR). L'ancien sélectionneur national serait ainsi sur le point d'entamer sa deuxième expérience dans un pays du Golfe, après un passage chez le club qatari d'Umm-Salal (2005-2006). A l'issue de la 6e journée du championnat émirati, Ittihad Kalba est lanterne rouge avec un seul point seulement.

APS



COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS-2017 (ORGANISATION) Tahmi : «Le dossier de l'Algérie est solide»

L'Algérie est intéressée «uniquement» par l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN-2017) et dispose pour cela d'un dossier solide, a indiqué hier à Alger le ministre des Sports, Mohamed Tahmi.

«Au départ, notre pays s'est porté candidat pour accueillir les éditions de 2019 ou 2021, mais la Confédération africaine de football (CAF) les a attribuées à d'autres candidats. Maintenant l'Algérie est intéressée uniquement par la CAN-2017», a affirmé Tahmi, lors du Forum de l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA).

Tahmi a mis à profit ce Forum, tenu à l'Office du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger, pour rappeler que l'Algérie n'est «en aucun cas» concernée par la CAN-2015 dont le Maroc (pays hôte) avait demandé son report en raison du virus Ebola.

«Les choses sont claires. Impossible que la CAN-2015 se déroule en Algérie. La Fédération algérienne de football (FAF) a présenté

pour la CAN-2017, le même dossier préparé pour les éditions 2019 et 2021. J'ai vu ce dossier et je peux dire qu'il est solide et a de fortes chances de bénéficier de la confiance des membres du bureau exécutif de l'instance africaine», a-t-il estimé.

Le ministre a également évoqué l'état d'avancement des travaux au niveau des stades inclus dans le dossier de candidature pour l'organisation de la CAN-2017.

«Le stade du 5-Juillet (rénovation et modernisation), ainsi que les nouveaux stades d'Oran, de Baraki et de Douéra seront prêts au milieu de l'année 2016», a fait savoir Tahmi, précisant que «le stade d'Oran d'une capacité de 40.000 places et dont les travaux sont à 65%, sera le premier à être réceptionné». La Libye, initialement pays hôte de la CAN-2017, s'est désistée et la CAF a indiqué qu'elle désignera le pays qui aura l'honneur d'accueillir ce tournoi continental durant le premier trimestre de l'année 2015.

CAN-2014 DAMES

Tahmi : «Le parcours de l'équipe algérienne n'est pas catastrophique»

Le ministre des Sports, Mohamed Tahmi, a estimé hier à Alger que le parcours de la sélection algérienne dames de football au championnat d'Afrique des nations CAN-2014 en Namibie, où elle a été éliminée dès le premier tour de la compétition, n'était pas catastrophique.

«Le résultat n'est pas catastrophique comme l'avancent certains. La qualification à la phase finale de la compétition est déjà une performance.

Est-ce qu'on a un championnat féminin local fort pour demander à cette jeune équipe de gagner le titre africain?», s'est interrogé Tahmi lors du Forum de l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA).

La sélection algérienne dames de football qui a réussi l'exploit de battre le Ghana (1-0) lors de sa première rencontre n'a pas confirmé lors des deux derniers matchs en concédant deux défaites de suite

PRÉPARATION DE LA FINALE ALLER DE LA LIGUE DES CHAMPIONS L'ES Sétif concentré sur l'AS Vita club de Kinshasa

S. B.

Depuis lundi dernier, l'ES Sétif et l'ensemble de son staff sont en stage bloqué au Centre technique d'El Bez à Sétif pour préparer avec abnégation la finale aller de la Ligue des champions qui opposerait le représentant algérien à celui du Congo, le Vita Club de Kinshasa.

Pour assurer une très bonne préparation la première décision importante prise par les responsables sétifiens et en premier le coach principal, Kheireddine Madoui est d'imposer le huis clos. Aucune personne n'est tolérée lors des entraînements de l'équipe. Concernant les journalistes, ils doivent patienter jusqu'à la veille du départ de l'équipe vers Kinshasa pour des interviews. Décision aussi prise par les responsables sétifiens afin que les joueurs soient uniquement concentrés sur leur sujet à savoir leur prochain adversaire le Vita club dans un match aller à Kinshasa prévu dimanche prochain où les joueurs sétifiens sont déterminés à ramener un bon résultat en perspective du match retour prévu le 1^{er} novembre prochain au stade Tchaker de Blida.

L'important aujourd'hui est que le coach de l'équipe qui ne compte que sur 15 joueurs dont deux gardiens de but n'enregistre que deux blessés qui peuvent être incorporés lors d'ici au match. Il s'agit de Demou et Belamiri alors que Aoulmi est d'ores et déjà out.



D'ailleurs, ce match aller a tellement occupé le moral des joueurs qu'ils avaient perdus bêtement leur dernier match de championnat en déplacement à Oran face à l'ASM Oran (1-0).

Le coach de l'ES Sétif ne cache pas l'objectif de son équipe à ce niveau et qui est tout simple : «Nous avons un seul objectif: remporter le trophée».

Ainsi donc les joueurs sont donc soumis à des entraînements intenses avec surtout un travail psychologique d'importance dans ce genre de matchs dont l'enjeu n'est autre que le trophée à deux matchs de celui-ci.

Le départ de l'équipe vers Kinshasa est maintenu pour vendredi prochain. La délégation sétifienne s'envolera donc à bord d'un avion spécial d'Air Algérie, à 10h. Il faudra compter au minimum 5 heures avant d'atterrir à Kinshasa. Sur place, deux séances d'entraînements sont prévus pour les joueurs avant le match. Ce sera aussi l'occasion pour les joueurs de s'adapter à

la pelouse. A rappeler que l'ES Sétif, qui s'est qualifiée pour la première fois de son histoire à la finale de la Ligue des champions d'Afrique dans sa nouvelle version, empochera 1,4 million de dollars en cas de succès face à Vita Club (RD Congo), selon le barème des dotations de la compétition établi par la Confédération africaine de football (CAF). Le club de Ligue 1 algérienne est déjà assuré de percevoir le montant de 950 000 dollars pour avoir réussi à atteindre le dernier stade de la prestigieuse compétition continentale des clubs. Une rentrée d'argent importante pour une formation confrontée depuis plusieurs années à des problèmes financiers énormes, selon les dires de ses dirigeants.

Mais, pour le moment, tous les Algériens et non pas seulement les Sétifiens, ne pensent qu'au trophée à garder sur le territoire algérien un certain 1^{er} novembre 2014, coïncidant avec le 60^e anniversaire du déclenchement de la Révolution de Novembre 54.

L'ES Sétif s'envole vendredi pour Kinshasa

L'équipe de football de l'ES Sétif s'envolera vendredi pour Kinshasa, la capitale de la RD Congo, où elle affrontera dimanche à 14h30, l'AS Vita Club en finale aller de la ligue des champions d'Afrique, a indiqué hier la direction du club.

Forte de 60 personnes

dont 19 joueurs, la délégation sétifienne ralliera Kinshasa à partir de l'aéroport de Sétif-Aïn Arnat, à 10h00.

La presse algérienne sera également présente en force en RD Congo, puisque «pas moins de 20 journalistes prendront place dans l'avion spécial

mis à la disposition de l'équipe», a fait savoir le directeur administratif de l'Entente, Rachid Djarroudi.

Un membre du comité directeur du club, chargé de l'organisation, Hakim Bourahla ralliera Kinshasa dès aujourd'hui pour préparer le séjour

de la délégation sétifienne et choisir, notamment, l'hôtel où séjourneront le staff technique et les joueurs, a indiqué la même source, soulignant que la délégation sera conduite par le président du club, Hassen Hammar.

MOBILIS-LIGUE 1 DE FOOTBALL/ CR BELOUZDAD Hocine Yahy promu entraîneur en chef

Le technicien Hocine Yahy a été promu entraîneur principal du CR Belouizdad (Mobilis-Ligue 1 algérienne de football), après avoir occupé le poste d'adjoint de l'ancien coach, le Français Victor Zvunka, démissionnaire, a appris l'APS hier auprès de la direction du club algérois.

Cette décision a été prise à l'issue de la réunion qui a eu lieu entre le président du Chabab, Réda Malek, et les membres du staff technique, Yahy, Boudjalit et Bourzag, précise la même source.

L'ancien milieu offensif du CRB dans les années 1980, aura ainsi la mission de préparer l'équipe en vue des prochains matchs, à commencer par la réception

du MO Béjaïa, ce samedi, à huis clos, dans le cadre de la 8^e journée du championnat.

Zvunka, en poste depuis l'intersaison, a décidé de jeter l'éponge, à l'issue de la défaite de son équipe dans le derby de la capitale face au NA Hussein-Dey (1-0), vendredi dernier au stade Omar-Hamadi à Bologhine pour le compte de la 7^e journée.

Ce revers a également précipité l'annonce de Réda Malek de démissionner de son poste, mais sans pour autant la présenter par écrit aux membres du conseil d'administration.

Le CR Belouizdad pointe à la 15^e et avant dernière place au classement de la Mobilis-Ligue 1 avec 7 points.

MEILLEURS JOUEURS AFRICAINS DE LA SEMAINE

Les internationaux algériens de football, Carl Medjani et Yacine Brahimi, respectivement sociétaires de Trabzonspor (Turquie) et du FC Porto (Portugal) figurent dans le onze type des joueurs africains évoluant en Europe, selon le sondage hebdomadaire publié chaque mardi par le site spécialisé StarAfrica.

Une consécration que ces deux joueurs doivent à leurs dernières performances au sein de leurs clubs

respectifs, avec lesquels ils ont particulièrement brillé ces dernières semaines. Brahimi étant, entre autres, l'actuel meilleur buteur de la Ligue des Champions, avec trois réalisations.

Figurent également dans ce onze, le gardien camerounais Carlos Kameni (Malaga), et ses compatriotes Henri Bedimo (Olympique Lyonnais) et Nicolas N'Koulou (Olympique de Marseille).

Les Algériens Medjani et Brahimi dans le onze type

A leurs côtés, se trouvent également les Ghanéens Michael Essien (Milan AC) et André Ayew (Olympique de Marseille), ainsi que les Sénégalais Diafra Sakho et Mohamed Diamé, respectivement sociétaires de West Ham United et Hull City.

Le onze est complété par le Malien du SC Bastia Drissa Diakité et l'attaquant du RD Congo Jérémy Bokila, actuel sociétaire de Grozny, en championnat de Russie.

ANCELOTTI FAVORI POUR REMPLACER WENGER ?

Débarqué à l'été 2013 sur le banc du Real Madrid, Carlo Ancelotti aurait vu sa cote grimper outre-Manche. Arsenal, en difficulté dans le championnat d'Angleterre, penserait à enrôler l'Italien pour remplacer Arsène Wenger. Carlo Ancelotti aurait déjà des touches en Angleterre. Passé sur le banc de Chelsea (2009-2011), l'Italien vit depuis la saison passée à Madrid. Sa première saison avec les Merengues a d'ailleurs été couronnée de succès avec une Ligue des Champions, la si convoitée "Décima". Un bon résultat qui aurait donné des idées aux Gunners.



Mourinho se fâche pour Costa

Bien que souffrant aux ischio-jambiers depuis plusieurs semaines, l'attaquant de Chelsea Diego Costa (26 ans, 7 matchs et 9 buts en Premier League cette saison) a été retenu par Vicente Del Bosque pour disputer des matchs d'éliminatoires de l'Euro 2016 avec l'Espagne. Mais l'Hispano-Brésilien en est revenu blessé, ce que n'a pas manqué de pointer du doigt José Mourinho. "Ce n'est pas mon genre de dire aux joueurs de ne pas aller en sélection. Mais ça fait mal quand vous donnez des joueurs en bon état et que vous les récupérez en mauvais état. C'est quelque chose que nous ne contrôlons pas", a dégainé le Special One en conférence de presse.



Guardiola épaté par TOTTI

Pep Guardiola s'exprime en conférence de presse sur le match de ce mardi entre la Roma et le Bayern Munich.

Lors de la conférence de presse d'avant-match entre la Roma et le Bayern Munich, Pep Guardiola n'a pas tari d'éloges sur son adversaire de ce mardi soir, particulièrement sur Francesco Totti, ancien coéquipier à Rome. Sur Rudi Garcia : Il n'est pas facile pour un entraîneur d'aller à l'étranger imposer ses idées, et il l'a réussi avec panache. Son jeu part de derrière, la Juventus aussi part de derrière, ces deux équipes ont changé le football italien, c'est pour cela qu'elles se retrouvent au sommet. J'ai vu le match contre le Chievo (Vérone), la Roma joue un beau football, en tant que spectateur c'est très agréable. Vivement demain! Ce sera très difficile, nous ne jouons pas contre une petite équipe, elle aligne des grands joueurs comme Totti, De Rossi, Pjanic, Gervinho, Iturbe, une défense centrale très rapide. Sur le niveau de la Bundesliga : Mais venez voir le championnat d'Allemagne, vous verrez comment c'est difficile, allez jouer contre M'Gladbach, le Bayer Leverkusen, je vous invite. C'est le Bayern qui est très bon. Et nous ne sommes qu'en octobre, je ne vois pas là un retard irrémédiable pour nos concurrents. Nous sommes seulement contents parce qu'à cette époque de

l'année nous jouons déjà mieux que l'an dernier. Les temps de passage sont les mêmes, mais le jeu a progressé. C'est pour cette raison que je suis entraîneur, parce que chaque jour on peut faire mieux que la veille. Ce qui me rend heureux est de voir mon équipe jouer de mieux en mieux. Sur Francesco Totti : «Je suis épaté par sa volonté. Avec le compte en banque qui déborde, avec tout ce qu'il a gagné, plus son titre de "huitième roi de Rome", s'il continue à jouer à ce niveau c'est vraiment qu'il adore le foot. En plus Totti est parfait pour le style de jeu de Garcia, l'inspiration ne vient pas si tu n'as pas le ballon, et tout ce jeu basé sur les passes colle parfaitement à Totti. J'espère qu'il aura encore le courage de jouer longtemps, et je serai très, très content de le croiser, lui sur le terrain moi sur le banc».



Liverpool Casillas sur les tablettes

L'emblématique gardien du Real Madrid, Iker Casillas, a décidément plusieurs options en Angleterre. Après Arsenal c'est Liverpool qui serait intéressé. Selon les informations du Daily Star, Liverpool aimerait s'attacher les services d'Iker Casillas, dès le mois de janvier. Brendan Rodgers, manager des Reds, ferait de l'Espagnol sa priorité pour remplacer Simon Mignolet. D'après le média anglais, des contacts auraient déjà été établis entre l'entourage du joueur et le club de la Mersey. Liverpool avait également tenté d'approcher Victor Valdès, libre de tout contrat, depuis son départ de Barcelone.



VIDAL MET LES CHOSES AU CLAIR



Le milieu de terrain de la Juventus, Arturo Vidal, a tenu à apporter quelques explications sur sa situation dans le club de la Vieille Dame. Arturo Vidal n'était pas présent dans le groupe de la Juventus pour le déplacement à Sassuolo (1-1). Le Chilien a mis les choses au clair sur sa situation avec la Vieille Dame. "Après les récentes informations parues dans les médias, je tiens à préciser certaines choses. Ma relation avec la Juve est bonne. Mes coéquipiers, le staff et les dirigeants ont confiance en moi et moi en eux (...). Je suis à 100% impliqué dans le club et avec le Chili. J'espère gagner des titres", a-t-il lâché sur son compte Twitter.

ALGÉRIE-QATAR

Le chef d'état-major de l'ANP s'entretient avec le ministre d'Etat qatari aux Affaires de Défense

Le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) s'est entretenu hier avec le ministre d'Etat qatari aux Affaires de Défense, le général-major Hamed Ben Ali Al Attiyah, qui effectue une visite officielle en Algérie. L'entretien qui a eu lieu au siège du ministère de la Défense nationale, a permis aux deux parties de «faire le point des relations de coopération militaire entre les deux pays et entrevoir les voies et moyens susceptibles de les consolider davantage et de les étendre à d'autres domaines d'intérêt fructueux et bénéfiques pour les Armées des deux pays frères». Le ministre d'Etat qatari aux Affaires de Défense se trouve en Algérie depuis lundi pour une visite officielle de deux jours à l'invitation du général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah.

HIER À ALGER

Début des travaux de la Conférence régionale des pays arabes sur le déminage humanitaire

Les travaux de la troisième Conférence du programme arabe sur les activités de déminage, organisée par le Conseil national économique et social (CNES) en coordination avec le ministère de la Défense nationale, ont débuté mardi au Cercle national de l'Armée, sous le slogan "Gestion de la contamination résiduelle". Le président du CNES, M. Mohamed Seghir Babès, qui a présidé l'ouverture de cette rencontre a affirmé que l'Algérie "déploie d'énormes efforts en matière de déminage", appelant au renforcement de la coopération entre les pays dans ce domaine, à travers l'échange d'informations et d'expériences".

Le directeur général du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG), Stefano Toscano a salué le Gouvernement algérien pour l'intérêt qu'il accorde au dossier de déminage humanitaire, le remerciant "d'avoir mis à la disposition du CIDHG des terrains minés depuis l'époque coloniale pour les étudier".

Les travaux se poursuivront par l'enrichissement et l'examen de plusieurs volets dont le guide de planification stratégique concernant les mesures de déminage et l'étude d'évaluation des besoins du groupe du programme arabe des activités de déminage. La présentation des expériences des pays arabes dont l'Algérie dans le domaine du déminage est également à l'ordre du jour de cette rencontre, qui durera quatre jours. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de Mohamed Seghir Babès, du colonel Gherabi Hacene représentant du vice-ministre de la défense nationale et de Mme Muriel Cohen, ambassadrice de Suisse à Alger, ainsi que d'experts et spécialistes de 13 pays arabes dont l'Irak, le Yémen, la Tunisie, la Palestine, l'Arabie Saoudite et le Sahara occidental.

ALGÉRIE - QATAR

Le président Bouteflika reçoit le ministre d'Etat qatari aux Affaires de Défense

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu, hier à Alger, le ministre d'Etat qatari aux Affaires de Défense, le général-major Hamed Ben Ali Al Attiyah, qui effectue une visite officielle en Algérie.

L'audience s'est déroulée en présence du général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), et de Cheikh Joaan Bin Hamad Al-Thani. Dans une déclaration à la presse au sortir de l'audience, le responsable militaire qatari a qualifié les relations algéro-qataries d'«excellentes» ajoutant qu'il se trouvait en Algérie «à l'invitation du général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, pour

examiner plusieurs questions en matière de coopération militaire et suivre l'évolution des autres questions évoquées au titre des programmes antérieurs».

«Nous sommes, également, venus rendre visite au président Bouteflika pour nous imprégner de ses orientations, d'autant que c'est lui qui avait donné les instructions relatives aux relations militaires algéro-qataries», a-t-il indiqué.

«Cette visite nous permet aussi de prendre connaissance de ce qui a été accompli», a précisé le responsable qatari, soulignant que «l'Emir du Qatar est très soucieux de prendre l'avis de son Excellence le président Bouteflika concernant les relations militaires algéro-qataries».

COOPÉRATION ALGÉRO-EUROPÉENNE:

La représentation de l'UE en Algérie juge le bilan «positif»

Le bilan de la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne est «positif», a affirmé, hier à Alger, Mme Manuela Navarro, chef des opérations de coopération à la délégation de l'UE en Algérie. Selon cette diplomate, 43 grands programmes bilatéraux ont été concrétisés dans de nombreux secteurs depuis l'année 2000 à travers deux différents instruments de coopération: MEDA II (2000-2006) pour 338 millions d'euros et l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) (2007-2013) pour 366 millions d'euros. Plus de 300 projets d'ONG ont été appuyés dans plusieurs secteurs et 36 programmes de coopération régionale impliquant l'Algérie ont été réalisés dans plusieurs domaines, a-t-elle indiqué au cours d'une conférence de presse consacrée à la présentation des résultats de la coopération entre l'UE et l'Algérie. Détaillant les actions de coopération, Mme Navarro a noté que l'UE avait contribué respectivement à l'introduction, en Algérie, des fonds de couverture de garantie pour les PME, à la mise à niveau de plus de 700 PME, à la création de 50 plans de développement local et au financement de 440 projets de développement local avec 1.200 micro-crédits. Elle a également cité la participation de l'UE à l'amélioration de la sécurité alimentaire sanitaire et phytosanitaire et au

renforcement des capacités de l'Office national des statistiques (ONS) dans la réalisation d'études et d'enquêtes socio-économiques. Elle a également aidé, a-t-elle poursuivi, à élaborer le plan national des transports à l'horizon 2025, à actualiser l'arsenal juridique et réglementaire du secteur, à préparer le plan national de l'eau à 2030 et à former 785 cadres du ministère des Ressources en eau. Dans le secteur énergétique, Mme Navarro a mis en exergue le partenariat stratégique établi entre les deux partenaires à la faveur de la signature d'un mémorandum d'entente en juillet 2013. Soulignant l'importance du travail conjoint entre l'UE et l'Algérie, la même représentante européenne a cité d'autres exemples de résultats concrets de cette coopération avec la mise en place d'un plan de lutte contre les maladies non transmissibles, le développement d'un système d'information sanitaire pour le suivi des malades et la mise en place d'une planification des politiques stratégiques de l'emploi.

Pour Mme Navarro, la diversité des secteurs de coopération entre les deux parties témoigne clairement de l'importance que l'UE accorde à la coopération avec l'Algérie et au rôle qui lui est dévolu dans le rapprochement des politiques des deux rives de la Méditerranée.

Le Président Bouteflika reçoit le nouvel ambassadeur d'Argentine...

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu hier à Alger M. Martinez Gondra, qui lui a remis ses lettres de créance l'accréditant en sa qualité de nouvel ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Argentine en Algérie. L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.

Au terme de cette audience, M. Gondra a qualifié d'«excellentes» les relations algéro-argentines, exprimant son souhait de voir les liens entre les deux pays se «développer davantage».

... le nouvel ambassadeur de Roumanie ...

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu également, Marcel Alexandru qui lui a remis ses lettres de créance l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Roumanie en Algérie.

L'entretien s'est déroulé en présence du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience, l'ambassadeur roumain a indiqué avoir transmis au chef de l'Etat les vœux de santé du président roumain. Le diplomate roumain a salué la stabilité de l'Algérie qu'il a qualifiée de "leader dans la région et en Afrique". "Les relations entre les deux pays se développent au bénéfice des deux peuples", s'est-il félicité.

... et le nouvel ambassadeur du Vietnam

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu, aussi, Vu The Hiep, qui lui a remis ses lettres de créance l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Vietnam en Algérie.

L'entretien s'est déroulé en présence du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience, l'ambassadeur vietnamien a mis en exergue les relations "traditionnelles" et "amicales" existant entre l'Algérie et le Vietnam, rappelant que "les deux pays étaient, dans le passé, ensemble, main dans la main, pour le recouvrement de leur indépendance".

Il a exprimé son souhait de voir les relations algéro-vietnamiennes se développer davantage.

"Nous sommes (Algérie et Vietnam) sur le chemin du développement et de la modernisation", a-t-il dit, ajoutant que les deux pays ont des "potentialités", notamment dans le domaine économique.

L'ambassadeur du Vietnam a indiqué qu'il ne ménagera aucun effort pour promouvoir la coopération dans les autres domaines avec l'Algérie.